



**AFRICA
EUROPE
FOUNDATION**

Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans

**Feuille de route à horizon 2030 :
Copilotage du partenariat
Afrique-Europe pour l'Océan**

OCTOBRE 2024

Feuille de route à horizon 2030 : Copilotage du partenariat Afrique-Europe pour l'Océan

Ce rapport est le résultat des travaux menés par le groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans depuis juillet 2023. Le Groupe est une initiative de la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG MARE) de la Commission européenne, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine. L'initiative est mise en œuvre par la Fondation Afrique-Europe (AEF).

La principale recommandation du Groupe stratégique est la conception, la formalisation et la mise en œuvre d'un Partenariat Afrique-Europe pour l'océan. Ce partenariat consisterait en : 1/ une vision commune pour une relation de soutien mutuel qui se concentrerait sur le partage équitable des bénéfices à travers des processus inclusifs et équitables, et 2/ des résultats concrets pour les deux continents sur la politique et l'action océanique, y compris l'économie bleue. Le partenariat devrait être conçu de manière à faciliter une coopération plus efficace entre l'Afrique et l'Europe sur les questions de gouvernance de l'océan et d'économie bleue, en mettant l'accent sur la durabilité, la restauration, la régénération et la résilience.

La Feuille de route du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan contribuerait à faire progresser une vision partagée et une Feuille de route commune pour une collaboration renforcée, et renforcerait les capacités de l'Afrique et de l'Europe grâce à des échanges et à une compréhension commune des défis respectifs en matière de développement pour un cadre renforcé de gouvernance internationale des océans et pour une économie bleue régénératrice.

Ce document reflète uniquement le point de vue du Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans. La Commission européenne et la Commission de l'Union africaine ne peuvent être tenues responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.



Financé par
l'Union européenne

Table des matières

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Résumé directif | 5 |
| Acronymes | 6 |
| Définitions | 8 |
| Introduction | 9 |
| Texte de la Feuille de route | 11 |
| Objectifs | 13 |
| Actions stratégiques pour la structuration et l'exécution de la Feuille de route | 14 |
| Domaines d'intervention prioritaires | 17 |
| | |
| DOMAINE D'INTERVENTION 1 : Gouvernance de l'océan | 18 |
| Activité 1.1 Soutenir la coordination inter-agences Afrique-Europe en développant des programmes de grande envergure, à long terme et à fort impact | 20 |
| Activité 1.2 Partager les meilleures pratiques en matière de négociation et de soutien à la mise en œuvre effective des traités et conventions internationaux et des objectifs de développement durable | 22 |
| Activité 1.3 Échanger des approches efficaces pour la mise en œuvre des Stratégies nationales en matière d'économie bleue | 25 |
| Activité 1.4 Promouvoir la transparence de la pêche et le partage équitable des bénéfices | 27 |
| Activité 1.5 Faciliter les dialogues sur les préoccupations liées à l'accès à la mer et à l'exploitation des ressources aquatiques des pays sans littoral | 29 |
| Activité 1.6 Promouvoir l'égalité des sexes et la participation des femmes et des jeunes dans le secteur maritime | 30 |
| Activité 1.7 Améliorer les conditions de travail et la protection sociale des marins et des dockers | 32 |
| | |
| DOMAINE D'INTERVENTION 2 : Partage des capacités | 35 |
| Activité 2.1 Faciliter l'échange d'expériences sur l'élaboration des politiques en matière d'économie bleue et sur les nouvelles politiques de l'océan | 37 |
| Activité 2.2 Promouvoir la Planification de l'espace maritime (PEM), y compris le suivi et la comptabilité de l'économie bleue. | 38 |
| Activité 2.3 Renforcer et structurer un réseau Afrique-Europe d'institutions de recherche et d'éducation pour la gouvernance de l'océan et l'économie bleue | 40 |
| Activité 2.4 Accélérer la diffusion de la connaissance de l'océan | 43 |
| Activité 2.5 Améliorer et renforcer les capacités communes Afrique-Europe en matière de gouvernance de l'océan et d'économie bleue régénératrice | 44 |
| | |
| DOMAINE D'INTERVENTION 3 : Soutien financier et investissements | 47 |
| Activité 3.1 Contribuer à l'élaboration conjointe d'une Feuille de route Afrique-Europe sur la finance bleue | 49 |
| Activité 3.2 Promouvoir la mise en place de nouveaux mécanismes financiers pour l'océan et l'économie bleue | 50 |
| Activité 3.3 Accélérer les investissements dans les grands projets nationaux et régionaux d'économie bleue | 52 |
| Activité 3.4 Faciliter la création et la mise en œuvre de banques régionales pour le développement international de l'économie bleue | 54 |
| Activité 3.5 Lancement de forums d'affaires annuels Afrique-Europe pour l'économie bleue | 56 |
| | |
| CONCLUSION | 58 |
| REMERCIEMENTS | 60 |
| PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE | 62 |

Feuille de route à horizon 2030 : Copilotage du partenariat Afrique-Europe pour l'Océan

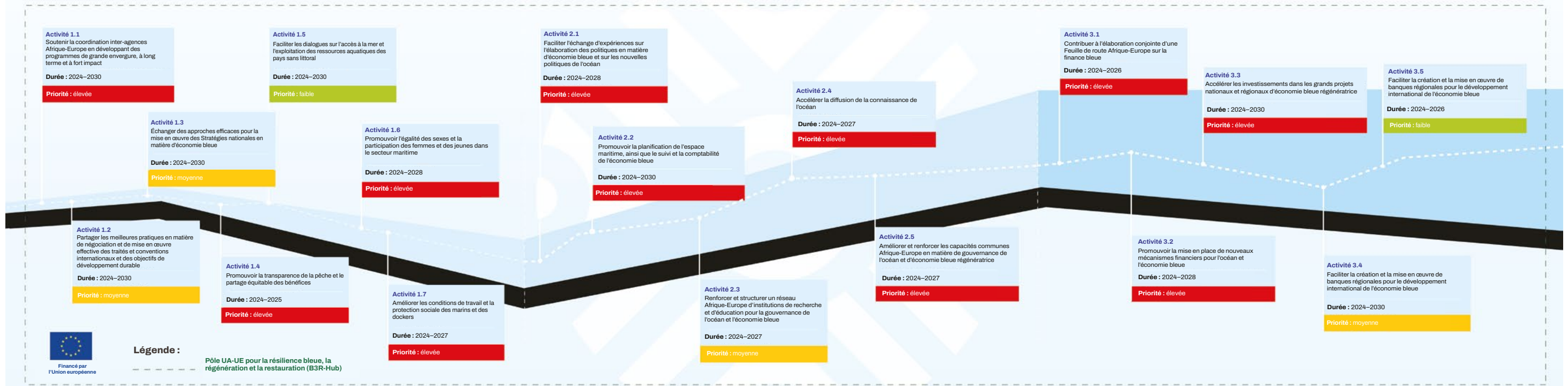
Domaine d'intervention 1 Gouvernance de l'océan



Domaine d'intervention 2 Partage des capacités



Domaine d'intervention 3 Soutien financier et investissements



Résumé directif

Conscientes de l'importance croissante de l'océan à l'échelle mondiale, l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE) ont toutes deux reconnu qu'il était impératif de faire progresser la gouvernance des océans et l'économie bleue durable au sein de leurs continents respectifs et entre eux. Cependant, le potentiel de la gouvernance des océans, y compris l'économie bleue, en tant que pilier des relations entre l'Afrique et l'Europe reste largement inexploité, ce qui représente une occasion manquée d'atteindre l'objectif de développement durable lié aux océans (ODD n° 14) et de mettre en œuvre le Programme 2030 des Nations Unies dans son ensemble.

Dans ce contexte, le Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans appelle à la mise en place d'un Partenariat Afrique-Europe pour l'océan structuré, formel et ambitieux (voir définition ci-dessous), englobant la Gouvernance des océans et l'Économie bleue. Ce partenariat viserait à promouvoir des pratiques durables et régénératrices de l'économie bleue aux niveaux national, régional et continental, ainsi que la mise en œuvre de mécanismes solides de gouvernance de l'océan afin de soutenir ces efforts.

Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan se concentrera sur la compréhension des tendances océaniques actuelles telles que la perte de biodiversité, le changement climatique, la pollution et le déclin des ressources naturelles, et sur l'intégration de la durabilité, de la restauration, de la résilience et de la régénération dans la gouvernance océanique et les cadres de l'économie bleue des partenaires collaborant à ce partenariat. Les travaux du Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans ont contribué à cette vision commune et à l'élaboration d'une Feuille de route visant à concrétiser et à rendre opérationnel le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan renforcé qui a été proposé. La Feuille de route élaborée par le Groupe stratégique reconnaît l'importance du partage des connaissances, de l'alignement des politiques et de l'action commune. Elle vise également à dépasser les modèles traditionnels d'aide au développement, qui ont souvent favorisé les approches unilatérales, et plaide au contraire pour des stratégies plus équitables, fondées sur la responsabilité collective et la collaboration, dans le cadre desquelles l'Afrique et l'Europe apportent toutes deux des solutions.

La Feuille de route proposée s'appuie sur les priorités de développement communes et les principaux axes de travail

identifiés pour un Partenariat Afrique-Europe pour l'océan renforcé, à savoir (1) Gouvernance des océans, (2) Partage des capacités, et (3) Soutien financier et investissements. Elle met en lumière les activités visant à traduire ces priorités en propositions et initiatives concrètes, ainsi qu'à aligner et harmoniser les politiques de développement de la gouvernance des océans et de l'économie bleue en Afrique et en Europe.

Afin de maximiser l'efficacité du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan ainsi proposé, de surmonter les difficultés et d'assurer la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de la vision commune pour la gouvernance de l'océan et l'économie bleue dans toute l'Afrique et l'Europe, la feuille de route propose des actions de facilitation visant à favoriser un partenariat efficace. Elle décrit également des actions spécifiques visant à faciliter la poursuite de la coopération et de la collaboration en définissant des actions destinées à structurer et à mettre en œuvre la Feuille de route. En outre, la feuille de route propose de créer un Pôle UA-UE pour la résilience bleue, la régénération et la restauration (B3R-Hub), qui servirait de plateforme de communication et de mise en réseau, ainsi que de centre de liaison. Le B3R-Hub servirait également d'organe de médiation pour les parties prenantes participant au développement des ressources océaniques et de l'économie bleue dans le cadre du partenariat Afrique-Europe pour l'océan. Le coût total estimé de la mise en œuvre de toutes les activités de développement décrites dans la Feuille de route s'élève à 7,9 millions d'euros (Gouvernance des océans : 2,2 millions d'euros ; Partage des capacités : 2,95 millions d'euros ; Soutien financier et investissements : 2,75 millions d'euros).

En renforçant les capacités des partenaires par des échanges et une compréhension commune des défis de développement respectifs, la Feuille de route pourrait faciliter une coopération de plus en plus efficace entre l'Afrique et l'Europe sur la gouvernance des océans et le développement durable de l'économie bleue dans toute l'Afrique et l'Europe. La pleine opérationnalisation du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan représente une occasion unique de donner un élan politique et d'assurer la cohérence avant des événements politiques internationaux majeurs. Mais il faudrait que les pays, les programmes et les institutions partenaires s'engagent, collaborent et contribuent à une vision commune Afrique-Europe de la gouvernance des océans et du développement d'une économie bleue régénératrice.

Acronymes

| | |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ABES | Stratégie de l'économie bleue en Afrique |
| AEF | Fondation Afrique-Europe |
| AFD | Agence Française de Développement |
| AMP | Aire marine protégée |
| APPD | Accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable |
| ARBE | Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable de l'UA |
| AUDA-NEPAD | Agence de développement de l'Union africaine – NEPAD |
| B3R-Hub | Pôle Afrique-Europe pour la résilience bleue, la régénération et la restauration |
| BBNJ | Biodiversité des zones situées au-delà de la juridiction nationale |
| CBAM | Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE |
| CCNUCC | Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques |
| CdE | Centre d'excellence |
| CEA | Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique |
| CER | Communautés économiques régionales (Afrique) |
| COP | Conférence des parties (voir CCNUCC) |
| DG MARE | Direction générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne |
| EAU | Émirats arabes unis |
| EB | Économie bleue |
| FMI | Fonds monétaire international |
| GO | Gouvernance de l'océan |
| MCSCC | Centre de coordination pour le suivi, le contrôle et la surveillance |
| MoU | Protocole d'accord |
| NDICI | Voisinage, développement et coopération internationale (Portefeuille de développement de l'Europe dans le monde) |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| OIT | Organisation internationale du travail |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| OMI | Organisation maritime internationale |
| ONU | Nations Unies |
| ORGP | Organisation régionale de gestion de la pêche |
| PEM | Planification de l'espace maritime |
| Pêche INN | Pêche illicite, non déclarée et non réglementée |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l'environnement |

| | |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PPP | Partenariat public-privé |
| SADC | Communauté de développement de l'Afrique australe |
| STYMP | Deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine |
| UA | Union Africaine |
| UA-BIRA | Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine |
| UE | Union européenne |
| UNEP-FI | Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNOC | Conférence des Nations Unies sur les océans |
| UNOC3 | Troisième conférence des Nations Unies sur les océans (prévue pour 2025) |
| UNSG | Secrétaire général des Nations Unies |

Définitions

| | |
|--------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Durabilité | La capacité de répondre aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Elle se concentre sur le maintien de l'équilibre écologique, la conservation des ressources et le fait de garantir la santé environnementale et la viabilité économique à long terme. Les pratiques durables visent à minimiser les impacts négatifs sur l'environnement tout en favorisant le bien-être social et économique. |
| Économie bleue régénératrice | Un modèle économique axé sur la restauration et l'amélioration de la santé des écosystèmes aquatiques, côtiers et marins, avec des processus et des résultats équitables et inclusifs. Il va au-delà de la durabilité en améliorant activement les environnements naturels par la restauration des écosystèmes dégradés, en réduisant les déchets grâce à l'économie circulaire et aux approches à faible émission de carbone, et en améliorant la fourniture de services écosystémiques en reconnaissant la valeur d'écosystèmes sains pour le fonctionnement de l'économie. Il reconnaît également l'importance du partage des connaissances, de l'alignement des politiques et de l'action commune pour atteindre ses objectifs. Il vise également à transcender les modèles traditionnels d'aide au développement et à plaider en faveur d'approches plus équitables et plus collaboratives dans lesquelles l'Afrique et l'Europe apportent toutes deux des solutions. |
| Partenariat Afrique-Europe pour les océans | Une vision commune pour une relation de soutien mutuel axée sur un partage équitable des avantages à travers des processus et des résultats inclusifs et équitables pour les deux continents en matière de politique et d'action océaniques, y compris en matière d'économie bleue. Le partenariat devrait être conçu de manière à faciliter une coopération plus efficace entre l'Afrique et l'Europe sur les questions de gouvernance de l'océan et d'économie bleue, en mettant l'accent sur la durabilité, la restauration, la régénération et la résilience. La Feuille de route du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan contribuerait à faire progresser une vision partagée et une Feuille de route commune pour une collaboration renforcée, et renforcerait les capacités de l'Afrique et de l'Europe grâce à des échanges et à une compréhension commune des défis respectifs en matière de développement pour un cadre renforcé de gouvernance internationale des océans et pour une économie bleue régénératrice. |
| Régénération | Le processus de renouvellement et de revitalisation des écosystèmes, qui ne consiste pas seulement à les restaurer dans leur état d'origine, mais à améliorer leur santé, leur résilience, leur capacité à prospérer et à s'adapter à des pressions changeantes. Il s'agit d'activités qui soutiennent la capacité naturelle des écosystèmes à guérir et à s'améliorer, comme la promotion de la biodiversité, l'amélioration de la qualité des sols et de l'eau, et la promotion de pratiques durables qui contribuent à la santé et à la productivité écologiques à long terme. |
| Résilience | La capacité d'un écosystème, d'un système économique ou d'une communauté à résister et à se remettre de perturbations, telles que les catastrophes naturelles, le changement climatique ou les chocs économiques. Il s'agit de la capacité à s'adapter, à se transformer et à rebondir à la suite d'événements défavorables, tout en maintenant les fonctions et les structures essentielles. Les systèmes résilients sont robustes, flexibles et capables d'apprendre et d'évoluer en réponse à des conditions changeantes. |
| Restauration | Il s'agit de ramener un écosystème dégradé ou endommagé à son état d'origine, avant perturbation, afin de rétablir sa structure, sa fonction et ses services historiques. Cela implique souvent des actions spécifiques visant à réparer les dommages et à rétablir l'équilibre écologique. |

Introduction

L'importance de l'océan est de plus en plus reconnue à l'échelle mondiale en termes de développement durable pour tous, d'équilibre géopolitique, de maintien des chaînes d'approvisionnement, de sécurité alimentaire, de changement climatique, et de réponses à donner aux défis environnementaux et climatiques persistants. La coopération Nord-Sud est donc essentielle pour tirer parti de l'océan dans l'intérêt de tous, à l'échelle intercontinentale et mondiale. Un Partenariat Afrique-Europe pour l'océan représenterait une opportunité de développement clé pour donner une impulsion politique et renforcer la coopération stratégique sur la gouvernance des océans au niveau transcontinental et mondial, en abordant les questions contestées et en veillant à ce que le thème des océans constitue une plateforme solide pour un plus grand multilatéralisme. Il devrait également s'agir de développer des politiques et des actions qui combinent l'utilisation durable des opportunités socio-économiques et incluent la protection de l'environnement en tant que question clé.

Cela implique notamment d'œuvrer à la mise en place d'un Partenariat Afrique-Europe pour l'océan à l'horizon 2030 et au-delà. Aligné sur les aspirations à long terme des deux continents (2050/2063), l'objectif serait d'informer les décideurs de toute l'Afrique et l'Europe sur la nécessité d'investir dans la gouvernance des océans et une économie bleue durable en vue de renforcer la coopération, les opportunités d'emploi, la génération de revenus, une croissance positive pour le climat et la biodiversité, et de positionner l'Afrique et l'Europe en tant que moteurs d'un programme mondial ambitieux pour les océans.

Un Partenariat Afrique-Europe pour l'océan renforcé pourrait être étayé par des événements clés entre l'Afrique et l'Europe et au niveau international, tels que la prochaine Réunion ministérielle UA-UE (Belgique), BlueInvest Africa (Togo), la 8e réunion ministérielle de l'OACPS sur les pêches et les océans (Tanzanie), le Sommet de l'Avenir des Nations Unies (États-Unis), la 2e édition du Sommet Blue Africa (Maroc), la COP29 de la CCNUCC (Azerbaïdjan), le 7e Sommet UA-UE (Afrique), le Blue Economy Finance Forum – BEFF (Monaco), et la 3e Conférence des Nations Unies sur les océans (France).

La gouvernance des océans est longtemps restée une dimension sous-estimée des relations entre l'Afrique et l'Europe et est considérée comme une occasion manquée de faire avancer un programme ambitieux de gouvernance des océans. Il est très préoccupant de constater que moins de 1 % du fi-

ancement de l'Aide publique au développement (APD) est alloué à la mise en valeur des océans au niveau international, conformément à l'objectif de développement durable n° 14 : La vie aquatique est l'objectif le plus sous-financé de tous les ODD, avec seulement 0,68 % du financement total des ODD en 2021. Dans le contexte de l'Afrique, on estime que 3 % de l'APD en 2021 ont été consacrés à l'ODD n° 14. Un financement insuffisant, mal réparti et mal géré constitue un défi majeur auquel les nations sont confrontées dans leurs efforts de facilitation de la conservation et de l'utilisation durable des ressources marines, parmi lesquelles les pays à revenu faible et intermédiaire continuent, entre autres, à faire face aux difficultés d'accès au financement et à un coût abordable.

L'intégration des questions relatives à l'économie bleue et à la gouvernance des océans dans le cadre des relations institutionnelles entre l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE) a été limitée. Le Partenariat Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans et l'Économie bleue offre une occasion unique de progresser dans ce domaine, surtout si l'on tient compte des nouveaux cycles politiques des commissions des deux institutions qui se profilent à l'horizon. L'UA et l'UE reconnaissent la nécessité de progresser dans le domaine de la gouvernance des océans tout en tenant compte des opportunités socio-économiques à différents niveaux de développement sur les continents africain et européen. La Stratégie globale de l'UE pour l'Afrique adoptée en mars 2020, la Communication de l'UE sur la Gouvernance internationale des océans et une nouvelle approche pour une économie bleue durable, et le deuxième Plan décennal de mise en œuvre de l'UA (STYMP) récemment adopté soulignent la nécessité d'accroître les investissements dans la gouvernance des océans, y compris la pêche durable et l'économie bleue. Ils identifient ce domaine comme un espace de coopération entre l'Afrique et l'Europe. Pourtant, un partenariat potentiel sur l'océan et l'économie bleue était absent des principaux dialogues et conclusions du 6e Sommet des chefs d'État de l'UE et de l'UA (tenu en février 2022) ; et représentait également l'objectif de développement durable le moins financé dans le cadre du Programme 2030. Compte tenu des paysages marins partagés entre et autour de l'Afrique et de l'Europe, la santé des océans relève de notre responsabilité commune et la bonne gestion des ressources marines dans le monde est primordiale. Il est donc fondamental que les deux continents s'alignent, travaillent conjointement, recherchent une compréhension mutuelle et débloquent des opportunités pour intégrer les océans et l'économie bleue dans leur partenariat.

Dans ce contexte, la Commission européenne a décidé de créer un Groupe stratégique Afrique-Europe sur la gouvernance des océans. Le Groupe a été créé en partenariat avec la Commission de l'Union africaine et avec l'aide de la Fondation Afrique-Europe (AEF) afin de renforcer la compréhension et les capacités de coopération de l'Afrique et de l'Europe en forgeant une vision commune et mutuellement bénéfique à l'horizon 2030 pour les deux continents en matière de gouvernance des océans et d'économie bleue.

En conséquence, le groupe stratégique a défini une « Feuille de route à horizon 2030 : copilotage du partenariat

Afrique-Europe pour l'océan », qui est le résultat d'un processus de travail inclusif et pluridisciplinaire. La Feuille de route vise à accroître le niveau de compréhension entre les deux continents, à développer le partage des connaissances et le renforcement des capacités, et à renforcer la dynamique autour de la gouvernance des océans au niveau transcontinental, et dans le monde entier, afin de réaliser et de mettre en œuvre les aspirations européennes et africaines, y compris le Programme 2030 des Nations Unies et son Objectif de développement durable n° 14 (Vie aquatique), ainsi que d'autres objectifs liés aux océans.

Le Groupe de Stratégie Afrique-Europe pour la Gouvernance de l'Océan

La création du Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans, composé de multiples parties prenantes, représente un résultat concret généré dans le cadre du partenariat renouvelé entre l'Afrique et l'Europe. Composé d'une grande variété de membres et d'observateurs actifs d'Afrique et d'Europe, et coprésidé par deux personnalités éminentes, l'ambassadrice Nancy Karigithu et Pascal Lamy, la création du Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans peut être considérée comme une contribution au renforcement du partenariat transcontinental.

Porté par un mandat partagé des deux institutions, le Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans est une initiative mise en œuvre par la Fondation Afrique-Europe et dirigée par la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG MARE) de la Commission européenne, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine.

L'objectif principal du groupe stratégique est de promouvoir une coopération plus étroite entre l'Afrique et l'Europe en matière de gouvernance des océans, en s'appuyant sur les travaux déjà réalisés et en cours et en les complétant. Sur la base de son mandat, le groupe stratégique s'emploie à renforcer la compréhension et les capacités de coopération de l'Afrique et de l'Europe en créant une plateforme commune d'échange et d'apprentissage et en élaborant une vision mutuellement bénéfique pour les deux continents dans le domaine des océans.

Il vise à accroître le niveau de compréhension entre les deux continents, à développer le partage des connaissances et le renforcement des capacités, et à renforcer la dynamique autour de la gouvernance des océans au niveau transcontinental, et dans le monde entier, afin de réaliser et de mettre en œuvre les aspirations de l'UE et de l'UA, ainsi que le Programme 2030 des Nations Unies et l'Objectif de développement durable n° 14 (Vie aquatique).

Objectifs du Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans :

- Faciliter le dialogue entre les différentes parties prenantes (avec 30 experts participant aux discussions des groupes de travail et des axes de travail), catalyser la collaboration et débloquent des opportunités qui peuvent transformer le dialogue en bonne volonté avec un potentiel de développement et d'opportunités socio-économiques associées, centrées sur la gouvernance des océans, l'économie bleue durable et les stratégies ou initiatives de bassin maritime.
- Contribuer à donner un nouveau cadre au Partenariat Afrique-Europe pour l'océan au niveau continental et sur la scène internationale, en commençant par le niveau institutionnel (UA-UE) – y compris les prochaines présidences du Conseil de l'UE et de l'UA, et explorer les possibilités de renforcement de l'action collective.
- Identifier une série d'actions susceptibles de donner une impulsion à un partenariat Afrique-Europe pour l'océan solide, en apportant des solutions pratiques sur le terrain et en s'appuyant sur les résultats des programmes financés par l'UE, passés et en cours, et des initiatives africaines sur la gouvernance des océans et l'économie bleue en Afrique.
- Ouvrir une nouvelle réflexion politique sur les océans en explorant à la fois les sujets litigieux qui font actuellement dérailler le partenariat et la prospective stratégique afin de créer une vision commune pour les deux continents d'ici 2030, avec une série de propositions/initiatives nécessaires pour y parvenir.
- Veiller à ce que les enseignements tirés de ces travaux soient destinés aux décideurs politiques et à l'ensemble de la communauté Afrique-Europe, et associer les principaux acteurs du développement afin de transformer les résultats du dialogue en influence politique et en mise en œuvre opérationnelle.

La Feuille de route propose de faire progresser le développement de l'économie bleue régénératrice à l'échelle nationale, régionale et continentale et de mettre en œuvre simultanément des mécanismes efficaces de gouvernance des océans pour contribuer à cet objectif. Une économie bleue régénératrice est plus progressiste que les approches existantes en matière d'économie bleue ou d'économie bleue durable, car elle donne la priorité à la restauration et à la revitalisation des écosystèmes aquatiques et marins, plutôt qu'au simple maintien de leur état actuel. Alors qu'une économie bleue durable se concentre sur l'utilisation responsable et la conservation des ressources aquatiques et marines afin de garantir leur disponibilité pour les générations futures, une approche régénératrice cherche activement à améliorer la santé et la résilience des environnements par le biais d'initiatives qui restaurent les habitats endommagés, améliorent la biodiversité et créent un impact positif net sur les écosystèmes, conduisant en fin de compte à des économies et des sociétés plus robustes et plus résilientes. Elle reconnaît la nécessité de promouvoir une gouvernance efficace des océans et s'engage à investir dans les économies bleues des continents africain et européen, par le biais d'un partenariat de soutien mutuel ancré dans les

principes de durabilité, de restauration, de régénération et de résilience.

La Feuille de route s'appuie sur les tendances actuelles des océans en matière de changement climatique, de perte de biodiversité, de pollution et d'épuisement des ressources, et intègre les concepts de restauration, de régénération et de résilience dans l'économie bleue et les structures de gouvernance des océans de ses partenaires en les incorporant dans des actions visant à améliorer les cadres politiques, les pratiques de gestion et la planification stratégique. Cet objectif peut être atteint grâce à divers mécanismes tels que les réformes réglementaires, les incitations aux pratiques durables et les efforts de collaboration avec les parties prenantes. Il reconnaît également l'importance du partage des connaissances, de l'alignement des politiques et de l'action commune pour atteindre ses objectifs. Il vise à transcender les modèles traditionnels d'aide au développement et à plaider en faveur d'approches plus équitables et plus collaboratives, dans lesquelles l'Afrique et l'Europe apportent leurs connaissances traditionnelles et leurs solutions innovantes.

Contexte de la Feuille de route

Dans le cadre du Rapport intermédiaire sur la Phase stratégique 1, le Groupe a produit un rapport à mi-parcours et consolidé les résultats de la première série de réunions et de recherches du Groupe stratégique. Il a identifié des domaines d'intervention prioritaires communs et des pistes de travail pour des actions potentielles, des défis, des opportunités et des recommandations afin de renforcer le partenariat océanique entre les deux continents. Le Rapport de la Phase 1, qui a ouvert la voie au Plan d'action (également appelé « Feuille de route »), a examiné les principales idées et recommandations, y compris les dimensions stratégiques, les considérations politiques et les recommandations réalisables pour renforcer le Partenariat Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans et l'économie bleue.

La Feuille de route s'appuie sur les priorités communes et les principaux axes de travail identifiés pour renforcer la coopération entre l'Afrique et l'Europe, dans le cadre d'une proposition de Partenariat Afrique-Europe pour l'océan. Elle met en évidence les activités visant à traduire les priorités identifiées en propositions et initiatives concrètes, ainsi qu'à aligner et harmoniser les politiques pour le développement de la gouver-

nance des océans et de l'économie bleue à travers l'Afrique et l'Europe. Le Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans, à l'issue d'un processus de consultation multipartite, a identifié trois domaines d'intervention prioritaires pour faire progresser les résultats de la politique océanique et les idées transformatrices à court et à long terme : (1) Gouvernance des océans, (2) Partage des capacités, et (3) Soutien financier et investissements.

Dans ses efforts de renforcement de la compréhension et des capacités de coopération de l'Afrique et de l'Europe en forgeant une vision commune et mutuellement bénéfique à l'horizon 2030 pour les deux continents en matière de gouvernance des océans et d'économie bleue, le Groupe stratégique recommande d'officialiser un Partenariat Afrique-Europe pour l'océan.

Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan consiste en une vision commune pour une relation de soutien mutuel axée sur le partage équitable des avantages à travers des processus et des résultats inclusifs et équitables pour les deux continents sur la politique et l'action océaniques, y compris sur l'économie

bleue. Le partenariat devrait être conçu de manière à faciliter une coopération plus efficace entre l'Afrique et l'Europe sur les questions de gouvernance de l'océan et d'économie bleue, en mettant l'accent sur la durabilité, la restauration, la régénération et la résilience.

Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan favoriserait un environnement de respect mutuel et d'apprentissage collaboratif, en veillant à ce que les avantages d'une meilleure gouvernance des océans et du développement durable d'une économie bleue soient partagés de manière responsable dans l'intérêt des deux continents et de l'océan, qui est un bien public mondial.

Avec sa Feuille de route, le Groupe stratégique cherche à aborder les questions litigieuses qui affectent le partenariat Afrique-Europe sur la gouvernance des océans et l'économie bleue. À ce titre, le Groupe stratégique appelle à une coopération plus institutionnalisée entre l'Afrique et l'Europe sur les questions liées à l'océan et à l'économie bleue et propose des actions visant à créer un environnement plus favorable à un Partenariat solide entre l'Afrique et l'Europe dans le domaine de l'océan.

Objectifs

- 1. Objectif du Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans :** Le Groupe stratégique vise à renforcer la compréhension et les capacités de coopération de l'Afrique et de l'Europe en forgeant une vision commune et mutuellement bénéfique, prenant la forme d'un Partenariat Afrique-Europe pour l'océan solide, à l'horizon 2030 pour les deux continents en matière de gouvernance des océans et d'économie bleue.
- 2. Objectif de la Feuille de route :** Cette Feuille de route fournit un Plan d'action aux autorités de pilotage du Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans, à savoir la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne (DG MARE) et la Commission de l'Union africaine, pour la réalisation du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan, facilité par le B3R-Hub, dans trois domaines d'intervention prioritaires : (1) Gouvernance des océans, (2) Partage des capacités, et (3) Soutien financier et investissements. Ce document aborde également les différentes étapes de la mise en place d'un environnement propice à la poursuite de la collaboration entre l'Afrique et l'Europe et à la mise en œuvre de la Feuille de route.
- 3. Objectif du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan :** Promouvoir une vision commune pour une relation de soutien mutuel axée sur un partage équitable des avantages à travers des processus inclusifs et équitables pour les deux continents en matière de politique et d'action océaniques, y compris en matière d'économie bleue. Les actions menées dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan devraient être conçues de manière à faciliter une coopération plus efficace entre l'Afrique et l'Europe sur les questions de gouvernance des océans et d'économie bleue, en mettant l'accent sur la durabilité, la restauration, la régénération et la résilience. Dans le cadre de ses efforts, le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan contribuerait à promouvoir une vision commune et une Feuille de route pour une collaboration renforcée, ainsi qu'à renforcer les capacités de l'Afrique et de l'Europe grâce à des échanges conjoints et à la compréhension des défis de développement respectifs pour un cadre de gouvernance internationale des océans renforcé et une économie bleue régénératrice.

Avantages communs de l'adoption de la « Feuille de route à horizon 2030 : Copilotage du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan »

- La Feuille de route sert d'outil d'élargissement du Partenariat Afrique-Europe à des acteurs nouveaux et divers, en approfondissant des domaines concrets de coopération, dans le but de débloquer des opportunités dormantes et d'intensifier les activités existantes, ainsi que d'ouvrir un espace destiné à une nouvelle réflexion politique et à des actions conjointes durables à long terme.
- La Feuille de route démontre que la gouvernance des océans et l'économie bleue représentent un domaine stratégique de coopération qui a été largement négligé – tant au niveau multilatéral que dans le cadre du Partenariat UE-UA – mais un domaine qui reste essentiel pour accélérer l'action mondiale en faveur du climat et de la biodiversité, ainsi que le développement socio-économique.
- La Feuille de route témoigne de l'impact d'un premier projet de ce type, « la co-conception d'une plateforme multipartite Afrique-Europe dédiée à la Gouvernance des océans et à l'Économie bleue ». Elle étaye également la stratégie d'héritage, en mettant en évidence un certain nombre de propositions/activités visant à accroître de manière significative la portée, la visibilité et l'impact politique de la coopération UE-Afrique sur l'Océan.
- La Feuille de route montre comment la création du Groupe stratégique Afrique-Europe a fait bouger les choses en ce qui concerne l'intégration de la Gouvernance des océans et de l'Économie bleue dans le Dialogue UA-UE. La Feuille de route fournit un référentiel de solutions ayant un impact significatif au niveau national, intercontinental et multilatéral.
- La Feuille de route montre qu'en travaillant ensemble, l'UE et l'Afrique pourraient élaborer et mettre en œuvre des politiques et des pratiques plus efficaces afin de garantir la santé et la productivité à long terme des écosystèmes océaniques. La collaboration en matière de gouvernance des océans peut améliorer la conservation et la gestion durable des ressources marines. Il s'agit notamment de la gestion de la pêche, de la conservation de la biodiversité marine et de la lutte contre la pollution et les effets du changement climatique.
- La Feuille de route souligne qu'un partenariat solide en matière d'économie bleue peut stimuler la croissance économique et créer des opportunités d'emploi dans les deux régions. Cette collaboration peut faciliter les investissements dans des secteurs tels que la pêche, l'aquaculture, le transport maritime, les énergies renouvelables et le tourisme, ce qui permettra de créer des emplois et de générer des revenus pour les communautés locales d'Afrique et d'Europe.
- La Feuille de route souligne que les initiatives conjointes en matière de gouvernance des océans peuvent promouvoir l'innovation et l'échange de connaissances entre l'Europe et l'Afrique. Cette collaboration peut faciliter le partage des meilleures pratiques, des technologies et de la recherche scientifique, en favorisant l'apprentissage mutuel et le renforcement des capacités au profit des deux continents. En tirant parti de l'expertise et des ressources de chacun, les deux régions peuvent améliorer leur compréhension de la dynamique des océans et mettre au point des solutions innovantes pour relever des défis communs.
- La Feuille de route soutient qu'une coopération renforcée en matière de gouvernance des océans peut améliorer la résilience des écosystèmes et les efforts d'adaptation au climat dans les deux régions. Compte tenu de la vulnérabilité des communautés côtières aux effets du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques extrêmes et l'acidification des océans, une action concertée est essentielle pour renforcer la capacité d'adaptation et atténuer les risques. En travaillant ensemble, l'Europe et l'Afrique peuvent élaborer des stratégies de résilience au climat et promouvoir le développement durable, y compris une plus grande action commune en faveur de l'ODD n° 14.
- La Feuille de route souligne qu'un partenariat stratégique en matière de gouvernance des océans peut renforcer les relations diplomatiques et géopolitiques entre l'Europe et l'Afrique, ainsi que le partenariat sur la scène internationale. En s'engageant dans des initiatives de coopération visant à relever des défis maritimes communs, les deux régions peuvent renforcer la confiance et la bonne volonté, ouvrant ainsi la voie à une coopération renforcée dans d'autres domaines d'intérêt mutuel. Cette collaboration peut également contribuer à la stabilité et à la sécurité régionales en favorisant une coexistence maritime pacifique et en prévenant les conflits liés aux ressources océaniques.

Actions stratégiques pour la structuration et l'exécution de la Feuille de route

Plusieurs défis risquent d'entraver les relations et les efforts de collaboration actuels et futurs entre l'Afrique et l'Europe. Il s'agit notamment de questions litigieuses susceptibles de faire dérailler le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan, au détriment des progrès en matière de durabilité des océans et d'économie bleue pour les peuples des deux continents.

Les principaux défis communs sont les suivants : (i) une rupture interne et externe de la communication entre les différentes parties prenantes et les représentants ; (ii) l'incapacité à mettre à disposition des ressources en temps voulu et proportionnées à l'ampleur des défis ; (iii) une livraison non synchronisée des résultats du projet, qui provoque la frustration des parties prenantes et des partenaires ; (iv) des différences dans la hiérarchisation des besoins de développement (au niveau régional, national et continental) ; (v) l'accès déséquilibré ou inéquitable aux biens communs mondiaux (ressources océaniques communes) à des niveaux de résolution variables ; (vi) la participation équitable de toutes les parties concernées (y compris les femmes, les jeunes, les populations autochtones et les communautés locales) ; (vii) les lacunes en matière de connaissances et notamment en matière de connaissance des océans (y compris en matière de financement durable de l'économie bleue) ; (viii) le manque de données et de ressources technologiques pour l'élaboration de politiques fondées sur des données afin de relever des défis complexes ; et (ix) les défis en matière de sécurité maritime.

Afin de surmonter les défis susmentionnés, communs aux deux continents, la mise en place du Partenariat Afrique-Europe proposé sur la Gouvernance des océans et l'économie bleue, et un environnement favorable approprié sont nécessaires pour assurer la mise en œuvre des actions définies dans cette Feuille de route dans le cadre du partenariat proposé. Afin de créer un environnement propice à la structuration et à la mise en œuvre de la Feuille de route, les actions suivantes ont été identifiées comme essentielles pour faciliter le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan et son objectif.

Des acteurs spécifiques sont mentionnés, mais différentes directions générales (DG) de la Commission européenne et des divisions des Commissions de l'Union africaine (CUA) peuvent également jouer un rôle dans l'exécution des activités, en fonction de l'étendue des portefeuilles et des priorités connexes. La mise en œuvre de la Feuille de route n'est pas l'apanage de la DG MARE de la Commission européenne et de la Division

de l'économie bleue de la Commission de l'Union africaine. Au-delà des acteurs institutionnels, il est impératif de faire appel à des partenaires directs de mise en œuvre sur le terrain de toute nature, en plus des organisations internationales, et de souligner la nécessité d'accorder la priorité aux synergies avec les actions existantes qui remplissent des objectifs similaires à ceux de chacune des « activités » individuelles identifiées dans le rapport.

Coproduire et institutionnaliser un *Protocole d'accord et de coopération pour le Partenariat Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans et l'Économie bleue, signé par la Commission européenne et la Commission de l'Union africaine* : La signature d'un protocole d'accord et de coopération faciliterait une vision commune du développement futur de la gouvernance des océans et de l'économie bleue régénératrice sur les continents africain et européen. Elle marquerait le début officiel du Partenariat Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans et l'économie bleue, renforcerait l'engagement des partenaires dans la poursuite de leurs objectifs communs et décrirait les objectifs et les limites de leurs actions et interventions de collaboration dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe. Elle adopterait en outre une approche régénératrice de l'économie bleue, reconnaissant ainsi l'approche innovante et progressive nécessaire afin de surmonter les problèmes omniprésents dans le cadre de l'approche du développement durable.

Co-instituer un Pôle Afrique-Europe sur la résilience bleue, la régénération et la restauration (B3R-Hub) : Le rôle du B3R-Hub serait de fonctionner comme une plateforme de communication et de mise en réseau, et de servir d'organe de médiation pour les différents acteurs participant au développement des ressources océaniques et de l'économie bleue dans le cadre du partenariat Afrique-Europe. L'objectif du B3R-Hub ne serait pas de soutenir les activités de développement (comme cela peut être le cas d'autres projets et organisations), mais plutôt de fournir les installations et les moyens nécessaires pour permettre une communication claire et efficace ; et des points de contact pour les partenaires souhaitant collaborer ; faciliter et diffuser le partage des meilleures pratiques de l'UE et de l'UA parmi les différentes parties prenantes ; il servirait de médiateur pour la résolution des conflits susceptibles de survenir, et pourrait également servir d'institution faisant autorité (si elle est adoptée par les deux parties) sur les pratiques recommandées en matière de gouvernance des océans et

d'économie bleue. Le pôle aurait pour objectif de défendre les concepts de durabilité, de résilience, de régénération et de restauration de l'économie bleue tout au long de ses activités, et de faciliter une communication et une discussion continues, amicales et transparentes entre les différentes parties pour la mise en œuvre des priorités de développement de la gouvernance des océans et de l'économie bleue régénératrice.

Le B3R-Hub Afrique-Europe contribuera à soutenir le partenariat institutionnel UA-UE et à réaliser le partenariat Afrique-Europe pour l'océan, à renforcer les initiatives existantes et à contribuer à l'émergence de nouvelles collaborations pour la restauration des côtes et des mers ainsi qu'à l'amélioration de la capacité de résilience des écosystèmes côtiers et marins dans le contexte des perturbations engendrées par le changement climatique et des effets anthropiques. Comme l'a identifié le Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans, le B3R-Hub interviendra dans trois domaines principaux de coopération pour un partenariat Afrique-Europe pour l'océan renforcé : (1) Gouvernance des océans, (2) Partage des capacités, et (3) Soutien financier et investissements (voir ci-dessous).

La création d'un Pôle Afrique-Europe pour la résilience bleue, la régénération et la restauration (B3R-Hub) a été fortement suggérée pour faciliter la mise en œuvre de la Feuille de route et contribuer au développement d'un environnement propice à la poursuite de la collaboration et de la coopération entre l'Afrique et l'Europe. Grâce au B3R-Hub multipartite, la Feuille de route faciliterait et renforcerait la coopération entre l'Afrique et l'Europe sur la gouvernance des océans et l'économie bleue, et forgerait une vision mutuellement bénéfique conforme au Programme 2030 pour le développement durable, aux Communications de l'UE sur la Gouvernance internationale des océans et une économie bleue durable, ainsi qu'à l'Agenda 2063 de l'UA.

Des termes de référence (TdR) pour le B3R-Hub devraient être développés pour guider les actions et les opérations du Hub en facilitant de manière efficace le partenariat, la communication et les relations entre les multiples partenaires africains et européens sur les questions de gouvernance des océans et d'économie bleue. Les TdR peuvent servir de mandat pour les opérations de l'organisation dans le cadre d'un ensemble d'objectifs structurants communs, et présente le grand avantage d'être transversal sur toutes les questions relatives à la gouvernance des océans et à l'économie bleue.

Établir conjointement un groupe consultatif Afrique-Europe pour le B3R-Hub Afrique-Europe et le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan : Il est recommandé de créer un Groupe consultatif Afrique-Europe (ou Groupe de travail) chargé de conseiller le B3R-Hub Afrique-Europe

(et, par extension, la Commission européenne et la Commission de l'Union africaine) sur les questions essentielles liées à la gouvernance des océans et à l'économie bleue. Le but de ce Groupe consultatif serait de veiller à ce que les objectifs et les activités de développement dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan soient fondés sur des données probantes et qu'ils soient informés et conçus sur la base de principes scientifiques et de conclusions fondées sur des données. Un Groupe consultatif composé d'un minimum de 12 experts dans différents domaines de la gouvernance des océans et de l'économie bleue (6 experts de l'UE et de l'UA, respectivement) est recommandé ; il pourrait apporter des points de vue pertinents grâce à son expertise dans des domaines de niche et contribuer à l'élaboration de nouvelles innovations et de nouveaux mécanismes. Le Groupe consultatif servira de point central pour le partage des connaissances et des capacités au sein du B3R-Hub, et servira à établir des liens et à développer des réseaux avec d'autres experts dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan, afin de faciliter une prise de décision éclairée et une action rapide en cas de besoin.

Renforcer les relations de travail entre la Division de l'économie bleue de l'UA et la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche de l'UE (DG MARE) :

L'Union africaine (UA) est le chef de file du continent dans le domaine de l'Océan et de l'Économie bleue, à la fois par son leadership et par la définition de priorités continentales, comme en témoignent la Déclaration de Moroni de 2023 pour l'Action océanique et climatique en Afrique, ainsi que la Déclaration de Nairobi sur le Changement climatique et l'Appel à l'action, issus du premier Sommet africain sur le climat. En outre, le Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable de l'UA (ARBE) dirige les efforts visant à promouvoir la gestion durable de l'environnement et le développement agricole en stimulant le développement de l'économie rurale et la transformation agricole des États membres en soutenant l'adoption de mesures, de stratégies, de politiques et de programmes sur l'agriculture. Ce leadership doit être relayé par la communauté internationale afin de promouvoir et de renforcer la coopération et de réaliser les aspirations de l'Afrique, telles qu'elles sont inscrites dans la Stratégie de l'économie bleue de l'Afrique (ABES) de l'UA-BIRA de 2022. Le développement d'une relation forte entre l'UA et l'UE est donc nécessaire pour atteindre les objectifs communs du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan axé sur la Gouvernance des océans et l'Économie bleue, dans différents États membres de l'UA et de l'UE. Un partenariat renforcé entre l'UE, par l'intermédiaire de la DG MARE, et la division Économie bleue de l'UA de l'ARBE permettrait d'obtenir une coordination plus efficace entre les partenaires du développement dans les États membres de l'UA concernés (tels que les CER, entre autres), en contribuant à la diffusion des meilleures pratiques et au partage des connaissances, et à la

mise en œuvre de la politique de développement de l'économie bleue et des accords internationaux (tels que les accords multilatéraux sur l'environnement) par l'intermédiaire de projets et de programmes de développement spécifiques.

Favoriser une coalition solide des parties prenantes entre les Communautés économiques régionales (CER) de l'UA, la Commission européenne et les États membres de l'Union européenne : Le développement de l'économie bleue représente une opportunité significative pour le développement des économies nationales à travers l'Afrique, et s'aligne donc sur les objectifs et les mandats des CER de l'UA, ainsi que sur le Partenariat Afrique-Europe. La mise en place d'une solide coalition de parties prenantes impliquant les CER, la Commission européenne et les États membres de l'UE améliorerait considérablement la concrétisation des résultats des projets aux niveaux régional et national, contribuerait à de futures collaborations amicales, y compris des partenariats bilatéraux, et continuerait de faciliter des initiatives de développement positives dans le cadre d'une vision commune Afrique-Europe de la gouvernance des océans et de l'économie bleue.

Donner la priorité aux activités de développement transversales plutôt qu'aux activités sectorielles ou cloisonnées : L'Économie bleue prévoit une approche holistique du développement durable au lieu de l'approche sectorielle ou cloisonnée plus conventionnelle. Cette approche holistique se distingue par le fait qu'elle prend en compte les besoins futurs de développement de plusieurs secteurs océaniques lorsqu'elle hiérarchise les possibilités de développement, alors que l'approche cloisonnée se concentre sur les besoins d'un seul secteur à la fois. L'intégration de cette vision holistique dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan facilite l'utilisation optimale des ressources en garantissant que les objectifs de développement sont atteints en donnant la priorité à des activités de développement transversales qui confèrent ainsi des avantages à de multiples secteurs au lieu de générer des compromis majeurs entre des secteurs particuliers.

Promouvoir un programme de recherche commun Afrique-Europe pour l'océan : Dans le cadre des initiatives de développement menées dans le contexte du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan, un programme de recherche commun Afrique-Europe pour l'océan devrait être élaboré afin de combler les principales lacunes en matière de connaissances sur la gouvernance, l'économie bleue et d'autres sujets pertinents liés à l'océan. Ce programme de recherche pourrait ensuite être utilisé pour compléter et orienter les projets et initiatives de développement afin de traiter les activités prioritaires du plan d'action. Il offre également la possibilité de renforcer les capacités en matière de connaissance des océans en Afrique et en Europe. Ce programme de recherche

transcontinental peut s'inspirer des progrès réalisés dans le cadre du programme institutionnel UA-UE de recherche sur les océans.

Promouvoir et mettre en œuvre des programmes conjoints Afrique-Europe d'éducation à l'océan sur les deux continents : La connaissance de l'océan est essentielle pour comprendre la dynamique qui affecte les différentes activités liées à l'océan à différents niveaux de résolution, et la façon de les exploiter. Il est donc nécessaire de développer des programmes communs d'éducation à l'océan sur les deux continents et de soutenir les programmes actuels d'éducation à l'océan lorsqu'ils existent (comme ceux de l'UE), car cela facilitera et améliorera la concrétisation des résultats des projets de développement par les parties prenantes et les participants aux projets, et garantira l'engagement à long terme du public en faveur du développement lié à l'océan. La mise en œuvre de programmes d'éducation à l'océan permet au public d'explorer les initiatives liées à l'océan, les entreprises bleues et les programmes d'incubation et d'accélération basés sur l'océan (qu'ils soient entrepreneuriaux, universitaires, sociaux ou culturels), d'acquérir une perspective sur les besoins liés à l'océan et de faciliter la participation du public à des initiatives de développement là où il n'aurait peut-être pas pu le faire auparavant. Les programmes d'éducation à l'océan sont également l'occasion d'obtenir le soutien et l'adhésion à des initiatives de développement dans le cadre du partenariat Afrique-Europe pour l'océan, ce qui renforce encore sa nécessité et les avantages qu'il est susceptible d'offrir à long terme.

Élaborer un plan commun Afrique-Europe pour relever les défis de la sécurité et de la sûreté maritimes ainsi que de la pêche INN en Afrique : La pêche INN, la sécurité maritime et les problèmes de sûreté, y compris la piraterie, constituent depuis longtemps un défi important qui entrave le développement des pays côtiers d'Afrique. Bien que ces défis soient indépendants, certaines externalités peuvent se recouper. Étant donné qu'il existe au moins 15 accords de partenariat pour la pêche durable (APPD) entre l'UE et les pays africains, les questions relatives à la pêche INN revêtent une grande importance pour l'UE. Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan représente l'occasion idéale de s'attaquer à ces problèmes grâce à sa vision commune de la gouvernance des océans et du développement de l'économie bleue, en élaborant un plan commun en vue de relever ces défis complexes. L'UE peut continuer à fournir un soutien logistique et financier important en étroite collaboration avec les pays côtiers qui sont confrontés à ces défis, en arbitrant les difficultés de négociation qui peuvent survenir entre les différents contextes africains, dans un effort commun visant à les surmonter. Mettre fin à la pêche INN dans les pays côtiers africains présente également des avantages pour l'UE, car cela peut permettre de

lutter contre la surpêche et de protéger l'environnement marin, d'améliorer la conservation et la restauration de la biodiversité, y compris l'utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines.

Organiser des réunions et des ateliers conjoints Afrique-Europe avec d'autres agences et programmes afin de faciliter des collaborations de travail solides et d'accroître la portée : L'institutionnalisation d'ateliers conjoints Afrique-Europe avec d'autres organisations et programmes de développement est essentielle pour permettre le partage des connaissances et des meilleures pratiques en matière de développement des ressources océaniques et de l'économie bleue. L'exposition à différents points de vue et approches de la gouvernance des océans peut faciliter l'élaboration de solutions et de politiques uniques permettant de résoudre des problèmes complexes sur les continents africain et européen. Ces ateliers seraient également l'occasion de collaborer, d'intégrer et de soutenir des projets de développement afin

d'améliorer la réalisation des objectifs et des buts communs en matière de développement. Il est recommandé de créer et d'institutionnaliser un Sommet ministériel Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans et l'Économie bleue dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan, auquel participeraient des ministres ou des représentants nationaux de haut niveau désignés. Ce sommet se tiendrait tous les deux ans pour examiner les progrès accomplis et partager des solutions de développement entre les partenaires et les parties prenantes. Dans ce cadre, l'Afrique et l'Europe pourraient réunir les dirigeants des deux continents afin de donner de la hauteur aux ambitions politiques et financières à l'égard des océans. La Conférence ministérielle pourrait s'appuyer sur les travaux du Groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans et sur le Groupe consultatif du B3R-Hub Afrique-Europe afin de faire progresser les priorités continentales, de trouver un terrain d'entente et de mobiliser une approche du type « Team Europe » et « Team Afrique » au profit du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan.

Domaines d'intervention prioritaires

La « Feuille de route à horizon 2030 : Copilotage du partenariat Afrique-Europe pour l'océan » a été élaborée autour de trois domaines d'intervention prioritaires :

1. Gouvernance de l'océan
2. Partage des capacités
3. Soutien financier et investissements

INTERVENTION 1

Gouvernance de l'océan

La reconnaissance mondiale de l'importance des océans pour le développement durable, le commerce, les possibilités d'emploi, la génération de revenus et le paysage géopolitique actuel souligne la nécessité de mettre en place des approches efficaces et cohérentes en matière de gouvernance des océans. La gouvernance des océans n'a pas été suffisamment exploitée en tant que vecteur important pour faire progresser le développement durable aux niveaux national, régional et international. Le potentiel d'une gouvernance efficace et cohérente de l'océan est important dans le contexte des relations entre l'Afrique et l'Europe pour faciliter le renforcement des échanges commerciaux, des relations diplomatiques et des opportunités de développement à différentes échelles.

Alors que la période sans précédent que nous vivons appelle à l'unité, à la solidarité, à un multilatéralisme renforcé et à des partenariats gagnant-gagnant, le nouvel Ade Samoa représente une approche collective pour relever certains des plus grands défis de notre époque, qu'il s'agisse du changement climatique, de la gouvernance des océans, des migrations, de la santé ou de la paix et de la sécurité. Faisant suite à Cotonou, il réunit 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et États membres de l'UE autour de priorités et d'intérêts communs. Grâce à sa récente modernisation, le texte fournit une base commune pour renforcer la coopération en matière de résilience aux catastrophes naturelles et un cadre pour mieux équiper les pays ACP et l'UE en vue de faire face aux principaux défis croissants. Le Protocole africain de l'Accord de Samoa est conçu pour répondre aux besoins et aux priorités spécifiques des pays africains du groupe ACP. Il vise à renforcer la coopération dans des domaines tels que l'adaptation au changement climatique, le développement durable, la croissance économique et la gouvernance. Le protocole vise à renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles, à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles. Pour la première fois, les deux parties reconnaissent officiellement dans le texte le rôle essentiel de l'océan pour la vie sur terre, le développement durable et la sécurité alimentaire, et s'engagent à promouvoir l'économie bleue et à redoubler d'efforts pour protéger l'océan des diverses pressions qu'il subit. Les deux parties encouragent en effet le dialogue et la coopération sur tous les aspects de la gouvernance des océans, y compris les questions liées au changement climatique, à l'élévation du niveau de la mer, à l'exploitation minière des fonds marins, à la pêche, à la pollution marine, ainsi qu'à la recherche et au développement. En outre, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est un excellent exemple de la prise de conscience de l'importance croissante de l'Afrique en tant que partenaire stratégique de l'Europe dans des domaines tels que le commerce, l'investissement et la sécurité des océans ; elle offre une occasion unique de renforcer la collaboration en matière de gouvernance des océans afin de faciliter le commerce et l'intégration économique entre l'Afrique et l'Europe.

La coopération et la collaboration en matière de gouvernance des océans constituent une opportunité stratégique pour l'Afrique et l'Europe de faire avancer différents aspects du programme de développement durable. L'équilibre mondial multipolaire actuel des pouvoirs regorge d'opportunités de coopération dans lesquelles l'Afrique peut exercer ses capacités d'action et utiliser son soft power afin de faire avancer les programmes de politique étrangère grâce à ses nombreux partenariats avec des partenaires traditionnels tels que l'UE. Grâce à une position conjointe et à une compréhension commune des traités mondiaux en cours de négociation, de ratification et/ou de mise en œuvre, le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan pourrait faciliter un plus grand nombre de ratifications afin de garantir la mise en œuvre d'accords internationaux clés et de contribuer positivement aux processus multilatéraux en cours. Citons par exemple le traité mondial sur les plastiques, l'Accord BBNJ, le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, les subventions à la pêche de l'OMC, les réglementations sur l'exploitation minière en eaux profondes, les Conférences des parties sur le climat et la biodiversité, le 7e Sommet UA-UE et la troisième Conférence des Nations Unies sur les océans (UNOC3) prévue en 2025. S'appuyant sur une coopération efficace dans le contexte de l'accord de Samoa, l'alignement d'autres cadres tels que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), y compris internationaux, offre une opportunité stratégique de se concentrer sur la gouvernance, associée à l'examen à mi-parcours du Programme 2030 pour le développement durable, le dernier Sommet des Nations Unies sur les ODD et l'ODD n° 14 non atteint, la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021–2030), la « Décennie de l'Océan – Feuille de route pour l'Afrique », ainsi que le prochain cycle de politique et de programmation de l'UE, qui débutera en 2024, et le Deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan offre un grand potentiel de succès diplomatique en termes de négociation d'un soutien international supplémentaire pour les accords et traités multilatéraux, grâce à des possibilités de collaboration dans des domaines qui ont déjà été identifiés comme des priorités de développement communes, telles que la gouvernance des océans. L'UE a engagé 40 millions d'euros pour soutenir la ratification de l'accord BBNJ lors de la 3e Conférence des Nations Unies sur les océans (UNOC) en juin 2025. Étant donné que ce financement ne sera débloqué qu'au début de l'année 2025, le partenariat proposé offre la possibilité de faciliter un soutien plus homogène et plus rapide à la ratification, étant donné l'intervalle de temps réduit qui sépare le déboursement de l'UNOC3. Grâce au Partenariat Afrique-Europe pour l'océan, les deux continents pourraient conjuguer leurs efforts au niveau multilatéral pour aborder la question de la responsabilité collective de l'état des océans et renforcer la gouvernance internationale des océans. L'élaboration d'une

vision commune de la gouvernance de l'océan par l'alignement des politiques de gouvernance des océans (aux niveaux national, régional et continental) peut favoriser un plus grand impact transcontinental et mondial en termes de protection, de réglementation et de gestion optimale des ressources et des services océaniques. Cela réaffirmera également le message selon lequel l'Afrique et l'Europe sont unies dans la gestion et l'utilisation durable de l'océan.

Les positions sur les accords et traités internationaux varient selon les pays d'Afrique et d'Europe. Toutefois, un leadership fort peut être mis à profit pour obtenir un soutien en faveur de la ratification des traités internationaux et de la mise en place d'un Partenariat Afrique-Europe durable pour l'océan. La présidence de l'UA par les Comores, un petit État insulaire en développement, en 2023, et le récent mouvement mené par l'Afrique en faveur d'une économie bleue régénératrice à la suite des Déclarations de Moroni, de Nairobi et de Tanger ont démontré la force du leadership de l'Afrique en matière de gouvernance des océans. Il est dans l'intérêt du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan de tirer parti du leadership du continent africain, en plus du leadership constant de l'Europe et des institutions associées sur l'économie bleue, pour mobiliser des ressources financières et des investissements, fournir des orientations et des conseils stratégiques sur les politiques, les programmes et les initiatives, pour développer une vision commune sur la gouvernance des océans et le développement d'une économie bleue positive sur le plan de la nature, du

climat et des populations. L'engagement de l'UE dans des événements diplomatiques de haut niveau tels que les forums de l'Union africaine (UA) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) offre des moyens pratiques de négocier, d'aligner et d'approfondir le champ de la coopération Afrique-Europe. Il s'agit de mettre en place une économie bleue régénératrice commune et d'obtenir des Partenariats et des engagements de la part de l'UE. L'élan actuel et l'impulsion donnée par les dirigeants africains pour créer des synergies directes et des partenariats orientés vers l'action avec l'Europe (tels que les Déclarations de Moroni, de Nairobi et de Tanger sur le changement climatique, l'initiative de la Grande Muraille bleue, COST-Action, SEA-EU, le programme de la Décennie des Nations Unies pour l'océan, entre autres) pourraient jouer un rôle déterminant pour traduire le Partenariat Afrique-Europe en actions ambitieuses et en impact sur le terrain, grâce à des programmes de développement ciblés sur des besoins de développement conjoints spécifiques.

Le développement d'un idéal commun de gouvernance des océans, s'il est poursuivi avec une intention honnête et une mise en œuvre juste entre et au sein des pays, peut fournir un espace partagé pour construire la paix, la sécurité et une vision équitable du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan sur le long terme. L'Afrique et l'Europe peuvent travailler ensemble en tant que partenaires sur la gouvernance des océans et s'efforcer de mettre en place une économie bleue durable, juste et équitable, au bénéfice des populations et de la planète.

Il est proposé que les activités suivantes soient incluses dans la « Feuille de route à horizon 2030 : Copilotage du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan » dans le domaine d'intervention de la Gouvernance de l'océan :

Activité 1.1 Soutenir la coordination inter-agences Afrique-Europe en développant des programmes de grande envergure, à long terme et à fort impact

Les projets à grande échelle offrent un potentiel d'impact significatif en termes de développement durable pour les communautés d'Afrique et d'Europe. Le succès à long terme des projets de développement à grande échelle est davantage garanti par l'implication de multiples parties prenantes, car cela permet de réunir un plus grand nombre de ressources (finances, connaissances et expertise, capacités techniques) et de les utiliser pour répondre à un besoin de développement, et de garantir une certaine responsabilité entre les organisa-

tions partenaires pour la bonne exécution du projet en question. En outre, la coordination des efforts entre de multiples agences et organisations peut être mise à profit pour diffuser et mettre en œuvre en temps utile les meilleures pratiques et les évolutions récentes sur une plus grande échelle (ce qui se traduit par des approches de développement intégrées), tout en renforçant la confiance pour attirer la contribution des bailleurs de fonds. Cette activité est centrée sur l'exploitation des progrès des programmes de développement antérieurs et ac-

tuels (tels que les programmes océaniques régionaux dans le cadre du portefeuille NDICI – Europe dans le monde) et sur le renforcement des relations entre les institutions de développement établies afin d'avoir un impact et une portée encore

plus importants grâce au développement de projets ambitieux à grande échelle par le biais du partage des ressources et d'une collaboration fructueuse.

| | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| <p>Activité 1.1</p> | <p>Soutenir la coordination inter-agences Afrique-Europe en développant des programmes de grande envergure, à long terme et à fort impact</p> | <p>Priorité : élevée</p> |
| <p>Domaine d'intervention clé</p> | <p>Gouvernance de l'océan</p> | |
| <p>Objectif(s)</p> | <ol style="list-style-type: none"> 1. Faciliter l'amélioration de la coordination, de la communication et de la collaboration entre les agences institutionnelles et les agences de développement. 2. Exploiter les synergies entre les agences pour développer des programmes à grande échelle. 3. Attirer les financements des bailleurs de fonds grâce à des partenariats de projets réussis entre les agences de développement. | |
| <p>Description des activités</p> | <p>L'objectif de cette activité est de mettre en œuvre avec succès des projets et des programmes qui impliquent les efforts coordonnés de plusieurs organisations de développement, afin d'assurer la réalisation des projets.</p> <p>Il s'agit par exemple de soutenir des projets relatifs à des actions conjointes de gouvernance des océans en haute mer et dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (traité BBNJ), comme l'amélioration de la mise en œuvre d'une gestion efficace de la conservation par zone, y compris la création de réseaux d'Aires marines protégées (AMP), et de soutenir les Aires marines protégées gérées localement (AMLG) et les corridors océaniques pour permettre aux mammifères marins d'éviter la pollution sonore dans la colonne d'eau. Le réseau coopératif des agences de développement peut également être utilisé pour mettre en œuvre des mouvements de durabilité dans plusieurs pays, tels que la décarbonisation du transport maritime, la transition vers des pratiques plus favorables à l'économie circulaire et la lutte contre la pollution (comme les plastiques et les déchets en milieu marin).</p> <p>Le soutien à la coordination de plusieurs agences de développement peut être facilité par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des accords de coopération multilatérale entre les partenaires de développement et les coordinateurs de programmes détaillant une déclaration de mission commune (comme un protocole d'accord) et les rôles de chaque organisation partenaire, pour des projets de développement individuels. • La mise en œuvre de protocoles de communication spécifiques et de plateformes de communication spécifiques aux projets afin d'améliorer la transparence et de permettre la mise en réseau des organisations. Il peut s'agir d'établir des points de contact connus au sein des différentes organisations de développement. • La facilitation de la circulation des ressources entre les partenaires, là où elles sont le plus nécessaires (y compris entre les partenaires qui n'ont pas spécifiquement conclu d'accord de coopération multilatérale). • Le développement d'un système transparent de comptabilisation des dépenses liées aux ressources communes. • L'amélioration du suivi et de l'établissement de rapports afin de mieux suivre l'avancement des projets et d'éviter la duplication des efforts de recherche (ce qui peut s'avérer particulièrement utile pour attirer les financements des bailleurs de fonds et renforcer leur confiance). | |

| | |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Le développement d'une base de données exhaustive, complète et transparente qui répertorie toutes les organisations partenaires pour un projet donné, ainsi que l'état d'avancement de ce projet. Cela permet à d'autres organisations d'offrir une assistance lorsqu'elles ont la capacité de le faire. |
| Institutions partenaires proposées | UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, CEA, UNESCO, PNUD, PNUE, AFD, FAD, BAD, FAO, GIZ, Banque mondiale |
| Période de mise en œuvre | 2024 – 2030 |

Activité 1.2 Partager les meilleures pratiques en matière de négociation et de soutien à la mise en œuvre effective des traités et conventions internationaux et des objectifs de développement durable

L'ampleur du partenariat Afrique-Europe pour l'océan offre la possibilité d'un partage des connaissances entre l'Europe et l'Afrique, ainsi qu'entre les pays des deux continents. L'exploitation de ce potentiel est essentielle pour renforcer le partenariat Afrique-Europe et pour mettre en œuvre efficacement les plans de développement multinationaux, en particulier le Plan de la Décennie africaine des océans, ainsi que les traités internationaux et les objectifs de durabilité, tels que le Traité sur la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BBNJ), le Traité mondial sur les plastiques une fois adopté, et le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, y compris les Cibles 14/15 (instruments/législation et garantie que les secteurs de production se développent avec un impact minimal sur la biodiversité), la Cible 1 (planification de l'espace marin, en lien avec la C2.2), la Cible 10 (paysages marins de production) et la Cible 23, section C (équité) en tant qu'objectif commun transversal pour les objectifs du Partenariat Afrique-Europe. Le partage des connaissances dans ce contexte devrait être institutionnalisé dans la politique de gouvernance des océans, afin que les meilleures pratiques pour la mise en œuvre de ces programmes soient appliquées et que les approches les plus optimales soient utilisées pour les contextes de développement variés (et souvent uniques) dans l'ensemble de l'Afrique.

Le soutien à la ratification du traité BBNJ devrait prendre en compte les zones économiques nationales. Par exemple,

dans la région méditerranéenne, l'Initiative WestMED offre la possibilité de réunir le Portugal, l'Espagne, la France, Malte, l'Italie, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie pour accélérer la ratification du traité BBNJ, notamment en raison de la présidence de l'UA par la Mauritanie, en élevant son niveau de priorité au niveau politique. L'UE a engagé 40 millions d'euros pour soutenir la ratification de l'accord BBNJ afin qu'il entre en vigueur d'ici la troisième Conférence des Nations Unies sur les océans (UNOC) en juin 2025. Étant donné que ce financement ne sera débloqué qu'au début de l'année 2025, le partenariat proposé offre la possibilité de faciliter un soutien plus homogène et plus rapide à la ratification, étant donné l'intervalle de temps réduit qui sépare le déboursement de l'UNOC3. Cela est tout à fait conforme aux souhaits de la nouvelle Commission de l'UA qui entre en fonction en même temps que le décaissement associé à la révision du Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 de l'UE, qui est actuellement en cours d'évaluation. Ces éléments peuvent être mis à profit pour accélérer le processus de ratification et les actions menées dans le cadre de cette activité peuvent fournir aux pays les informations supplémentaires nécessaires, des exemples de pratiques efficaces et la confiance nécessaire pour accélérer le processus de ratification.

En ce qui concerne le Traité mondial sur les plastiques, des négociations sont toujours en cours pour l'élaboration d'un instru-

ment international juridiquement contraignant visant à limiter et à éliminer la pollution plastique du milieu marin. La 19e Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), qui s'est tenue le 16 août 2023, a appelé les 54 ministres africains de l'environnement à exhorter les États membres à adopter un plan progressif qui soutienne des objectifs ambitieux en vue d'obtenir un solide Traité mondial sur les plastiques. En Afrique, 34 gouvernements ont adopté une loi interdisant les plastiques à usage unique et ont mis en œuvre ou adopté une loi avec l'intention de la mettre en œuvre. La coopération enga-

gée entre l'Europe et l'Afrique pour ratifier et mettre en œuvre le traité mondial sur les plastiques impliquerait un effort coordonné et collaboratif permettant de s'attaquer à la pollution plastique à grande échelle.

L'Afrique a le plus à gagner d'une mise en œuvre ambitieuse de ces programmes internationaux, et le plus à perdre si la haute mer reste une zone de libre échange et si l'on continue à faire « comme si de rien n'était ».

| | | |
|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Activité 1.2 | Partager les meilleures pratiques en matière de mise en œuvre effective des traités et conventions internationaux et des objectifs de développement durable | Priorité : moyenne |
| Domaine d'intervention clé | Gouvernance de l'océan | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Fournir une plateforme de mise en réseau et de communication pour le partage des meilleures pratiques dans des contextes uniques en Afrique. 2. Faciliter la mise en œuvre des meilleures pratiques pour les objectifs de développement. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de faciliter l'échange et le partage des meilleures pratiques, telles que les méthodes de négociation, les protocoles de coordination et les différents schémas de mise en œuvre, afin de permettre une exécution efficace des plans de développement internationaux et d'atteindre les objectifs de durabilité.</p> <p>Parmi les exemples d'objectifs de développement international, on peut citer la mise en œuvre du plan de la Décennie africaine des océans (dont une grande partie des objectifs s'alignent sur ceux du Partenariat Afrique-Europe), la ratification du traité BBNJ dans toute l'Afrique, le soutien au passage à une économie circulaire et la lutte contre la pollution plastique par le biais du Traité mondial sur les plastiques, ainsi que la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies.</p> <p>Le fait de faciliter l'échange de bonnes pratiques pour la mise en œuvre de ces traités internationaux implique les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer une plateforme de publication et de partage des meilleures pratiques de négociation et de mise en œuvre des différents traités et objectifs internationaux. • Élaborer des protocoles de mise en œuvre pour des contextes de développement similaires dans toute l'Afrique, auxquels il est possible de faire appel sans consultation externe. • Établir un réseau de professionnels expérimentés pour guider la mise en œuvre précise des meilleures pratiques dans les contextes africains uniques. • Identifier des sites de mise en œuvre de différentes résolutions afin de tester de nouvelles approches de mise en œuvre et d'évaluer l'impact des changements mis en œuvre dans le cadre de différents traités et objectifs internationaux. | |

| | |
|------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'établissement de rapports et le suivi des changements mis en œuvre afin de suivre les progrès accomplis, de manière à ce qu'ils puissent être partagés et à ce que les pratiques de travail puissent être identifiées. • Institutionnaliser et intégrer le partage des connaissances dans les politiques nationales et régionales. • L'Afrique et l'Europe pourraient travailler ensemble à l'identification et à l'élaboration d'une proposition commune pour la création d'aires marines protégées (AMP) afin de préserver la biodiversité, y compris le partage d'expériences et de bonnes pratiques. • Des campagnes de communication collaboratives pourraient sensibiliser le public à l'importance de la biodiversité marine et du traité BBNJ, tout en rehaussant l'importance du traité sur le plan politique (entre autres). • Identifier un nombre limité d'actions conjointes entre l'Afrique et l'Europe pour la ratification et la mise en œuvre du Traité mondial sur les plastiques, telles qu'un plaidoyer conjoint pour l'adoption du traité dans les forums internationaux, en soulignant le principe de responsabilité partagée dans la lutte contre la pollution plastique. • L'organisation de campagnes de sensibilisation conjointes par la mobilisation d'initiatives phares existantes au niveau local pourrait démontrer le potentiel de la collaboration intercontinentale en vue de ratifier le Traité mondial sur les plastiques. Il est également nécessaire de mieux comprendre l'utilisation historique du plastique dans les zones côtières africaines et son lien avec la pollution des sols. • Des dialogues diplomatiques réguliers entre les pays européens et africains pourraient contribuer à aligner les positions sur le traité mondial sur les plastiques et mettre ainsi en évidence les possibilités de coopération, notamment en alignant les politiques et réglementations nationales sur les objectifs et les principes du Traité mondial sur les plastiques, ce qui permettrait de créer une approche plus cohérente et plus efficace. |
| Institutions partenaires proposées | UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, CEA, PNUD, PNUE, AFD, GIZ, Banque mondiale, autres programmes de développement régional, gouvernements nationaux et programmes de développement |
| Période de mise en œuvre | 2024 – 2030 |

Activité 1.3 Échanger des approches efficaces pour la mise en œuvre des Stratégies nationales en matière d'économie bleue

L'Économie bleue est encore un concept relativement nouveau alors que de nombreuses économies et systèmes nationaux fonctionnent encore de manière conventionnelle et sectorielle. Le développement de l'économie bleue durable et régénératrice et la transition des procédures opérationnelles conventionnelles vers celles qui s'alignent sur les pierres angulaires de l'approche de l'économie bleue régénératrice (durabilité, restauration, régénération, résilience) requièrent l'utilisation de connaissances spécialisées sur les pratiques et les approches efficaces. Certains pays ont déjà élaboré des stratégies ou des programmes nationaux en matière d'économie bleue afin de faciliter cette transition en l'alignant sur les objectifs de développement nationaux. Par exemple, l'[Initiative WestMED](#) sert de référence aux pays impliqués (Algérie, France, Italie, Libye, Malte, Maroc, Mauritanie, Portugal, Espagne et Tunisie) pour faire progresser les stratégies d'économie bleue, et pourrait être reproduite dans d'autres régions afin d'impliquer d'autres pays engagés dans la création d'une économie bleue plus intelligente et plus résiliente. Le développement d'une économie bleue holistique, durable et régénératrice en Afrique et en Europe est un objectif de développement intégral du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan et s'aligne sur plusieurs objectifs de développement internationaux (tels que la réalisation de l'ODD n° 14 : Vie

aquatique, l'Agenda 2063 et les Stratégies de l'UA et de l'UE en matière d'économie bleue), mais va au-delà du paradigme actuel de la gestion sectorielle souvent observée dans les approches et la planification habituelles de l'Économie bleue. En Afrique, au-delà de la stratégie continentale, qui est largement axée sur l'extraction, il existe également plus de huit stratégies d'économie bleue pour les Communautés économiques régionales (CER), dont beaucoup sont encore axées sur un paradigme basé sur l'extraction des ressources. Étant donné que de nombreux pays africains sont signataires de plusieurs CER, les stratégies continentales et celles des CER exercent des pressions contradictoires et superposées en matière d'orientation des États. Il est donc impératif de faciliter le partage des connaissances relatives aux meilleures pratiques de mise en œuvre des stratégies nationales d'économie bleue dans différents contextes infranationaux, d'améliorer la cogestion des ressources océaniques transfrontalières et de veiller à ce que les États soient plus clairement en mesure d'orienter leur approche nationale de l'économie bleue conformément à leurs engagements régionaux, mais d'une manière moins extractive qui intègre plus efficacement les éléments régénératifs et durables de l'économie bleue qui sont nécessaires à la viabilité économique à long terme.

| | | |
|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Activité 1.3 | Échanger des approches efficaces pour la mise en œuvre des Stratégies nationales en matière d'économie bleue | Priorité : moyenne |
| Domaine d'intervention clé | Gouvernance de l'océan | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Fournir une plateforme de mise en réseau et de communication pour le partage des meilleures pratiques pour la mise en œuvre de stratégies nationales d'Économie bleue durable. 2. Faciliter la mise en œuvre de stratégies nationales durables en matière d'Économie bleue. 3. Aligner les Stratégies nationales en matière d'économie bleue sur les approches régionales et continentales. | |
| Description des activités | L'objectif de cette activité est de faciliter l'échange de bonnes pratiques concernant la mise en œuvre des stratégies nationales d'Économie bleue afin que les stratégies locales d'Économie bleue puissent être mises en œuvre de manière optimale dans un contexte local. | |

| | |
|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Lorsque les objectifs des stratégies nationales pour l'économie bleue diffèrent les uns des autres, il est possible de déterminer des objectifs de développement spécifiques pour lesquels les meilleures pratiques de mise en œuvre peuvent être identifiées en vue d'une mise en œuvre dans différents contextes de développement nationaux.</p> <p>Cette activité d'intervention vise également à faciliter le développement de stratégies d'économie bleue dans les États où elles n'ont pas encore été élaborées, de sorte que les objectifs communs de l'économie bleue (durabilité environnementale, sociale et économique) puissent être réalisés dans des contextes de développement nationaux uniques. Il s'agit notamment d'analyser la manière dont l'économie bleue recoupe différents secteurs, notamment la sécurité alimentaire, la transition énergétique ou la manière dont les marchés du carbone peuvent contribuer à l'alignement du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'UE sur la déclaration de Nairobi. Pour garantir la réalisation de ces objectifs à grande échelle sur les continents africain et européen, les stratégies nationales africaines devraient s'aligner sur les impératifs de développement de la Stratégie de l'UA pour l'économie bleue, tout en restant régénératrices et résilientes, et s'inscrire également dans la logique de l'économie bleue durable de l'UE.</p> <p>Les objectifs de cette activité d'intervention peuvent être facilités par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer des plateformes de publication et de partage des meilleures pratiques de mise en œuvre des différentes Stratégies nationales pour l'économie bleue, dans les secteurs public et privé. • Faciliter la participation du secteur privé afin que les connaissances sur les meilleures pratiques puissent être diffusées auprès des acteurs privés et que la transition vers une économie bleue durable soit encouragée. • Élaborer des protocoles de mise en œuvre pour des contextes de développement similaires dans toute l'Afrique, auxquels il est possible de faire appel sans consultation externe. • Établir un réseau de professionnels expérimentés pour guider la mise en œuvre précise des meilleures pratiques dans les contextes africains uniques. • Soutenir l'établissement de rapports et la surveillance des changements mis en œuvre afin de suivre les progrès, de sorte que ceux-ci puissent être partagés et que les pratiques de travail puissent être identifiées. • Institutionnaliser et intégrer le partage des connaissances dans les politiques nationales et régionales. • Harmoniser les stratégies nationales actuelles et en cours d'élaboration en matière d'économie bleue avec les stratégies à plus grande échelle, telles que les stratégies régionales et continentales, en particulier la Stratégie de l'UA en matière d'économie bleue. Il s'agit notamment d'harmoniser les politiques nationales avec les objectifs de développement régionaux et continentaux. |
| <p>Institutions partenaires proposées</p> | <p>UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, CEA, PNUD, PNUE, UA, AFD, GIZ, Banque mondiale, autres programmes de développement régional, gouvernements nationaux et programmes de développement</p> |
| <p>Période de mise en œuvre</p> | <p>2024 – 2030</p> |

Activité 1.4 Promouvoir la transparence de la pêche et le partage équitable des bénéfices

La gestion de la pêche reste une question complexe en raison d'une série de facteurs interconnectés (la nature internationale de la pêche, qui est une ressource partagée et transfrontalière, la surpêche et l'intrusion illégale de navires dans les Zones économiques exclusives, les progrès technologiques, les intérêts économiques, l'impact sur l'environnement, le manque de capacité de mise en œuvre et le changement climatique). À ce titre, le renforcement des capacités des nations africaines et européennes en matière de gestion durable de la pêche revêt une importance stratégique pour le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan. Afin de tirer pleinement profit des pêcheries africaines, les domaines suivants ont tous été identifiés comme des actions prioritaires dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan : (i) favoriser une plus grande transparence des systèmes et des approches de gestion des

pêches (par exemple : par l'intégration de l'initiative pour la transparence des pêches), (ii) faciliter la certification des ressources halieutiques (par exemple par le Marine Stewardship Council), (iii) renforcer la traçabilité tout au long des chaînes de valeur de la pêche, (iv) contribuer à la lutte contre les activités de pêche illégales tout en améliorant la collecte de données et de connaissances sur les stocks halieutiques, (v) s'attaquer aux subventions nuisibles à la pêche, (vi) faire progresser les accords de pêche équilibrés entre l'UE et les pays africains, et (vii) soutenir la collecte de données sur les ressources halieutiques transfrontalières. La collaboration et la coopération entre l'Afrique et l'Europe dans ces domaines peuvent garantir une gestion optimale des pêcheries africaines transfrontalières et aboutir à un partage équitable des bénéfices pour tous ceux qui dépendent de ces ressources.

| | | |
|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 1.4 | Échanger des approches efficaces pour la mise en œuvre des Stratégies nationales en matière d'économie bleue | Priorité : élevée |
| Domaine d'intervention clé | Gouvernance de l'océan | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Améliorer la transparence des systèmes et des approches de gestion de la pêche. 2. Améliorer la traçabilité tout au long des chaînes de valeur de la pêche. 3. Promouvoir la certification des ressources halieutiques conformément aux normes internationales de gestion durable. 4. Faciliter l'amélioration de la gestion de la pêche grâce à une collecte et une utilisation plus rigoureuses des données et des connaissances. 5. S'attaquer aux subventions nuisibles à la pêche et faire progresser les accords de pêche équitables entre les blocs régionaux | |
| Description des activités | L'objectif de cette activité est de faciliter l'amélioration de la gestion de la pêche en renforçant la transparence au sein des systèmes de gestion de la pêche établis, en améliorant la traçabilité et la certification des ressources halieutiques et en améliorant la collecte et l'utilisation des données. | |

| | |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>L'utilisation de différents mécanismes est nécessaire pour faciliter une telle amélioration de la gestion conventionnelle de la pêche. Il s'agit par exemple de tirer le meilleur parti des Accords de partenariat pour une pêche durable (APPD) conclus entre les États côtiers d'Afrique et l'UE pour intégrer la transparence et le partage équitable des bénéfices des accords de pêche sur les deux continents, en collaborant et en travaillant par l'intermédiaire des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) ou d'autres entités régionales pertinentes telles que le Centre de coordination du suivi, du contrôle et de la surveillance des pêches de la SADC (MCSCC), en s'appuyant sur les centres d'excellence africains et en s'intégrant aux programmes internationaux tels que la FAO (par l'intermédiaire du Programme EAF-Nansen). Ces plateformes peuvent contribuer à intégrer une plus grande durabilité dans les industries nationales et régionales de la pêche.</p> <p>Les objectifs de cette activité d'intervention peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'intégration du cadre de l'Initiative pour la transparence dans la pêche (FITI) dans les systèmes conventionnels de gestion et de données sur la pêche. • Le développement de plateformes d'enregistrement et de stockage des données de pêche facilement accessibles et sécurisées pour les ressources halieutiques transfrontalières individuelles. • Intégration de la participation et de l'engagement des populations autochtones et des communautés locales dans la gestion des stocks halieutiques afin d'améliorer la transparence, par exemple en soutenant le développement de programmes de cogestion des pêcheries communautaires • Révision régulière des approches de gestion actuelles au fur et à mesure que de nouvelles données sont disponibles, afin de garantir l'utilisation de stratégies de gestion appropriées et optimales pour la santé à long terme de la pêcherie concernée • Soutenir l'incitation à la certification des stocks de pêche et des produits de la pêche en utilisant des certifications de durabilité internationalement reconnues, en tirant parti des incitations basées sur le marché pour la certification, ce qui peut améliorer la traçabilité et garantir que les consommateurs font partie des solutions lorsqu'il s'agit de prendre des décisions informées et de soutenir le poisson pêché de manière durable. • Réévaluer les APPD et les autres accords de pêche internationaux afin d'y intégrer la transparence et le partage équitable des bénéfices. • Élaborer des programmes de sensibilisation et de formation sur l'importance et les avantages de la traçabilité, de la certification et de la transparence, ainsi que sur la nécessité de collecter des données sur la pêche. • Intégrer la transparence, la traçabilité, la certification et la nécessité de collecter des données dans les politiques nationales et régionales de gestion de la pêche, afin d'identifier et de lutter contre les subventions nuisibles à la pêche. |
| <p>Institutions partenaires proposées</p> | <p>UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, CEA, PNUD, PNUE, AFD, GIZ, FAD, FAO, Banque mondiale, ORGP, programmes de développement régional, gouvernements nationaux et programmes de développement, communautés locales (au niveau infranational)</p> |
| <p>Période de mise en œuvre</p> | <p>2024 – 2030</p> |

Activité 1.5 Faciliter les dialogues sur les préoccupations liées à l'accès à la mer et à l'exploitation des ressources aquatiques des pays sans littoral

Le fait de garantir un accès équitable aux ressources océaniques a été identifié comme une opportunité clé pour le partenariat Afrique-Europe pour l'océan et relève de la vision commune sur la gouvernance des océans et l'économie bleue. Le concept d'exploitation de l'Économie bleue en Afrique ne concerne pas seulement le développement des ressources côtières et marines, mais s'étend également aux ressources en eau douce (rivières, lacs et chutes d'eau). Les différents États ont actuellement un accès inégal aux ressources océaniques et aquatiques, ce qui implique que certains États côtiers pourraient bénéficier davantage du développement de l'économie bleue que d'autres, y compris les États enclavés. Il s'agit notamment d'un accès inéquitable dû aux politiques, aux accords commerciaux ou aux embargos, ainsi qu'à un historique de dispositions impliquant des suppressions ou des

restrictions des revendications maritimes. Il est donc impératif de faciliter les discussions et les échanges afin de favoriser un accès équitable aux ressources océaniques et autres ressources aquatiques entre les États partenaires dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan, de manière à ce que les préoccupations particulières puissent être entendues et à ce que des solutions adaptées puissent être élaborées dans le cadre d'efforts de collaboration. Il s'agit notamment d'adopter une approche centrée sur les populations, en veillant à ce que les États soient les bénéficiaires directs et prioritaires de ses avantages, et d'étudier les moyens permettant aux États enclavés d'accéder aux ressources océaniques, par exemple grâce à des réseaux de transport efficaces (tels que des corridors ferroviaires et stratégiques).

| | | |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 1.5 | Faciliter les dialogues sur les préoccupations liées à l'accès à la mer, et valoriser les ressources aquatiques des pays sans littoral | Priorité : faible |
| Domaine d'intervention clé | Gouvernance de l'océan | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> Faciliter des discussions régulières sur les préoccupations liées à l'accès à la mer et valoriser les États enclavés. Faciliter l'élaboration de solutions potentielles par le biais d'efforts de collaboration. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de ce domaine d'activité est de faciliter le dialogue sur l'accès équitable aux ressources océaniques et autres ressources aquatiques afin que les préoccupations particulières puissent être entendues et que des solutions adaptées à ces défis puissent être élaborées pour un partage équitable des bénéfices du développement de l'économie bleue. Il s'agit notamment d'étudier les moyens par lesquels les États enclavés, qui n'ont pas accès aux côtes ou aux ressources marines, peuvent exploiter le potentiel de l'océan pour leur développement national.</p> <p>Divers mécanismes existants peuvent être exploités pour faciliter le dialogue et élaborer des solutions. Il s'agit notamment de tirer parti des réseaux déjà établis par les blocs régionaux (tels que les CER) pour établir des points de contact dans différents pays, de tirer parti des institutions pour relever ces défis (par exemple : les centres d'excellence africains, les universités, les ONG, les gouvernements nationaux) et d'inciter le secteur privé à explorer des solutions dans plusieurs États.</p> | |

| | |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>La troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, qui se tiendra au Rwanda en 2024, pourrait être l'occasion de relever ce défi.</p> <p>Les objectifs de ce domaine d'activité peuvent être facilités par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer des plateformes nationales dédiées au débat public qui peuvent être utilisées pour identifier les principales préoccupations. Il peut s'agir d'ateliers, de réunions vidéo et de dialogues écrits. • Élaborer des protocoles permettant de soumettre les principales préoccupations identifiées aux gouvernements nationaux ou aux représentants internationaux afin qu'ils les présentent aux partenaires régionaux de manière à ce qu'ils élaborent des solutions en collaboration. • Développer une base de données régionale qui recense les domaines de développement prioritaires identifiés concernant l'accès aux ressources aquatiques au niveau national. Cette base de données devrait être libre d'accès et pourrait être utilisée par les secteurs public et privé pour élaborer des solutions transnationales d'accès aux ressources océaniques. • Institutionnaliser une discussion et un dialogue réguliers aux niveaux régional et continental. • Soutenir la surveillance des ressources océaniques, afin de permettre l'identification de leur destination. |
| <p>Institutions partenaires proposées</p> | <p>UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, CEA, PNUD, CdE africains, ONG, AFD, FAD, GIZ, Banque mondiale, universités, gouvernements nationaux et autres programmes de développement internationaux</p> |
| <p>Période de mise en œuvre</p> | <p>2024 – 2026</p> |

Activité 1.6 Promouvoir l'égalité des sexes et la participation des femmes et des jeunes dans le secteur maritime

Les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, ont longtemps été désavantagés dans le secteur maritime, bien qu'ils jouent un rôle important dans les chaînes de valeur de l'économie bleue, telles que la pêche de capture. Le développement de l'économie bleue dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan est une occasion idéale de promouvoir l'égalité des sexes et la protection des femmes et des jeunes dans le secteur maritime sur les deux continents. Il s'agit notamment de promouvoir l'action et le leadership des jeunes dans le domaine de l'économie bleue et des océans en veillant à ce que des systèmes de formation et de renforcement des capacités adéquats soient en place, à ce que les

femmes bénéficient de l'égalité des chances et de traitement dans les secteurs océaniques, à ce que des programmes de soutien sexospécifiques soient disponibles pour les femmes dans les secteurs océaniques, à ce que la contribution des femmes à l'innovation scientifique et technologique (aquaculture, énergie, transport et biotechnologie) soit reconnue (dans la mesure où elle est liée au développement de l'économie bleue), etc., à ce que les femmes soient soutenues et intégrées dans les initiatives de planification de l'économie bleue, à ce que les femmes soient rémunérées de la même manière que leurs homologues masculins (par exemple : par le biais d'un système de salaire égal pour un travail donné), à ce

que des mécanismes soient mis en place pour suivre et évaluer les progrès des différents sexes dans les divers aspects de l'économie bleue et que les lacunes en matière de données sexospécifiques dans des secteurs spécifiques de l'économie bleue soient comblées. Une telle intervention contribuera à la

durabilité sociale de l'économie bleue en Afrique et en Europe, garantira que les groupes vulnérables deviennent moins vulnérables à l'avenir et facilitera une approche cohérente sur les deux continents.

| | | |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 1.6 | Améliorer l'égalité des sexes et la protection des femmes et des jeunes dans le secteur maritime | Priorité : élevée |
| Domaine d'intervention clé | Gouvernance de l'océan | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Faciliter l'égalité des chances pour les femmes et les hommes dans l'ensemble de l'économie bleue. 2. Faciliter l'intégration des femmes et des jeunes travailleurs dans la planification et la mise en œuvre de l'économie bleue. 3. Faciliter le suivi de la participation des femmes à l'économie bleue afin de combler les lacunes en matière de données sexospécifiques. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de promouvoir l'égalité des sexes et de faciliter l'intégration des femmes et des jeunes dans la planification et la mise en œuvre de l'économie bleue, en garantissant l'égalité des chances pour les femmes et les hommes dans tous les secteurs de l'économie bleue.</p> <p>Ce domaine d'activité est vaste et offre de nombreuses possibilités d'intervention spécifique. Toutefois, les pressions exercées pour modifier les politiques au niveau national sont plus susceptibles de profiter directement aux femmes sur le terrain (qu'au niveau régional ou continental) à long terme. L'élaboration d'une politique d'égalité des sexes dans l'ensemble de l'économie bleue est essentielle pour intégrer et soutenir les femmes dans les entreprises de l'économie bleue. Les politiques devraient être élaborées de manière à ce que l'élimination des obstacles à la participation équitable des femmes à l'économie bleue soit encouragée dans l'ensemble du secteur privé.</p> <p>Les objectifs de cette activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le développement de programmes de soutien et de protection pour les femmes et les jeunes travailleurs et entrepreneurs dans les différents secteurs de l'économie bleue (à tous les niveaux), et entre les initiatives africaines et européennes. • Soutenir le développement de programmes d'égalité de rémunération dans tous les secteurs de l'économie bleue (aux niveaux national, régional et continental). • Intégrer la dimension de genre dans les programmes de suivi de l'économie bleue de manière à ce que les progrès des femmes puissent être suivis au fur et à mesure que l'économie bleue se développe. Il s'agit notamment de combler les lacunes en matière de données sexospécifiques dans des secteurs spécifiques de l'économie bleue et de partager des données entre l'Afrique et l'Europe afin d'améliorer les interventions liées à l'égalité des sexes. • Développer des plateformes intercontinentales et des programmes de sensibilisation pour reconnaître les contributions des femmes dans les domaines de la science, de la technologie et dans d'autres secteurs de l'économie bleue. | |

| | |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Intégrer l'égalité des sexes et l'accès aux opportunités pour les femmes dans les stratégies nationales d'économie bleue et les initiatives de mise en œuvre. Il s'agit notamment d'élaborer des programmes de soutien technique et financier à l'intention des groupes précédemment marginalisés, des populations autochtones et des communautés locales dans l'ensemble du secteur maritime, tels que les femmes dirigeantes d'entreprise. |
| Institutions partenaires proposées | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUD, PNUE, UNESCO, AFD, FAD, GIZ, FAO, Banque mondiale, programmes de développement régionaux, gouvernements nationaux et programmes de développement |
| Période de mise en œuvre | 2024 – 2028 |

Activité 1.7 Améliorer les conditions de travail et la protection sociale des marins et des dockers

Les marins (y compris les pêcheurs), les dockers et les autres employés maritimes constituent l'épine dorsale des opérations maritimes et contribuent de manière significative à la prospérité de l'économie bleue. Cependant, ces groupes sont de longue date – et restent – confrontés à des conditions de travail précaires, avec notamment de longues heures de travail, des mesures de sécurité inadéquates et un accès limité aux services essentiels. Bien que les agences européennes aient étendu leur coopération dans ce secteur, les progrès sont encore lents et des efforts supplémentaires peuvent être déployés pour garantir la mise en œuvre de réglementations et de normes complètes visant à préserver les droits et le bien-être des gens de mer et des dockers. Cela comprend l'adoption des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Organisation maritime internationale (OMI)

relatives à la santé, à la sécurité, aux normes du travail et à la protection sociale. La coopération dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan peut être mise à profit pour contribuer à l'application du droit du travail, fournir une formation et un soutien adéquats aux industries et mettre en place des mécanismes de protection sociale, notamment en matière de soins de santé, d'assurance et de prestations de retraite. Ce type d'intervention collaborative favorise non seulement la justice sociale et l'équité, mais aussi une économie bleue plus résiliente et durable qui profite à toutes les parties concernées. En outre, ces changements contribuent à faire de l'industrie de la mer, des docks et de la pêche un lieu de travail attrayant et peuvent donc faciliter le développement de l'économie bleue dans l'ensemble de l'Afrique et de l'Europe.

| | | |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Activité 1.7 | Améliorer les conditions de travail et la protection sociale des marins et des dockers | Priorité : moyenne |
| Domaine d'intervention clé | Gouvernance de l'océan | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Améliorer les conditions de travail des employés maritimes dans tous les secteurs de l'économie bleue. 2. Garantir la protection sociale des employés maritimes dans l'ensemble de l'économie bleue. 3. Renforcer la coopération dans la lutte contre les pertes de vies humaines en mer 4. Faciliter le renforcement de l'attractivité de l'économie bleue en tant que lieu de travail. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est d'améliorer les conditions de travail et de garantir la protection sociale des employés maritimes (tels que les marins et les dockers), en rendant les industries de l'économie bleue plus attrayantes en tant que lieu de travail pour les travailleurs.</p> <p>La mise en œuvre, au niveau national, de réglementations et de normes du travail complètes et approuvées au niveau international est essentielle pour protéger les droits et le bien-être de la main-d'œuvre de l'économie bleue et garantir la persistance et le développement de l'économie bleue sur les continents africain et européen. D'autres interventions peuvent inclure la mise en place de mécanismes de protection sociale tels que des prestations de soins de santé, des programmes d'éducation pour les enfants des employés, des assurances, et la mise en place de programmes de retraite là où ils n'existent pas.</p> <p>D'autres interventions peuvent inclure la mise en place de mécanismes de protection sociale tels que des prestations de soins de santé, des programmes d'éducation pour les enfants des employés, des assurances, et la mise en place de programmes de retraite là où ils n'existent pas.</p> <p>Les objectifs de ce domaine d'activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adopter les principales conventions de l'OIT en matière de travail et de protection sociale. • Intégrer les conventions de l'OIT sur le travail et la protection sociale dans les stratégies nationales d'économie bleue. • Intégrer les conventions de l'OIT dans les politiques aux niveaux national, régional et continental. • Soutenir le développement de mécanismes d'avantages sociaux dans les secteurs de l'économie bleue. Il s'agit notamment des prestations de soins de santé, des programmes d'éducation pour les enfants des employés, d'assurances, et de la mise en place de programmes de retraite. • Soutenir le développement de programmes de sensibilisation aux droits de l'homme et aux droits du travail afin d'informer la main-d'œuvre actuelle et future de l'économie bleue. • Développer des plateformes anonymes et facilement accessibles pour signaler les violations des droits de l'homme et du travail. • Faciliter l'application du droit du travail dans tous les secteurs de l'économie bleue. Il s'agit notamment de donner à la main-d'œuvre les moyens de signaler les violations de manière anonyme (y compris une formation sur la manière de le faire, les plateformes à utiliser, etc.), ainsi que d'être en mesure de faire appliquer ces lois par les acteurs internationaux sur les territoires locaux. | |

| | |
|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le développement de programmes de formation et de soutien pour les industries de l'économie bleue. Il s'agit notamment de développer la connaissance des océans chez les employés de l'économie bleue, en plus de la formation aux compétences et de la formation professionnelle. • Promotion des navires de sauvetage en Afrique et en Europe pour porter assistance en cas d'urgence. |
| <p>Institutions partenaires proposées</p> | <p>UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, UNESCO, PNUD, PNUE, FAO, AFD, FAD, GIZ, Banque mondiale, OIT, OMI, gouvernements nationaux, systèmes judiciaires, et programmes de développement (aux niveaux national et régional)</p> |
| <p>Période de mise en œuvre</p> | <p>2024 – 2027</p> |

An aerial photograph of ocean waves, showing white foam and dark green water. The image is overlaid with a semi-transparent teal color. The text is positioned in the upper left quadrant.

INTERVENTION 2

Partage des capacités

Le partage des capacités devrait être un élément crucial du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan et contribuer à faciliter la mise en œuvre d'une Vision commune sur la gouvernance des océans et l'économie bleue, qui se traduira par des changements concrets dans les moyens de subsistance des Africains et des Européens.

Des connaissances et de l'expérience sont nécessaires pour le développement de nouvelles capacités en Afrique et en Europe afin de mettre en pratique leur vision commune dans les différents secteurs de l'économie bleue et d'atteindre l'ODD n° 14 (Vie aquatique) d'ici à 2030. Pour créer de nouvelles capacités en Afrique et en Europe, il faut que les institutions locales développent des connaissances et une expertise spécialisée, soutenues par des partenaires qui ont prouvé l'efficacité de leur expertise et de leur expérience sur la scène internationale. L'Afrique a besoin d'être soutenue pour structurer de manière appropriée des mécanismes efficaces visant à améliorer le partage des connaissances à différents niveaux de résolution et d'institution, et pour développer une culture océanique généralisée afin que les objectifs du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan puissent être mis en œuvre de manière efficace. L'UE dispose d'importantes ressources en matière de science, de données, d'élaboration et de production de politiques, qu'elle peut partager avec l'Afrique. Ces connaissances pourraient être mises à profit pour mettre en contact scientifiques, décideurs politiques, industries, entrepreneurs et universitaires d'Afrique et d'Europe, afin de promouvoir l'échange de bonnes pratiques et d'élaborer des solutions sur mesure permettant de relever les défis communs liés à l'océan, ce qui constituerait un scénario gagnant-gagnant pour les deux continents.

Le terme de « renforcement » des capacités a été délibérément remplacé ici par celui de « partage » des capacités afin de mettre l'accent sur l'esprit de promotion d'un Partenariat conjoint entre l'Afrique et l'Europe qui ne soit pas à sens unique. Le partage des capacités devrait être un processus à double sens, et toutes les activités associées devraient s'appuyer sur les principes suivants : (i) permettre des bénéfices socio-économiques et environnementaux (aux niveaux

national, régional et continental), (ii) créer des opportunités pour les industries et l'entrepreneuriat, (iii) développer la capacité d'action des groupes vulnérables dans l'économie bleue (y compris les femmes et les jeunes), (iv) contribuer à la bonne gouvernance à différents niveaux, et (v) favoriser des relations amicales entre les parties concernées. Des progrès dans ces domaines permettront non seulement de relever des défis socio-économiques et environnementaux persistants, mais aussi de positionner stratégiquement l'Afrique et l'Europe comme un front uni dans le contexte des transitions et des défis mondiaux émergents.

Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan devrait reconnaître l'importance de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et la nécessité de disposer de données accessibles et fiables ainsi que de techniques scientifiques de pointe pour éclairer les processus de décision et d'élaboration des politiques. L'engagement en faveur d'une élaboration des politiques et d'une programmation fondées sur des données est essentiel pour relever les défis complexes de la gouvernance des océans et du développement d'une économie bleue durable, et pour maximiser l'impact du partenariat. Le rôle du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan dans le contexte du partage des capacités se concentre donc principalement sur le développement de réseaux pour le partage d'informations, de politiques, de recherches et de données.

En outre, les réseaux de scientifiques et de centres de recherche pourraient être mis à profit pour développer la connaissance des océans et renforcer la coopération industrielle, en faisant connaître au grand public des deux continents les avantages et les défis potentiels d'une gouvernance efficace des océans et de l'économie bleue. Le fait de rendre ces sujets accessibles et facilement compréhensibles favorisera une meilleure compréhension et appréciation de l'océan, et jouera un rôle important pour inspirer un comportement responsable, encourager la bonne gestion, et mobiliser le soutien technique et financier ainsi qu'un leadership politique essentiel pour la gouvernance des océans et les initiatives d'économie bleue durable de la part du public.

Les activités suivantes sont proposées pour inclusion dans la « Feuille de route à horizon 2030 : Copilotage du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan » dans le cadre du domaine d'intervention « Partage des capacités » :

Activité 2.1 Faciliter l'échange d'expériences sur l'élaboration des politiques en matière d'économie bleue et sur les nouvelles politiques de l'océan

Le contexte du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan offre la possibilité de partager les connaissances relatives à l'élaboration de politiques nationales efficaces pour faciliter le développement de la gouvernance des océans et de l'économie bleue, et faire ainsi progresser la capacité d'élaboration des politiques en Afrique et en Europe. Les défis liés à l'élaboration d'une politique efficace sont souvent très contextuels, de sorte que des approches uniques et des solutions politiques sur mesure sont nécessaires. Parmi les domaines d'intervention possibles figurent l'élaboration de politiques pour l'économie bleue et la gouvernance des océans, ainsi que les secteurs émergents tels que les biotechnologies, la décarbonisation (économie circulaire, industrialisation verte et formes alter-

natives d'énergie) et le couplage des activités de l'économie bleue (par exemple : le transport maritime, les infrastructures portuaires, l'aquaculture et le carbone bleu) afin d'accroître l'impact et les avantages pour les moyens de subsistance locaux. Malgré les difficultés, grâce au partage des expériences en matière d'élaboration de politiques, les États nationaux africains et européens peuvent collaborer pour formuler des solutions politiques innovantes aux défis modernes auxquels le développement de l'économie bleue est confronté, aligner les politiques des États voisins pour faciliter le commerce international et favoriser la coopération amicale et la bonne volonté entre les États membres.

| | | |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 2.1 | Faciliter l'échange d'expériences sur l'élaboration des politiques en matière d'économie bleue et sur les nouvelles politiques de l'océan | Priorité : élevée |
| Domaine d'intervention clé | Partage des capacités | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Fournir une plateforme de mise en réseau et de communication ou un pôle pour le partage des meilleures pratiques liées à l'économie bleue et à l'évolution de la politique océanique. 2. Faciliter le développement de solutions politiques potentielles pour les défis contextuels de l'économie bleue grâce à des efforts de collaboration. 3. Renforcer la coopération industrielle entre l'Afrique et l'Europe, notamment dans les secteurs émergents qui répondent aux aspirations continentales (économiques et environnementales). | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de faciliter le partage des expériences et des réussites en matière d'élaboration de politiques pour la gouvernance des océans et l'économie bleue, afin que de nouvelles approches et solutions politiques innovantes puissent être développées pour répondre aux défis contextuels auxquels les États des deux continents sont confrontés dans le développement d'économies bleues nationales et régionales.</p> <p>Le développement d'une plateforme en ligne dédiée est recommandé pour partager les expériences en matière d'élaboration de politiques.</p> | |

| | |
|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Cette plateforme devrait viser à mettre en relation des spécialistes des politiques, des représentants des gouvernements nationaux et régionaux de différents États membres et des représentants judiciaires nationaux, et offrir ainsi la possibilité de collaborer à l’élaboration de nouvelles solutions politiques pour relever des défis spécifiques à chaque contexte dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l’océan. Cette plateforme en ligne peut également servir de pôle pour la conception de nouveaux projets de développement liés à la gouvernance des océans et à l’élaboration de politiques à différentes résolutions.</p> <p>Les objectifs de cette activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le développement d’une plateforme en ligne dédiée au partage d’expériences et de défis politiques par les États africains et européens. • Élaborer des protocoles de conduite et des garanties pour l’utilisation de la plateforme en ligne, de manière à ce que les informations souveraines sensibles ne soient pas diffusées si cela n’est pas prévu. • Mettre en place un réseau de spécialistes de l’élaboration des politiques pour aider à concevoir des solutions politiques efficaces par le biais de la plateforme en ligne. • Soutenir l’établissement de rapports et le suivi des changements mis en œuvre afin de suivre les progrès accomplis, de manière à ce qu’ils puissent être partagés et à ce que les pratiques de travail puissent être identifiées. • Institutionnaliser et intégrer le partage des connaissances dans les politiques nationales et régionales. • Soutenir l’harmonisation des politiques nationales et régionales afin de faciliter les objectifs communs de développement par le biais de la plateforme en ligne. |
| <p>Institutions partenaires proposées</p> | <p>UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, PNUE, PNUD, UNESCO, FAO, Banque mondiale, gouvernements et législateurs nationaux</p> |
| <p>Période de mise en œuvre</p> | <p>2024 – 2028</p> |

Activité 2.2 Promouvoir la Planification de l’espace maritime (PEM), y compris le suivi et la comptabilité de l’économie bleue

Le Partenariat Afrique-Europe pour l’océan est une occasion unique d’encourager la mise en œuvre de la surveillance et de la comptabilité de l’économie bleue, ainsi que le partage des connaissances relatives à la mise en œuvre de la PEM entre les pays parties prenantes. En adoptant la PEM à grande échelle, l’Afrique et l’Europe pourraient équilibrer les intérêts économiques, écologiques et sociaux afin de garantir l’utilisation et la gestion durables des zones marines et côtières. Cela pourrait fournir aux deux continents un outil permettant d’améliorer la coordination, la sécurité maritime, la gestion durable

des ressources, la protection de l’environnement, l’adaptation au changement climatique et l’engagement des communautés. L’UE a déjà adopté la PEM, de nombreux États européens ayant accepté les obligations découlant de la feuille de route conjointe de la Commission européenne et de la COI-UNESCO (2022–2027) visant à accélérer la PEM à l’échelle mondiale, et grâce à laquelle plusieurs États africains ont bénéficié de l’élaboration de leurs propres stratégies nationales en matière de PEM.

Pour que la mise en œuvre progresse de manière cohérente, la gestion durable des ressources marines exige une compréhension nuancée des interactions complexes au sein des écosystèmes marins et des activités socio-économiques qu'ils soutiennent, d'autant plus si l'on tient compte de la nature transfrontalière de nombreuses ressources océaniques. Le suivi de l'économie bleue par le biais d'une comptabilité environnementale et bleue permet de suivre l'utilisation des ressources marines afin d'atténuer le risque de surexploitation, d'évaluer l'impact des activités humaines pour sauvegarder la biodiversité, d'identifier les défis spécifiques à chaque contexte pour le développement de l'économie bleue (aux niveaux national, régional et continental) et de faciliter une meilleure compréhension de la dynamique en jeu dans les systèmes océaniques. En outre, les systèmes de surveillance et de comptabilité peuvent être utilisés pour orienter la planification de l'espace maritime et optimiser l'allocation de l'espace

marin, tout en équilibrant les intérêts concurrents de manière à garantir l'intégrité écologique, la viabilité économique et l'équité sociale. Ceci est particulièrement pertinent dans le contexte du cadre 30 x 30 (qui implique la protection de 30 % de l'espace marin d'ici 2030), en établissant des aires marines protégées (AMP) et des Aires marines gérées localement (AMGL) là où elles n'existent pas encore, afin d'améliorer la gestion et la protection des ressources marines. Par exemple, ProAzul travaille actuellement avec la Wildlife Conservation Society et le Blue Action Fund sur l'intérêt pour les communautés de partager des stratégies pour les AMGL et les futures AMP. En outre, la PEM a le pouvoir de favoriser la coopération internationale. Dans les espaces marins partagés, la PEM pourrait encourager une coopération et une coordination accrues entre l'Afrique et l'Europe ; elle pourrait contribuer à résoudre les problèmes transfrontaliers et à assurer une planification cohérente au-delà des frontières

| | | |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 2.2 | Promouvoir le suivi et la comptabilité de l'économie bleue, ainsi que la planification de l'espace maritime | Priorité : élevée |
| Domaine d'intervention clé | Partage des capacités | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en œuvre du suivi et de la comptabilité de l'économie bleue. 2. Faciliter le partage des connaissances relatives à la planification de l'espace maritime entre les parties prenantes. 3. Faciliter l'établissement de futures AMP et AMGL dans le cadre du programme 30x30. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de soutenir la mise en œuvre du suivi et de la comptabilité de l'économie bleue dans les pays et régions d'Afrique et d'Europe concernés.</p> <p>La création de centres nationaux de comptabilité bleue ou de coordination de l'économie bleue est recommandée pour fournir et coordonner les services de suivi et de comptabilité. Ces centres peuvent ensuite être utilisés comme pôles d'information pour la planification de l'espace maritime au niveau local et national, dans des contextes nationaux uniques. En outre, la mise en place de plateformes et d'institutions régionales de suivi de l'économie bleue est recommandée, car elles pourraient alors se coordonner avec les agences nationales et consolider les données et les connaissances, afin d'éclairer la prise de décision régionale, la diffusion des meilleures pratiques, et de mieux coordonner le soutien au développement de l'économie bleue dans les États qui en ont le plus besoin. Ces centres peuvent également servir de plateformes de partage des connaissances pour les informations relatives à la comptabilité bleue et à la PEM.</p> <p>Les objectifs de cette activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'application d'initiatives nationales et régionales de comptabilité bleue (telles que l'application de la boîte à outils d'évaluation de l'économie bleue déjà testée par la CEA, qui a déjà été expérimentée aux Seychelles, au Rwanda, à Djibouti et en Tanzanie). • Élaborer des protocoles et des indicateurs pour exploiter les données relatives à l'économie bleue afin d'éclairer les initiatives de planification de l'espace maritime. | |

| | |
|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre d'un calendrier de rapports réguliers aux gouvernements nationaux ou aux autorités de planification (par exemple : un minimum d'un rapport par an). • Développer un réseau international d'institutions de comptabilité bleue afin de partager et de diffuser les meilleures pratiques et les nouveaux développements. Le développement d'institutions ou de plateformes continentales d'information sur la comptabilité bleue est également recommandé. • Établir des dialogues réguliers de haut niveau, qui fournissent une plateforme permettant aux décideurs et aux praticiens de la conservation d'Afrique et d'Europe de se rencontrer, de reconfirmer les engagements, et de faire avancer les actions conjointes en faveur de la réalisation de l'objectif 30x30 par l'intensification des AMP et le soutien aux AMGL • Aider les gouvernements à faible capacité à réaliser l'objectif 30x30 en proposant des activités de renforcement des capacités pour l'identification, le développement et la mise en œuvre des AMP, ainsi que pour le partage d'informations sur les meilleures pratiques et la résolution des problèmes. • Faciliter la collaboration en matière de recherche afin d'identifier les zones biologiquement critiques, les sources terrestres de pollution et les impacts climatiques qui ont déplacé les zones biologiques et ce que cela signifie pour la création d'aires marines de conservation, et impliquer le secteur privé afin de fournir aux parties prenantes locales les outils nécessaires pour mieux gérer leurs AMP, afin de conserver 30 % des habitats marins d'ici à 2030. |
| <p>Institutions partenaires proposées</p> | <p>UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, UA-BIRA, PNUD, PNUE, UNESCO, AFD, FAD, FAO, Banque mondiale, ORGP, programmes de développement régional, gouvernements nationaux</p> |
| <p>Période de mise en œuvre</p> | <p>2024 – 2028</p> |

Activité 2.3 Renforcer et structurer un réseau Afrique-Europe d'institutions de recherche et d'éducation pour la gouvernance de l'océan et l'économie bleue

Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan a mis en évidence la nécessité de renforcer et de structurer le réseau existant d'institutions de recherche et d'éducation de grande renommée, de rassembler les connaissances et les experts d'Afrique et d'Europe, et de promouvoir l'observation scientifique, la connaissance, l'échange de données et de politiques entre les deux continents. Il s'agit notamment de s'appuyer sur les travaux des institutions spécialisées de l'UA et de l'UE, telles que les centres d'excellence de l'UA, ainsi que sur les chaires de recherche universitaires, telles que les chaires UNESCO sur

la Gouvernance des océans, et sur les partenariats et collaborations déjà existants entre l'Europe et l'Afrique dans le domaine de la recherche et de l'éducation. Un réseau d'instituts de recherche spécialisés de ce type peut renforcer la capacité des pays membres à gouverner et à gérer efficacement les ressources de l'économie bleue, grâce au développement coopératif et au partage des meilleures pratiques, des connaissances contextuelles et des compétences spécialisées. Actuellement, il n'y a pas d'orientation claire pour les CdE dans le cadre de la précédente coopération Afrique-Europe

concernant l'océan, ce qui a contribué à un manque d'activités de recherche dirigées. Conformément à la vision commune pour l'Afrique et l'Europe dans le cadre du partenariat institutionnel Afrique-Europe pour l'océan, il est recommandé de développer une vision commune pour le réseau de recherche proposé dans le cadre du partenariat Afrique-Europe pour l'océan, car elle peut être utilisée pour orienter la recherche sur la gouvernance des océans et l'économie bleue, ainsi que la

recherche sur les besoins spécifiques de mise en œuvre dans des contextes uniques en leur genre. Le développement d'un réseau de recherche performant peut faciliter sa croissance avec l'arrivée de nouvelles institutions, ce qui peut simultanément inspirer de vastes programmes de recherche transcontinentaux sur la gouvernance des océans et l'économie bleue et faciliter l'acquisition de connaissances sur les océans sur les deux continents.

| | | |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Activité 2.3 | Renforcer et structurer un réseau Afrique-Europe d'institutions de recherche et d'éducation pour la gouvernance de l'océan et l'économie bleue | Priorité : moyenne |
| Domaine d'intervention clé | Partage des capacités | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Reconnaître l'existence de relations de longue date entre l'Europe et l'Afrique dans le domaine de la recherche et de l'éducation, y compris entre les institutions académiques, les programmes universitaires, les échanges d'étudiants et de chargés de travaux. 2. Mettre en place un réseau actif d'instituts de recherche Afrique-Europe pour stimuler la recherche sur les océans et l'économie bleue. 3. Faciliter le développement de programmes de recherche transcontinentaux sur la gouvernance des océans et l'économie bleue. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de soutenir la mise en œuvre du suivi et de la comptabilité de l'économie bleue dans les pays et régions d'Afrique et d'Europe concernés.</p> <p>L'objectif de cette activité est de développer un réseau Afrique-Europe pour un capital de recherche toujours plus important grâce à des institutions de recherche reconnues, telles que les centres d'excellence et les chaires de recherche UNESCO, et aux partenariats et collaborations déjà existants entre l'Europe et l'Afrique dans le domaine de la recherche et de l'éducation, afin de soutenir l'échange de connaissances et les efforts de recherche collaborative entre l'Afrique et l'Europe, en particulier sur les thèmes de la gouvernance des océans et de l'économie bleue, par exemple par le développement de programmes de recherche à grande échelle sur la gouvernance des océans et l'économie bleue.</p> <p>Il est nécessaire de renforcer les plateformes multipartites et les cadres de coopération régionale pour répondre aux problèmes mondiaux. Le réseau proposé de centres d'excellence Afrique-Europe pourrait servir de plateforme pour un grand nombre de discussions politiques et techniques nécessaires pour faire progresser l'action et la coopération dans le domaine des océans. En outre, le réseau des centres d'excellence ne devrait pas se concentrer uniquement sur les données scientifiques, mais également sur les données économiques et sociales, afin que les informations obtenues puissent facilement être intégrées dans l'élaboration des politiques de manière à favoriser la gestion intégrée des océans, ainsi que pour renforcer l'expertise technique et juridique. En outre, il convient de souligner que les CdE africains intègrent souvent les pratiques autochtones et les connaissances traditionnelles dans leur stratégie de gouvernance. Cette forme d'échange de connaissances peut permettre aux institutions européennes d'intégrer des pratiques similaires dans leurs propres approches de la gestion des ressources.</p> | |

| | |
|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Les objectifs de cette activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer une vision commune (telle qu'un protocole d'accord) et un cadre pour guider les efforts de recherche du réseau de recherche sur la gouvernance des océans et l'économie bleue. Ce cadre peut être revu régulièrement pour s'assurer qu'il correspond aux besoins de développement du partenariat. • Cartographie détaillée des relations de longue date entre l'Europe et l'Afrique en matière de recherche et d'éducation, y compris entre les institutions académiques, les programmes universitaires, les capacités d'échange d'étudiants et de chargés de travaux. • Cartographie détaillée des centres d'excellence africains et européens en vue de leur intégration dans le réseau de recherche proposé. • Développer une plateforme dédiée (en ligne) pour faciliter l'échange de connaissances entre les institutions de recherche au sein du réseau. • Établir un ensemble de points de contact reconnus et dédiés au sein de chaque institution afin de faciliter la correspondance primaire avec les autres membres du réseau. • Élaborer un ensemble de critères de sélection ou de performance pour inclusion dans le réseau de recherche océanique Afrique-Europe, sur la base de l'impact potentiel pertinent et du potentiel de collaboration dans le cadre du partenariat institutionnel. Le développement du caractère prestigieux du réseau de recherche peut contribuer à attirer les investissements des bailleurs de fonds et à favoriser l'excellence de la recherche. • Élaborer des protocoles pour des échanges réguliers de personnel et de compétences entre les différentes institutions du réseau. • Institutionnaliser des ateliers réguliers au sein du réseau de recherche afin d'inspirer ses membres et de faciliter les développements futurs de la recherche. • Soutenir le développement de grands programmes de recherche transcontinentaux alignés sur la vision commune de la recherche. • Mettre en place une base de données d'experts des océans et de l'économie bleue au sein de l'UE et de l'UA afin de favoriser des échanges de qualité. |
| <p>Institutions partenaires proposées</p> | <p>UE, UA, CER, Banque mondiale, UNESCO, CdE-UA (notamment la faculté des ressources halieutiques de l'université de Suez (Égypte), l'université de Rhodes – département d'ichtyologie et de sciences halieutiques (Afrique du Sud), l'Académie de l'université d'Ibadan (Nigeria), The National Fisheries Resources Research Institute (Ouganda), l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (Côte d'Ivoire), le Department of Fisheries and Aquatic Sciences, University of Cape Coast (Ghana), l'Institut des arts nautiques et de la pêche de Limbe (Cameroun).</p> <p>Centres d'excellence de l'UE (notamment COST Action, SEA-EU, EOREA, Centre d'excellence Jean Monnet sur le développement durable de l'économie bleue, Europe Jacques Delors), Institut Eurafrique Export (Nantes, France), universités, ONG de recherche</p> <p>Relations de longue date entre l'Europe et l'Afrique en matière de recherche et d'éducation, notamment entre les établissements académiques, les programmes universitaires et les échanges d'étudiants et de chargés de travaux.</p> |
| <p>Période de mise en œuvre</p> | <p>2024 – 2027</p> |

Activité 2.4 Accélérer la diffusion de la connaissance de l’océan

Pour faciliter la réalisation des objectifs du Partenariat Afrique-Europe pour l’océan, à savoir améliorer la gouvernance des océans et l’économie bleue en Afrique et en Europe, il est urgent de développer une culture de l’océan à grande échelle dans les États membres et dans le grand public. Le Partenariat devrait contribuer délibérément à expliquer les concepts de gouvernance des océans et d’économie bleue, en les rendant accessibles et compréhensibles pour la population en général. Il s’agit de faire connaître clairement l’éventail des activités qui ont un impact sur l’océan et en dépendent, de souligner l’interconnexion des activités humaines, du changement climatique et de la santé des océans, ainsi que les avantages, les possibilités, les risques et les défis associés à l’économie

bleue et à la gouvernance des océans. L’approche du Partenariat Afrique-Europe pour l’océan est que la connaissance et la science des océans doivent éclairer les politiques et les programmes fondés sur des données probantes, afin de garantir des avantages socio-économiques et environnementaux aux communautés et aux acteurs concernés dans leur ensemble. En favorisant une meilleure compréhension et appréciation de l’océan, le partenariat jouera un rôle important pour inspirer un comportement responsable, encourager la bonne gestion et mobiliser le soutien du public ainsi que des dirigeants politiques essentiels en faveur de la gouvernance des océans et des initiatives propices à une économie bleue durable.

| | | |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 2.4 | Accélérer la diffusion de la connaissance de l’océan | Priorité : élevée |
| Domaine d’intervention clé | Partage des capacités | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Faciliter le développement d’une culture océanique largement répandue. 2. Faciliter l’engagement du public dans les domaines du développement de l’économie bleue et de la gouvernance des océans. | |
| Description des activités | <p>Cet objectif vise à faciliter le développement d’une culture océanique largement répandue, à accroître l’engagement du public dans le développement et les opérations de l’économie bleue, ainsi que dans la gouvernance des océans.</p> <p>La mise en place d’un pôle de partage d’informations en ligne ou d’une bibliothèque virtuelle (« Africa-Europe Blue Cloud ») est recommandée pour faciliter l’acquisition d’une meilleure connaissance des océans. Ce pôle devrait être librement accessible et communiquer sur les thèmes de l’océan et de l’économie bleue dans diverses langues, afin d’en faciliter la compréhension. Les informations qui y sont publiées doivent être vérifiées et contrôlées régulièrement afin d’éviter la publication d’informations erronées. En outre, il est recommandé d’élaborer des campagnes et des programmes d’information et d’éducation sur les océans dans les langues maternelles des pays concernés.</p> <p>Les objectifs de cette activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer une plateforme de partage d’informations en ligne sur les océans et l’économie bleue. • Développer des protocoles de publication des informations sur les plateformes en ligne. • Mettre en place un réseau de spécialistes des océans et de l’économie bleue afin de développer de la documentation pour les plateformes en ligne, en collaboration avec des experts linguistiques afin de faciliter une meilleure compréhension. | |

| | |
|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des protocoles d'évaluation et d'examen des informations publiées sur la plateforme en ligne, en vue de fournir des informations pertinentes et non des informations erronées ou de la propagande. • Mettre en place un réseau d'experts linguistiques afin de développer des mots pour désigner les concepts relatifs aux océans, à la gouvernance des océans et à l'économie bleue lorsqu'ils n'existent pas dans les langues autochtones. • Élaborer des campagnes d'information et d'éducation sur l'océan accessibles (telles que des séries de séminaires publics) à mettre en œuvre dans les institutions locales. • Soutenir l'engagement du public vis-à-vis de la gouvernance des océans et des sujets, défis et solutions liés à l'économie bleue. Il s'agit notamment de fournir des espaces permettant d'exprimer les préoccupations, de faciliter la reconnaissance des efforts locaux et d'encourager la responsabilité individuelle dans le développement de l'économie bleue. |
| <p>Institutions partenaires proposées</p> | <p>UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUD, PNUE, UNESCO, FAO, ORGP, Banque mondiale, écoles et universités (y compris en ligne), ONG, organisations gouvernementales et réglementaires nationales et régionales, centres linguistiques, centres communautaires</p> |
| <p>Période de mise en œuvre</p> | <p>2024 – 2030</p> |

Activité 2.5 Améliorer et renforcer les capacités communes Afrique-Europe en matière de gouvernance de l'océan et d'économie bleue régénératrice

L'amélioration et le renforcement des capacités communes en matière de gouvernance des océans et d'économie bleue régénératrice ont été identifiés comme une opportunité de développement clé dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan, afin d'améliorer la capacité collective à gérer et à protéger efficacement les ressources océaniques face à l'intensification des pressions telles que le changement climatique, la pollution, la surpêche et la dégradation de l'habitat. En renforçant les capacités de gouvernance des océans, le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan peut permettre de consolider les cadres réglementaires et d'améliorer les mécanismes d'application en tirant parti de l'expertise et des ressources collectives pour atteindre des objectifs de développement partagés et relever des défis communs. Le renforcement

des capacités collectives en matière de gouvernance des océans comprend également des initiatives qui permettent aux gouvernements, aux institutions et aux communautés locales d'acquérir les connaissances, les compétences et les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées et mettre en œuvre des pratiques durables, notamment en ce qui concerne l'utilisation des Aires marines protégées (AMP) et la coordination de la Planification de l'espace maritime (PEM). En renforçant les capacités de gouvernance des océans, il est possible de libérer tout le potentiel des ressources océaniques, tout en favorisant une collaboration et une coordination accrues entre les États membres du partenariat et les autres parties prenantes à tous les niveaux.

| | | |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 2.5 | Améliorer et renforcer les capacités communes Afrique-Europe en matière de gouvernance de l'océan et d'économie bleue régénératrice | Priorité : élevée |
| Domaine d'intervention clé | Partage des capacités | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Faciliter le développement d'une capacité partagée de gouvernance des océans entre les États membres. 2. Faciliter l'élaboration de solutions communes en matière de gouvernance des océans pour le développement d'une économie bleue régénératrice. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de renforcer les capacités collectives en matière de gouvernance des océans et d'économie bleue régénératrice afin de faciliter l'élaboration de solutions communes de gouvernance et de gestion pour relever les défis communs du développement de l'économie bleue entre les États membres.</p> <p>Plusieurs approches peuvent être utilisées pour renforcer les capacités des États membres en matière de gouvernance des océans et d'économie bleue régénératrice. Il s'agit notamment (mais pas exclusivement) de lancer des programmes de formation et de sensibilisation dans les États membres, de développer les établissements d'enseignement pour donner la priorité à la formation à la mise en œuvre de la gouvernance des océans et de l'économie bleue régénératrice, d'établir des réseaux de spécialistes qui pourront être consultés sur les questions de gouvernance des océans, d'améliorer la cohérence et la coordination entre les structures de mise en œuvre à des niveaux inférieurs, les échanges de personnel, de favoriser les bonnes relations avec les États voisins et d'intégrer le développement des capacités en matière de gouvernance des océans dans le cadre des objectifs de développement nationaux. Il est également possible que ces approches soient coordonnées par des organisations régionales (telles que les CER) afin de faciliter les développements au niveau national et que leurs efforts soient intégrés à ceux qui sont déployés à plus grande échelle.</p> <p>Les objectifs de cette activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancement d'un Programme Afrique-Europe de formation et de renforcement des capacités sur la gouvernance des océans et le développement d'une économie bleue régénératrice. • Tirer parti des programmes et organisations de développement régional existants pour faciliter le renforcement des capacités de gouvernance des océans. • Développer des programmes éducatifs sur les pratiques de gouvernance des océans, tels qu'une université d'été ou des cours ad hoc. Il est recommandé de les rendre accessibles autant que possible en tirant parti de l'internet et en présentant la documentation en plusieurs langues. • Faciliter la création d'une université en ligne Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans et le développement de l'économie bleue. • Créer une base de données d'experts des océans et de l'économie bleue au sein de l'UE et de l'UA afin de favoriser des échanges de qualité et de pouvoir former la main-d'œuvre de demain, y compris les jeunes. • Encourager le développement de solutions de gouvernance communes en développant des synergies et en facilitant les relations entre les secteurs industriels des différents États membres. | |

| | |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none">• Intégrer le développement des capacités en matière de gouvernance des océans dans d'autres objectifs de développement. Il s'agit notamment d'intégrer le renforcement des capacités dans l'élaboration de nouvelles politiques. |
| Institutions partenaires proposées | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUE, PNUD, UNESCO, FAO, Banque mondiale, ORGP, écoles et universités (y compris en ligne), ONG, organisations gouvernementales et réglementaires nationales et régionales, centres communautaires |
| Période de mise en œuvre | 2024 – 2030 |

INTERVENTION 3

Soutien financier et investissements

L'insuffisance, la mauvaise affectation et la mauvaise gestion des fonds constituent un obstacle majeur à la mise en œuvre d'actions de développement durable dans les pays africains. En outre, moins de 1 % du financement de l'aide publique au développement (APD) est alloué au développement des océans, l'ODD n° 14 étant l'un des ODD les plus sous-financés, avec seulement 0,68 % du financement total de l'ODD qui lui sera consacré en 2021. Les flux financiers liés au climat sont également imprévisibles, avec des problèmes croissants de dette, une inflation élevée, des budgets serrés et la nécessité de réduire les subventions, ce qui crée un contexte de plus en plus difficile, en particulier en Afrique, où la planification et la mise en œuvre efficaces de projets climatiques à long terme se heurtent à des obstacles persistants, et suscitent notamment des inquiétudes quant aux droits fonciers et à la justice. L'accès au financement à un coût abordable constitue un défi permanent, et la transition vers une économie bleue durable nécessite un changement fondamental dans la manière dont les ressources financières sont allouées et gérées.

Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan a le potentiel de susciter un changement transformateur en alignant les systèmes financiers sur les objectifs de régénération, de restauration et de développement durable par le biais de la gouvernance des océans et de l'économie bleue. Il s'agit non seulement de stimuler les investissements dans des activités durables liées aux océans, mais aussi de réorienter les flux financiers pour les détourner des pratiques néfastes. Les actions peuvent inclure la mise en œuvre des procédures de l'OMC pour mettre fin aux subventions nuisibles à la pêche et l'intégration des principes de financement durable dans les institutions. La mobilisation des banques publiques de développement – y compris les banques multilatérales, nationales et régionales, ainsi que les sociétés financières internationales et les fonds d'investissement – peut contribuer à la réalisation de ces objectifs. La COP30 de la CCNUCC est également considérée comme un cadre prioritaire pour l'économie bleue et des océans au niveau multilatéral, étant donné le nombre d'objectifs financiers qui seront fixés pour la seconde moitié de 2025 et étant donné que 2025 marque le devenir des années restantes avant la fin du Programme 2030. Le travail réalisé en collaboration avec le Brésil (qui assure la présidence du G20 en 2024) et accueille la COP30 en 2025, ouvrira la voie à un approfondissement des objectifs et de l'agenda politique du Partenariat Afrique-Europe.

Le partenariat Afrique-Europe pour l'océan devrait viser à catalyser les investissements du secteur privé en soutenant le développement d'un solide écosystème d'entrepreneuriat bleu

susceptible d'avoir un impact significatif sur le terrain (par et pour les acteurs locaux) et de mettre en relation les entrepreneurs et les autres acteurs concernés des deux continents, de favoriser la coopération, le partage des connaissances et des expériences et, en fin de compte, d'accélérer et de développer l'entrepreneuriat de l'économie bleue en Afrique et en Europe. En renforçant les capacités des gouvernements, des entreprises, des entrepreneurs et des communautés à collaborer (comme sous la forme de partenariats public-privé), le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan jouerait un rôle essentiel dans la création d'un environnement plus propice à l'investissement d'impact et favoriserait une culture de la responsabilité financière et de la bonne gestion.

L'ampleur des investissements nécessaires pour réaliser le plein potentiel de l'économie bleue sur les deux continents est considérable, ce qui nécessite une approche collaborative. Le rôle du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan dans le contexte du soutien financier et de l'investissement serait d'identifier et de rendre opérationnels des mécanismes de financement innovants afin de faciliter la restauration et la résilience de l'océan, le déploiement de stratégies durables d'économie bleue, ainsi que de développer et dupliquer les expériences ayant un impact. Ces mécanismes de financement innovants comprennent (sans s'y limiter) les systèmes de paiement pour les services écosystémiques (PSE), la compensation du capital naturel (y compris les échanges dette-nature ou dette-océan), le marché du carbone bleu, l'amélioration de l'affectation de la taxe mondiale, les obligations bleues, les jetons bleus et la FinTech, les facilités de financement mixte et les mécanismes d'assurance novateurs afin d'inciter à l'investissement en suscitant la confiance nécessaire à un projet de développement particulier.

En mettant en œuvre de tels mécanismes, l'Afrique et l'Europe ont le potentiel de générer elles-mêmes des financements pour le développement et réduire leur dépendance à l'égard du soutien financier de l'APD pour la réalisation des objectifs de développement nationaux et régionaux. Le développement de l'économie bleue en Afrique et en Europe peut générer les synergies nécessaires afin de faciliter le financement à long terme de nouvelles initiatives de développement et d'assurer la poursuite des projets et programmes en cours sur le long terme. Ce faisant, le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan contribue à libérer tout le potentiel de l'économie bleue et à stimuler le développement socio-économique, tout en assurant la durabilité à long terme des ressources océaniques et en contribuant à l'action en faveur du climat et de la biodiversité.

Les activités suivantes sont proposées pour inclusion dans la « Feuille de route à horizon 2030 : Copilotage du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan » dans le domaine d'intervention « Soutien financier et investissements » :

Activité 3.1 Contribuer à l'élaboration conjointe d'une Feuille de route Afrique-Europe sur la finance bleue

Pour faciliter les activités du partenariat Afrique-Europe pour l'océan, une approche commune du financement des progrès en matière de gouvernance des océans et du développement de l'économie bleue sur les deux continents serait nécessaire. À la suite de la conclusion du sommet 2023 sur le financement en commun (à Carthagène), il est recommandé d'élaborer une feuille de route commune Afrique-Europe sur la finance bleue et ses mécanismes de financement pour guider le financement de divers projets et programmes dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan. L'élaboration d'une telle feuille de route renforcerait les engagements pris par l'Afrique

et l'Europe en faveur d'actions communes dans le domaine du changement climatique et du développement durable, y compris le soutien à l'évolution de la gouvernance des océans et de l'économie bleue. En outre, l'élaboration d'une Feuille de route commune Afrique-Europe sur la finance bleue serait une occasion idéale d'intégrer les principes de financement durable de l'économie bleue des Nations Unies aux niveaux national, régional et continental, afin de guider les investisseurs et d'assurer ainsi la durabilité des secteurs océaniques et d'autres développements de l'économie bleue.

| | | |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 3.1 | Contribuer à l'élaboration conjointe d'une Feuille de route Afrique-Europe sur la finance bleue | Priorité : élevée |
| Domaine d'intervention clé | Soutien financier et investissements | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> Faciliter l'élaboration d'une Feuille de route Afrique-Europe sur la finance bleue. Soutenir l'intégration des Principes de la finance bleue aux niveaux national, régional et continental dans le cadre des partenariats institutionnels et, plus largement, du partenariat Afrique-Europe pour l'océan. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de contribuer à l'élaboration conjointe d'une feuille de route Afrique-Europe sur la finance bleue et ses mécanismes de financement, et à l'intégration des principes de la finance bleue durable pour guider le développement et le financement de divers projets et programmes dans le cadre du partenariat Afrique-Europe pour l'océan.</p> <p>L'intégration des principes de financement de l'économie bleue est essentielle, car il s'agit du premier cadre d'orientation mondial destiné aux banques, aux assureurs et aux investisseurs pour le financement d'une économie bleue durable. Ces principes favorisent la mise en œuvre de l'ODD n° 14 (Vie aquatique) et définissent des normes spécifiques aux océans pour les projets d'économie bleue. Grâce à ce cadre, les projets relatifs à la gouvernance des océans et à l'économie bleue peuvent être conçus de manière à avoir un impact concret, susceptible d'attirer des bailleurs de fonds et des investissements par le biais de l'investissement d'impact, qui est de plus en plus présent.</p> <p>Les objectifs de cette activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un groupe de travail pour l'accord conjoint sur la feuille de route pour la finance bleue. Organiser des ateliers pour faciliter le dialogue et la discussion sur la contribution des États membres à la feuille de route pour la finance bleue. | |

| | |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter les exigences logistiques liées à la ratification de la feuille de route par les États membres. • Soutenir le développement de projets d'économie bleue selon les principes de la finance bleue. • Intégrer les principes de la finance bleue durable dans les stratégies et politiques nationales, régionales et continentales relatives à l'économie bleue. |
| Institutions partenaires proposées | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUD, PNUE-FI, institutions de fonds de développement (par exemple : AFD, FAD, ADB, BEI, BOAD, GIZ, entre autres), Banque mondiale, gouvernements nationaux |
| Période de mise en œuvre | 2024 – 2026 |

Activité 3.2 Promouvoir la mise en place de nouveaux mécanismes financiers pour l'océan et l'économie bleue

La transition vers une économie bleue régénératrice nécessite un changement fondamental dans la manière dont les ressources financières sont allouées et gérées. La création de mécanismes financiers spécifiques adaptés aux besoins et aux défis uniques des régions côtières d'Afrique et d'Europe peut catalyser les investissements dans les secteurs de l'économie bleue et d'autres projets de développement de l'économie bleue. Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan a le potentiel d'être à l'avant-garde de cette transformation, en plaidant pour la mise en place de nouveaux mécanismes financiers destinés à financer la gouvernance durable des océans. Parmi les mécanismes innovants, on peut citer (sans s'y limiter) l'utilisation d'obligations bleues, les initiatives d'échange de dettes marines ou côtières (aux niveaux national et régional), l'exploitation de services environnementaux tels que le carbone bleu et les marchés de crédits de nutriments, les systèmes de crédits de biodiversité, le capital naturel en tant qu'actions cotées en bourse, les financements mixtes et les facilités de financement mixte, ainsi que les mécanismes d'assurance. L'opérationnalisation du carbone bleu, en particulier, présente un potentiel important pour le développement durable sur l'ensemble des continents africain et européen, ainsi que pour faciliter le développement des PEID et des États insulaires qui sont plus isolés et vulnérables aux chocs extérieurs. Les écosystèmes de carbone bleu offrent la possibilité d'un développement côtier

durable (grâce à des secteurs tels que le tourisme), d'un développement de la résilience côtière et de la mise en œuvre de mécanismes d'échange de crédits carbone grâce aux services de séquestration du carbone qu'ils fournissent. Toutefois, la mise en place de ces mécanismes dans les États membres de l'UA et de l'UE implique de développer l'infrastructure nécessaire à l'intégration de ces mécanismes dans l'ensemble des solutions opérationnelles accessibles aux niveaux national, régional et continental, et de les intégrer dans les stratégies d'économie bleue et dans l'élaboration des politiques. En outre, le développement de centres d'information sur le financement bleu et d'institutions de financement mixte pourrait faciliter l'utilisation de ces mécanismes de financement innovants à grande échelle. L'institution pourrait servir de plaque tournante pour les partenaires de développement et les bailleurs de fonds privés, et agir au nom des gouvernements nationaux ou régionaux pour mettre en place des mécanismes de financement alignés sur le développement de projets d'économie bleue. Cette structure pourrait en outre être chargée de tester des financements et des instruments de financement innovants, avec l'aide de structures telles que des réseaux d'innovation, des accélérateurs et des incubateurs, qui pourraient puiser dans les connaissances et les informations locales et mondiales en matière de financement, et les mettre au service de l'océan.

| | | |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 3.2 | Promouvoir la mise en place de nouveaux mécanismes financiers pour l'océan et l'économie bleue | Priorité : élevée |
| Domaine d'intervention clé | Soutien financier et investissements | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Encourager la mise en place de mécanismes innovants de financement bleu. 2. Mettre en place l'infrastructure nécessaire pour rendre opérationnels les mécanismes de financement innovants. 3. Faciliter la sensibilisation des investisseurs et du secteur privé aux solutions et options de financement innovantes. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de faciliter le développement de l'infrastructure nécessaire à la mise en œuvre de mécanismes de financement innovants pour les océans et l'économie bleue aux niveaux national et régional. Cela inclut la mise en place d'une infrastructure physique et en ligne appropriée où ces mécanismes peuvent être mis en œuvre de manière efficace et efficiente.</p> <p>Il est recommandé de développer des centres d'information et de coordination dédiés au financement bleu (comme un Laboratoire Afrique-Europe du financement bleu) ou des facilités de financement mixte aux niveaux national et régional afin de se spécialiser dans l'utilisation de ces mécanismes, de manière à ce qu'ils puissent offrir une assistance à l'utilisation de ces systèmes par le public (y compris le secteur privé). Une facilité de financement nationale ou régionale serait chargée de la coordination et de l'élaboration de solutions de financement contextuelles (telles qu'une combinaison unique d'instruments de financement) pour les projets de développement qui s'alignent sur les objectifs de l'économie bleue, ainsi que de l'exploitation plus efficace des ressources fiscales existantes.</p> <p>Les objectifs de ce domaine d'activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le développement de centres d'information et de coordination spécialisés dans la finance bleue et le financement bleu aux niveaux national et régional. • Soutenir le développement de l'infrastructure nécessaire à l'opérationnalisation de mécanismes de financement innovants (tels que la blockchain et la fintech). • Faciliter le développement d'un réseau de spécialistes (ou d'organisations spécialisées) pour aider à la mise en œuvre de mécanismes de financement innovants. • Faciliter l'élaboration de plans d'action nationaux d'opérationnalisation du carbone et d'options d'investissement associées. • Mettre en place des laboratoires internationaux (régionaux et continentaux) de recherche sur le carbone bleu avec les CdE de l'UA et de l'UE pour faciliter les investissements. Élaborer un ensemble de protocoles ou de recommandations pour l'utilisation des mécanismes de financement disponibles dans les différents contextes nationaux. • Soutenir le développement d'une comptabilité bleue efficace et fiable. • Soutenir le développement d'environnements politiques nationaux et régionaux favorables au financement. • Élaborer des programmes de sensibilisation et des campagnes d'information sur les mécanismes de financement innovants. | |
| Institutions partenaires proposées | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUE, PNUD, UNESCO, PNUE-FI, Banque mondiale, banques et fonds de développement régionaux (par exemple : AFD, FAD, BEI, BOAD, GIZ, entre autres) | |
| Période de mise en œuvre | 2024 – 2028 | |

Activité 3.3 Accélérer les investissements dans les grands projets nationaux et régionaux d'économie bleue régénératrice

Une fois que l'infrastructure et les protocoles nécessaires à la mise en place de mécanismes de financement spécifiques auront été établis, il conviendra d'encourager leur utilisation et leur déploiement pour faciliter l'économie durable des océans et l'économie bleue dans le cadre du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan. Des capitaux importants peuvent être mobilisés pour répondre aux besoins et aux projets de développement prioritaires en s'appuyant sur des mécanismes de financement innovants, ainsi que sur les ressources et les financements des secteurs public et privé, par exemple dans le cadre du programme d'investissement Afrique-Europe de Global Gateway et d'autres initiatives du Team Europe sur l'économie bleue. À l'heure actuelle, 32 projets phares du programme Global Gateway en Afrique contiennent des actions liées à l'économie bleue. La série actuelle de projets phares liés à l'économie bleue (59) et d'autres initiatives (83) se concentre principalement sur le développement des infrastructures, en particulier les infrastructures hydrauliques, les ports et les énergies renouvelables bleues. Il n'existe qu'une poignée de projets phares axés sur la protection et la restauration, les interventions bleues pour lutter contre le changement climatique, le développement des technologies bleues ou l'amélioration des connaissances et de la recherche dans le domaine de l'économie bleue, et aucun n'est axé sur le carbone bleu, le financement bleu ou la gouvernance des océans. Il est donc possible d'orienter le programme d'investissement

par le biais de la programmation de Global Gateway d'une manière qui intègre mieux l'approche régénératrice de l'économie bleue plutôt que la gestion et l'investissement traditionnels du secteur. En outre, l'investissement dans les infrastructures de l'économie bleue pourrait libérer le potentiel de la ZLECAf pour le commerce intra-africain et intercontinental à mesure que la demande mondiale pour les ressources africaines se poursuit. L'utilisation de mécanismes de financement durable peut attirer davantage les investissements des bailleurs de fonds pour les projets de développement, car ces mécanismes sont conçus pour limiter les coûts supplémentaires pour les investisseurs, réduire les risques d'investissement et renforcer la confiance des investisseurs dans la réussite des projets. Les mécanismes comprennent les investissements d'impact, les partenariats public-privé et la création de fonds d'investissement par le biais de mécanismes d'assurance, de la blockchain, des jetons bleus et de la Fintech, permettant ainsi au public de participer à des investissements individuels. L'utilisation de ces technologies permet de mobiliser des ressources financières pour des projets régionaux de grande envergure en facilitant l'investissement individuel des différents secteurs privés nationaux d'une région donnée. En outre, ces mécanismes financiers peuvent faciliter le transfert de technologie et d'expertise, encourager l'esprit d'entreprise et la création d'emplois, et permettre aux communautés locales de participer activement à l'économie bleue et d'en tirer profit.

| | | |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 3.3 | Accélérer les investissements dans les grands projets nationaux et régionaux d'économie bleue régénératrice | Priorité : élevée |
| Domaine d'intervention clé | Soutien financier et investissements | |
| Objectif(s) | 1. Faciliter l'investissement dans les grands projets nationaux et régionaux de développement fondés sur la régénération. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de faciliter l'investissement dans des projets de développement à grande échelle fondés sur la régénération, tant au niveau national que régional. Il s'agit notamment d'utiliser des combinaisons appropriées de mécanismes de financement et de gestion durables afin d'attirer les investissements des bailleurs de fonds et de tirer parti des ressources des secteurs public et privé.</p> <p>Il est recommandé d'utiliser des mécanismes qui tirent parti des ressources des secteurs public et privé, par exemple la mise en œuvre de jetons bleus et d'autres Fintech. Les jetons bleus utilisent la fintech et la technologie blockchain pour lever des fonds pour des projets d'investissement bleus au niveau individuel. L'utilisation de jetons bleus démocratise l'investissement et le rend facilement accessible au public. Le public qui participe a alors un réel intérêt dans la réussite du projet de développement et est incité à contribuer au développement de l'économie bleue. De nombreux autres mécanismes existent pour encourager la participation des secteurs public et privé, et ainsi tirer parti des compétences et des ressources qui peuvent être actuellement sous-utilisées dans ces secteurs.</p> <p>Ce domaine d'activité peut être mis en œuvre par le biais des actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer une politique fiscale spécifique pour les investissements dans le secteur de l'économie bleue régénératrice au niveau national. • Inciter à l'utilisation de mécanismes de financement durables par rapport aux mécanismes conventionnels. • Faciliter et encourager l'utilisation des jetons bleus aux niveaux national et régional. Il s'agit notamment de développer une plateforme d'échange de jetons bleus. • Faciliter le développement de rachats ou d'échanges de dettes afin de mobiliser des ressources pour des projets de développement (à petite et grande échelle). • Encourager l'utilisation de formes alternatives de compensation aux niveaux national et régional, telles que les crédits de nutriments (crédits de carbone, crédits d'azote, crédits de phosphore) au lieu de la monnaie fiduciaire, car ils incitent au développement et à l'entretien des environnements naturels qui les soutiennent. • Collaborer avec le secteur privé pour élaborer des polices d'assurance complètes pour les projets de régénération ou de développement, afin de renforcer la confiance des investisseurs et de réduire les risques. • Soutenir l'utilisation des PPP en tant qu'organes de gestion des programmes de développement. Les PPP optimisent la fourniture d'un service et peuvent susciter la confiance des investisseurs dans un projet donné. • Élaborer des programmes de sensibilisation et des campagnes d'information sur les options de financement et de gestion des projets de développement de l'économie bleue régénératrice. | |
| Institutions partenaires proposées | UE, UA, CER, FAO, Banque mondiale, banques et fonds de développement régionaux (par exemple : AFD, FAD, BEI, BOAD, GIZ, entre autres) | |
| Période de mise en œuvre | 2024 – 2030 | |

Activité 3.4 Faciliter la création et la mise en œuvre de banques régionales pour le développement international de l'économie bleue

Le développement de banques régionales pour faciliter le développement international de l'économie bleue, par exemple par le biais de projets régionaux, a été identifié comme un besoin de développement dans le cadre du partenariat Afrique-Europe pour l'océan. Des banques régionales peuvent être créées là où elles n'existent pas afin de mettre l'accent sur la dimension locale et régionale et d'acquérir une connaissance approfondie des défis et des opportunités spécifiques au développement de l'économie bleue au niveau régional, grâce à la connaissance du contexte local. Contrairement aux banques conventionnelles, qui privilégient souvent la maximisation des profits et s'adressent principalement aux industries établies et aux centres urbains, les banques régionales peuvent adopter une approche plus globale, en accordant la priorité aux besoins des communautés mal desservies, des petites et moyennes entreprises (PME) et des secteurs essentiels au développement durable. Le fait de tirer parti de l'expérience de l'UE et de mobiliser les banques régionales et de développer de l'UE peut encore renforcer ces efforts. Les

banques régionales sont mieux placées pour promouvoir l'inclusion financière, faciliter l'accès au crédit et au capital pour les groupes marginalisés, et encourager l'esprit d'entreprise et l'innovation au niveau local. En canalisant les investissements vers des projets qui répondent aux besoins de développement spécifiques d'une région donnée, elles peuvent contribuer de manière significative à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois, à l'éducation et, plus largement, au développement de l'économie bleue. Les banques régionales peuvent également servir de lieu de coopération et de collaboration dans le cadre du partenariat Afrique-Europe pour l'océan, en encourageant la solidarité et le soutien mutuel entre les États nationaux voisins et en facilitant ainsi l'amélioration de la gestion des ressources transfrontalières. En outre, un réseau transcontinental de banques régionales peut contribuer au partage des connaissances et de l'expertise concernant des défis contextuels spécifiques, ainsi qu'à la possibilité d'offrir un soutien institutionnel aux banques publiques et privées transcontinentales.

| | | |
|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Activité 3.4 | Faciliter la création et la mise en œuvre de banques régionales pour le développement international de l'économie bleue | Priorité : moyenne |
| Domaine d'intervention clé | Soutien financier et investissements | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Création d'institutions bancaires régionales de développement de l'économie bleue. 2. Faciliter l'intégration des banques régionales dans les systèmes nationaux. | |

| | |
|-------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>3. Intégrer les banques régionales dans les structures de développement régional existantes, en particulier (mais pas exclusivement) les CER.</p> |
| <p>Description des activités</p> | <p>L'objectif de cette activité est la création et l'opérationnalisation d'institutions bancaires régionales pour faciliter le développement contextuel de l'économie bleue dans les régions où elles sont situées. Il s'agit notamment d'offrir des services bancaires contextuels ou uniques pour le développement de l'économie bleue dans les régions concernées, tout en facilitant la coopération et la collaboration entre les pays voisins.</p> <p>Les banques régionales peuvent servir de plateforme aux investisseurs privés locaux pour accélérer le développement de l'économie bleue dans les pays voisins et fournir des biens et des services dans les domaines où ils font défaut. Les banques régionales elles-mêmes peuvent fournir des services bancaires accessibles et adaptés au contexte (tels que des financements mixtes) dans des régions où ils ne sont pas disponibles, mais elles doivent être reconnues par les gouvernements nationaux et intégrées dans leurs systèmes juridiques ou s'y conformer. En outre, il est possible d'intégrer les systèmes d'information et de coordination du financement bleu avec les banques régionales, afin de mieux optimiser l'utilisation des ressources.</p> <p>Les objectifs de cette activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les blocs régionaux que les banques régionales concernées peuvent desservir. L'alignement sur la délimitation des CER peut être un point de départ utile. • Élaborer des mandats contextuels pour chaque banque régionale afin de guider leurs opérations. Il s'agit notamment de s'assurer régulièrement que les banques régionales répondent aux besoins de leurs régions. • Les banques régionales peuvent faciliter davantage encore le développement de l'économie bleue en proposant des frais bancaires et des taux de conversion de devises inférieurs à ceux des systèmes conventionnels pour les transferts liés au développement de l'économie bleue, incitant ainsi à leur utilisation. • En offrant des services multidevises, les banques régionales peuvent faciliter le développement de l'économie bleue en éliminant les obstacles liés à l'utilisation de différentes monnaies nationales, accélérant ainsi les transactions commerciales et développant les économies nationales. • Banques régionales servant de pôles de connexion et de coordination pour les projets de développement. • Faciliter la reconnaissance des banques régionales au niveau national, ainsi que leur intégration dans les systèmes bancaires nationaux. Cela nécessiterait une cohérence avec les lois et réglementations nationales pour rendre leur utilisation opérationnelle. • Faciliter l'intégration dans les organisations de développement régional, en particulier les CER. • Identifier les synergies entre les banques régionales africaines et européennes pour la mise en œuvre des meilleures pratiques et des opportunités de collaboration, telles que la facilitation du financement de projets de développement à grande échelle, et le soutien aux banques publiques et privées. |
| <p>Institutions partenaires proposées</p> | <p>UE, UA, CER, FAO, Banque mondiale, FMI, banques et fonds de développement régionaux (par exemple : AFD, FAD, BEI, BOAD, GIZ, entre autres)</p> |
| <p>Période de mise en œuvre</p> | <p>2024 – 2030</p> |

Activité 3.5 Lancement de forums d'affaires annuels Afrique-Europe pour l'économie bleue

Le lancement d'expositions annuelles ouvertes à tous (public, institutions privées et instituts de recherche) sur les continents africain et européen a été identifié comme une opportunité clé pour présenter les développements réussis et les progrès obtenus en matière de gouvernance des océans et d'économie bleue. Ces événements visent à faciliter la coopération et les partenariats économiques entre les États africains et européens, et à inspirer le développement de futures initiatives de développement de l'économie bleue. Ces événements peuvent également servir de mécanisme permettant de ga-

rantir au public que les efforts de collaboration de leurs représentants se traduisent par un impact réel et un changement en matière de développement qui améliorent les moyens de subsistance locaux et les économies nationales. Ces événements peuvent également servir à faciliter l'acquisition de connaissances sur les océans en Afrique et en Europe et à renforcer la confiance entre les institutions privées afin d'attirer les financements des bailleurs de fonds afin de financer d'autres activités de développement de l'économie bleue.

| | | |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Activité 3.5 | Lancement de forums d'affaires annuels Afrique-Europe pour l'économie bleue | Priorité : faible |
| Domaine d'intervention clé | Soutien financier et investissements | |
| Objectif(s) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Institutionnaliser des expositions annuelles sur les progrès réalisés et sur les nouveaux développements de l'économie bleue aux niveaux national, régional et continental. 2. Faciliter les opportunités d'investissement pour les projets de développement de l'économie bleue. | |
| Description des activités | <p>L'objectif de cette activité est de lancer des événements annuels réguliers pour présenter les réussites du développement de l'économie bleue et les nouveaux développements en la matière de manière à inspirer le développement de nouvelles initiatives d'économie bleue et à faciliter les opportunités de collaboration et d'investissement des bailleurs de fonds.</p> <p>Il est recommandé d'institutionnaliser ces présentations annuelles sur la gouvernance des océans et l'économie bleue, afin de garantir que ces événements se déroulent comme prévu.</p> <p>Les objectifs de cette activité peuvent être atteints par les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le développement d'expositions annuelles aux niveaux national, régional et continental. Il s'agit notamment d'identifier les orateurs et les présentateurs, et de contribuer aux besoins logistiques. • Faciliter le développement d'une base de données en ligne où les présentations peuvent être stockées pour un accès ultérieur, de sorte que le public et les investisseurs potentiels puissent suivre les progrès réalisés. • Développer des protocoles contextuels pour faciliter l'intégration de nouveaux investisseurs afin de soutenir les projets de développement en cours. • Développer des plateformes en ligne pour partager le retour d'expérience et favoriser de nouveaux projets de collaboration. | |

| | |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Institutions partenaires proposées | UE, UA, CER, PNUD, PNUE, AFD, FAO, Banque mondiale, ORGP, programmes de développement régional, gouvernements nationaux, réseau des CdE, universités, entreprises du secteur privé |
| Période de mise en œuvre | 2024 – 2026 |

CONCLUSION

L'importance de l'océan est de plus en plus reconnue à l'échelle mondiale, l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE) soulignant la nécessité de progresser dans la mise en place d'une économie bleue et d'un océan durable sur les deux continents, respectivement. La gouvernance des océans est un aspect sous-exploité des relations Afrique-Europe et constitue donc une occasion manquée de faire progresser une économie durable et bleue bien conçue, dans le cadre du partenariat proposé entre l'Afrique et l'Europe.

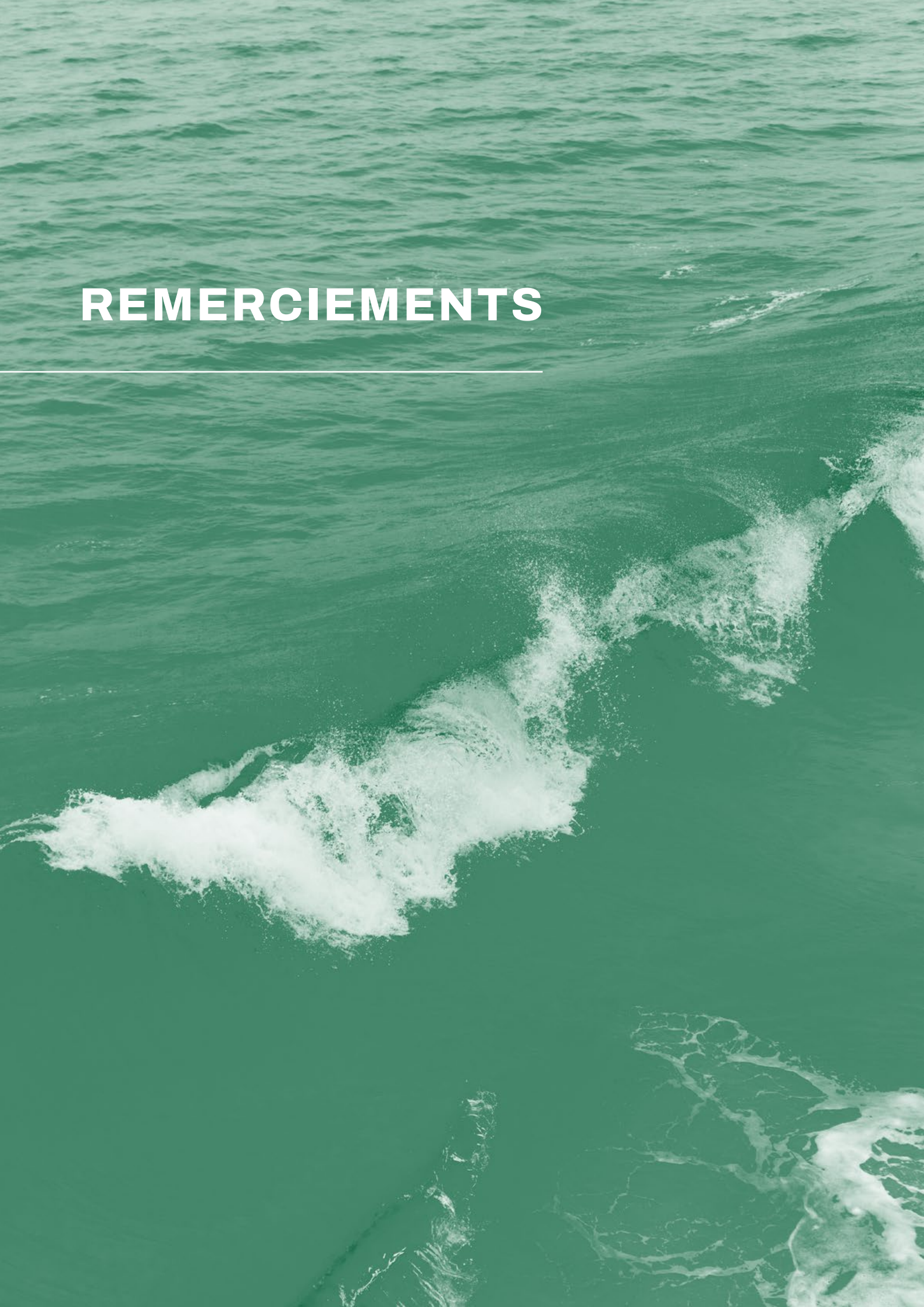
Le Partenariat Afrique-Europe sur la gouvernance des océans et l'économie bleue propose de faire progresser le développement d'une économie bleue régénératrice à l'échelle nationale, régionale et continentale et de mettre simultanément en œuvre des mécanismes efficaces de gouvernance des océans pour contribuer à cet objectif. La Feuille de route du Partenariat Afrique-Europe pour l'océan peut faciliter une coopération de plus en plus efficace entre l'Afrique et l'Europe sur les questions de gouvernance des océans et d'économie bleue, en renforçant les capacités des partenaires grâce à des échanges conjoints et à la compréhension des défis respectifs en matière de développement. La Feuille de route sert d'outil d'élargissement du partenariat Afrique-Europe à des acteurs nouveaux et divers (au-delà des Unions africaine et européenne) en approfondissant des domaines de coopération concrets, dans le but de débloquer des opportunités dormantes et d'intensifier les activités existantes, ainsi que d'ouvrir un espace pour une nouvelle réflexion politique et des actions conjointes durables à long terme. La Feuille de route témoigne de l'impact d'un premier projet de ce type, « la co-conception d'une plateforme multipartite Afrique-Europe dédiée à la Gouvernance des océans et à l'Économie bleue ». Elle sous-tend également la stratégie d'héritage, qui met en évidence un certain nombre

de propositions/activités visant à accroître considérablement la portée, la visibilité et l'impact politique de la coopération Europe-Afrique dans le domaine de l'océan.

La Feuille de route souligne qu'un partenariat stratégique en matière de gouvernance des océans peut renforcer les relations diplomatiques et géopolitiques entre l'Europe et l'Afrique, ainsi que le partenariat sur la scène internationale. En s'engageant dans des initiatives de coopération visant à relever des défis maritimes communs, les deux régions peuvent renforcer la confiance et la bonne volonté, ouvrant ainsi la voie à une coopération renforcée dans d'autres domaines d'intérêt mutuel. Cette collaboration peut également contribuer à la stabilité et à la sécurité régionales en favorisant une coexistence maritime pacifique et en prévenant les conflits liés aux ressources océaniques, par le biais de négociations diplomatiques et en tirant parti des possibilités de codéveloppement.

La pleine opérationnalisation du Partenariat Afrique-Europe sur la gouvernance des océans et l'économie bleue est une occasion unique de donner une impulsion politique et d'assurer la cohérence avant des événements politiques internationaux clés qui peuvent avoir un impact à l'échelle mondiale, mais qui exigent que les pays, programmes et institutions partenaires s'engagent, collaborent et contribuent à la vision commune d'une gouvernance durable des océans et au développement d'une économie bleue régénératrice. Le Partenariat Afrique-Europe pour l'océan est une opportunité de collaboration transformatrice et d'action collective en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et d'apporter des réponses aux crises océaniques majeures que sont la perte de biodiversité, la pollution, le changement climatique et l'épuisement des ressources.

REMERCIEMENTS



Ce rapport est le résultat d'un processus dynamique mené sur une période de deux ans, de novembre 2022 à octobre 2024, sous la direction stratégique de la Fondation Afrique-Europe. Nous remercions tout particulièrement les membres suivants du Groupe stratégique Afrique-Europe sur la gouvernance des océans, les institutions partenaires et les personnes concernées pour leur soutien, leurs idées, leurs données et leurs analyses :

Nancy Karigithu, coprésidente du groupe stratégique Afrique-Europe sur la gouvernance des océans, ambassadrice et envoyée spéciale du Kenya pour l'économie maritime et bleue et ancienne secrétaire principale au transport maritime et aux affaires maritimes du gouvernement du Kenya | **Pascal Lamy**, coprésident du groupe stratégique Afrique-Europe sur la Gouvernance des océans, vice-président du Forum de Paris pour la paix, président de la mission « Océan et eaux » de l'UE | **Valérie Kodjo-Diop**, directrice de l'innovation et du développement durable à la Banque ouest-africaine de développement | **Adjany Costa**, conseillère du Président de l'Angola, Gouvernement de l'Angola | **Faraj Abdelmalek**, directeur général de l'Institut national de la recherche halieutique (INRH) | **Edward Kimakwa**, conseiller maritime principal et coordinateur de Our Blue Future, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) | **Piera Tortora**, ancienne responsable de l'initiative « Océan durable pour tous » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et cheffe du secrétariat du Pacte de Paris pour les peuples et la planète (4P) | **Anthi Pournara**, ingénieure en environnement et durabilité, chercheuse et consultante en économie bleue durable, Ministère hellénique des investissements pour le développement | **Daniel Segura**, directeur des opérations, ProAzul – Fonds de développement de l'économie bleue | **Amel Hamza-Chaffai**, vice-présidente de l'équipe spéciale COI-UNESCO de la Décennie des océans pour les États africains et les États insulaires adjacents. Membre de l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts. Professeure et experte en écotoxicologie marine, École nationale d'ingénieurs de Sfax | **Arthur Tuda**, directeur exécutif, Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental – WIOMSA | **David Obura**, directeur fondateur, Recherche et développement sur les océans côtiers – Océan Indien (CORDIO) Afrique de l'Est | **Gaoussou Gueye**, président de l'Association pour la promotion et l'autonomisation de la pêche maritime (APRAPAM) | **Noble Kwame Asare**, maître de conférences à l'université de Cape Coast, responsable d'un centre d'excellence de l'UA dans le domaine des pêches marines et de la gestion côtière au département des pêches et des sciences aquatiques | **Vatosoa Rakotondrazafy**, ambassadrice de la pêche artisanale à Madagascar et responsable régional de la gouvernance côtière et océanique à l'UICN pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe | **Alex Benkenstein**, chef du programme de gouvernance des ressources africaines, Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA) | **Sylwia Lyskawka**, membre du Conseil national de développement, Chancellerie du Président de la République de Pologne, et ancienne présidente du Conseil polonais de la jeunesse pour le climat | **Guillermo Ortuño Crespo**, co-responsable du groupe de spécialistes de la haute mer de la CMAP de l'UICN, consultant en recherche et directeur de Keystone Ocean S.L | **Geneviève Pons**, directrice générale et vice-présidente, Europe Jacques Delors | **Editrudith Lukanga**, secrétaire générale, Réseau des femmes africaines transformatrices et commerçantes de poisson (AWFISHNET) | Josheena Naggea, André Hoffmann, chargé de recherche au Stanford Center for Ocean Solutions et au Forum économique mondial | **Steffen Knodt**, fondateur et associé-gérant de Deepblue Earth, président du conseil d'administration du comité allemand de l'ONU pour la décennie de l'océan (ODK) | **Alexis Grosskopf**, fondateur et directeur général d'OceanHub Africa | **Torsten Thiele**, fondateur et directeur général du Global Ocean Trust | **Alessandra Sensi**, cheffe de secteur, Division de l'eau, de l'environnement et de l'économie bleue de l'Union pour la Méditerranée (UpM) | **Bernice McClean**, unité Économie bleue à l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) | **Catherine Chabaud**, ancienne membre du Parlement européen | **Nassim Oulmane**, directeur par intérim de la division « Technologie, changement climatique et gestion des ressources naturelles » à la Commission économique des Nations Unies (CEA) | **Pierre Failler**, directeur du Centre pour la gouvernance bleue et de la Chaire UNESCO sur la gouvernance des océans, Université de Portsmouth | **Antaya March**, responsable de la recherche, Global Plastics Policy Centre, Revolution Plastics Institute, Université de Portsmouth | **Harsen Nyambe Nyambe**, directeur de l'environnement durable et de l'économie bleue, Commission de l'Union africaine | **Geroges Mba-Asseko**, chef de la Division de l'économie bleue, Commission de l'Union africaine | **Linda Etta**, conseillère principale en économie bleue, Commission de l'Union africaine | **Charlina Vitcheva**, directrice générale des affaires maritimes et de la pêche, Commission européenne | **Sadauskas Kestudis**, directeur général adjoint aux affaires maritimes et à la pêche, Commission européenne | **Raphaël Goulet**, chef d'unité pour la gouvernance des océans, le droit de la mer et l'Arctique, Commission européenne | **Bénédicte Caremier**, experte principale en gouvernance des océans, Commission européenne | **Paul Walton**, directeur exécutif, Fondation Afrique-Europe Thomas Sberna, Senior Fellow pour l'océan, Fondation Afrique-Europe | **Simone Phore**, directrice de programme pour le climat et le développement, Fondation Afrique-Europe | **Raphaël Danglade**, responsable de portefeuille pour le climat et le développement, Fondation Afrique-Europe

Remarques :

Ce rapport est le résultat du travail entrepris par le groupe stratégique Afrique-Europe sur la gouvernance des océans, une initiative menée par la direction générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine. La reproduction totale ou partielle du rapport est autorisée, à condition que la Fondation Afrique-Europe (AEF) soit citée comme source.

Pour plus d'informations, veuillez contacter **Raphaël Danglade**, Gestionnaire de portefeuille principal pour le climat et le développement, Fondation Afrique-Europe (raphael.danglade@africaeuropfoundation.org).

Publié par la Fondation Afrique-Europe en octobre 2024.

The background of the page is a solid teal color with a subtle, repeating pattern of water ripples. The ripples are more pronounced in the upper and lower portions of the page, creating a sense of movement and depth. The text is centered in the upper half of the page.

PLAN D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------------|
| Facteurs de facilitation d'un partenariat Afrique-Europe pour l'océan efficace | Coproduire et institutionnaliser un protocole d'accord et de coopération pour le partenariat Afrique-Europe | <ul style="list-style-type: none"> Protocole d'accord et de coopération pour le partenariat Afrique-Europe sur la Gouvernance des Océans et l'Économie Bleue | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Ratification du protocole d'accord ou de l'accord par les États membres. | UA, UE et États membres associés | 50 000 |
| | Instituer un pôle Afrique-Europe de la résilience bleue, de la régénération et de la restauration (B3R-Hub) | <ul style="list-style-type: none"> Création du B3R-Hub. Développement de la Constitution du B3R-Hub. | 2024 – 2025 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Présence en ligne du B3R-Hub Constitution du B3R-Hub. | UA, UE, CER | 250 000 |
| | Mettre en place un groupe consultatif d'experts sur les questions relatives à la gouvernance des océans et au développement de l'économie bleue | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un groupe consultatif primaire Afrique-Europe pour le B3R-Hub et le partenariat Afrique-Europe pour l'océan | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Intégration d'un groupe consultatif d'experts dans le B3R-Hub. Protocole d'accord pour guider les actions et détailler l'objectif du groupe d'experts dans le cadre du partenariat Afrique-Europe. | UA, UE, AEF, B3R-Hub | 100 000 |
| | Développer de bonnes relations de travail entre la Division de l'économie bleue de l'UA et la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche de l'UE (DG MARE). | <ul style="list-style-type: none"> Coopération et collaboration renforcées entre la Division de l'économie bleue de l'UA et la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche de l'UE (DG MARE). | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Réunions régulières (virtuelles/en présentiel ; stratégiques et sur le terrain) et implication de la CE-DG-MARE et de l'UA-ARBE sur les développements de l'économie bleue dans le cadre du partenariat institutionnel Afrique-Europe. Désignation des personnes de contact principales au sein de l'UA-ARBE et de la CE-DG-MARE pour faciliter le dialogue et coordonner les efforts de collaboration. | UA, UE, UA-ARBE | 100 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | Établir une coalition solide de parties prenantes avec les communautés économiques régionales (CER) de l'UA, les États membres de l'Union européenne et la Commission européenne | <ul style="list-style-type: none"> Protocole d'accord et de coopération pour l'intégration des CER dans le cadre du partenariat Afrique-Europe, en collaboration avec les États membres de l'UE et la Commission européenne | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Ratification du protocole d'accord ou de l'accord par les CER, les États membres de l'UE et la CE | UA, UE, CER | 50 000 |
| | Donner la priorité aux activités de développement transversales plutôt qu'aux activités sectorielles ou cloisonnées | <ul style="list-style-type: none"> Identification et mise en œuvre d'activités ou de projets de développement transversaux spécifiques qui englobent plusieurs secteurs de l'économie bleue. | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Liste des activités de développement transversales prioritaires. | UA, UE, CER, B3R-Hub | 50 000 |
| | Promouvoir un programme de recherche commun Afrique-Europe pour l'océan | <ul style="list-style-type: none"> Élaborer un programme de recherche commun afin de donner la priorité à la recherche sur des sujets spécifiques liés au développement de l'économie bleue et à la gouvernance des océans. | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Liste des thèmes et concepts de recherche prioritaires dans les domaines de la gouvernance des océans et de l'économie bleue. | UA, UE, centres d'excellence, universités, villes, échanges de capacités | 25 000 |
| | Promouvoir un programme commun Afrique-Europe d'éducation à l'océan | <ul style="list-style-type: none"> Élaborer et mettre en œuvre des programmes conjoints d'information et d'éducation sur l'océan sur les deux continents afin d'améliorer les connaissances du public en matière d'océan. | 2024 – 2030 | <ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre de programmes d'information et d'éducation sur les océans en Afrique et en Europe. | UA, UE, Centres d'excellence, universités, ONG | 300 000 |
| | Élaborer un plan commun pour relever les défis en matière de sécurité, de sûreté maritime et de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) en Afrique. | <ul style="list-style-type: none"> Élaborer un plan commun pour relever les défis de la sécurité maritime et de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) en Afrique. | 2024 – 2026 | <ul style="list-style-type: none"> Définition de l'approche et du plan en matière de sécurité maritime et de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans le cadre du partenariat Afrique-Europe. | UA, UE, ORGP, ONG, centres d'excellence | 150 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | Développer et institutionnaliser des ateliers conjoints avec d'autres agences et programmes afin de faciliter des collaborations de travail solides et d'accroître la portée. | <ul style="list-style-type: none"> Développer et institutionnaliser des ateliers conjoints avec d'autres agences et programmes afin de faciliter des collaborations de travail solides et d'accroître la portée. | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Ateliers et sommets annuels ou bisannuels réguliers pour partager les connaissances et les expériences. Institutionnaliser le sommet ministériel semestriel Afrique-Europe sur la gouvernance des océans et l'économie bleue Échanges réguliers de personnel entre les agences et les programmes. Programmes conjoints impliquant plusieurs agences et organisations. | UA, UE, B3R-Hub, CER, ONG, organisations et banques de développement nationales et régionales, universités, centres d'excellence | 100 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 1. Gouvernance de l'océan | 1.1 Soutenir la coordination inter-agences Afrique-Europe en développant des programmes de grande envergure, à long terme et à fort impact | 1.1.1 Coordination des efforts de collaboration entre plusieurs agences de développement pour la réalisation de projets et de programmes à grande échelle et à long terme | 2024 – 2030 | <ul style="list-style-type: none"> Des protocoles d'accord ou des accords multilatéraux similaires entre les partenaires du développement. Points de contact connus pour des projets spécifiques dans chaque organisation de développement. Des protocoles de communication dédiés et une plateforme de communication spécifique aux projets. Suivi régulier et dépenses pour mieux suivre l'avancement des projets et éviter la duplication des efforts de recherche Base de données ou plateforme de travail sur les projets régulièrement mise à jour | UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, CEA, UNESCO, PNUD, PNUE, AFD, FAD, BAD, FAO, GIZ, Banque mondiale | 700 000 |
| | | 1.1.2 Développer un système de mise en œuvre des protocoles de communication pour les projets individuels | 2024 – 2025 | | | |
| | | 1.1.3 Mettre en place un système transparent de comptabilisation des dépenses liées aux ressources communes | 2024 – 2025 | | | |
| | | 1.1.4 Développer une base de données transparente pour les projets multi-agences | 2024 – 2025 | | | |
| | 1.2 Partager les meilleures pratiques en matière de négociation et de mise en œuvre effective des traités et conventions internationaux et des objectifs de développement durable. | 1.2.1 Développer une plateforme pour publier et partager les meilleures pratiques de mise en œuvre des différents traités et objectifs internationaux. | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Plateforme de partage des connaissances de travail et de communication Différents ensembles de protocoles de mise en œuvre (ou de pratiques recommandées) ont été élaborés pour différents contextes. Un réseau actif de chercheurs et de professionnels expérimentés a été mis en place Liste des sites de mise en œuvre potentiels en tant que sites d'enquête primaire pour l'application de différents traités internationaux Rapports réguliers sur les progrès et l'impact des changements mis en œuvre Politique nationale, régionale et continentale harmonisée pour l'échange de connaissances au niveau international | UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, CEA, PNUD, PNUE, AFD, GIZ, Banque mondiale, autres programmes de développement régional, gouvernements nationaux et programmes de développement | 250 000 |
| | | 1.2.2 Élaborer des ensembles de protocoles de mise en œuvre pour des contextes de développement similaires dans toute l'Afrique. | 2024 – 2026 | | | |
| | | 1.2.3 Établir un réseau de professionnels expérimentés pour guider la mise en œuvre précise des meilleures pratiques dans les contextes africains uniques. | 2024 – 2025 | | | |
| | | 1.2.4 Identifier des sites de mise en œuvre de différentes résolutions afin de tester de nouvelles approches de mise en œuvre et d'évaluer l'impact des changements mis en œuvre dans le cadre de différents traités et objectifs internationaux. | 2024 – 2030 | | | |
| | | 1.2.5 Soutenir l'établissement de rapports et la surveillance des changements mis en œuvre afin de suivre les progrès, de sorte que ceux-ci puissent être partagés et que les pratiques de travail puissent être identifiées. | 2024 – 2030 | | | |
| | | 1.2.6 Institutionnaliser et intégrer le partage des connaissances dans les politiques nationales et régionales. | 2024 – 2025 | | | |
| | | 1.2.7 L'Afrique et l'Europe pourraient travailler ensemble à l'identification et à l'élaboration d'une proposition commune pour la création d'aires marines protégées (AMP) afin de préserver la biodiversité, y compris le partage d'expériences et de bonnes pratiques. | 2024 – 2026 | | | |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | | <p>1.2.8 Des campagnes de communication collaboratives pourraient sensibiliser le public à l'importance de la biodiversité marine et du traité BBNJ, tout en rehaussant l'importance du traité sur le plan politique (entre autres).</p> <p>1.2.9 Identifier un nombre limité d'actions conjointes entre l'Afrique et l'Europe pour la ratification et la mise en œuvre du Traité mondial sur les plastiques, telles qu'un plaidoyer conjoint pour l'adoption du traité dans les forums internationaux, en soulignant le principe de responsabilité partagée dans la lutte contre la pollution plastique.</p> <p>1.2.10 L'organisation de campagnes de sensibilisation conjointes par la mobilisation d'initiatives phares existantes au niveau local pourrait démontrer le potentiel de la collaboration intercontinentale en vue de ratifier le Traité mondial sur les plastiques. Il est également nécessaire de mieux comprendre l'utilisation historique du plastique dans les zones côtières africaines et son lien avec la pollution des sols.</p> <p>1.2.11 Des dialogues diplomatiques réguliers entre les pays européens et africains pourraient contribuer à aligner les positions sur le traité mondial sur les plastiques et mettre ainsi en évidence les possibilités de coopération, notamment en alignant les politiques et réglementations nationales sur les objectifs et les principes du Traité mondial sur les plastiques, ce qui permettrait de créer une approche plus cohérente et plus efficace.</p> | <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2026</p> | | | |
| | 1.3 Échanger des approches efficaces pour la mise en œuvre des Stratégies nationales en matière d'économie bleue. | <p>1.3.1 Développer des plateformes pour publier et partager les meilleures pratiques de mise en œuvre des différentes stratégies nationales pour l'économie bleue, dans les secteurs public et privé.</p> <p>1.3.2 Faciliter la participation du secteur privé afin que les connaissances sur les meilleures pratiques puissent être diffusées auprès des acteurs privés et que la transition vers l'économie bleue soit encouragée.</p> | <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2030</p> | <ul style="list-style-type: none"> Plateformes de partage des connaissances de travail et de communication sur l'économie bleue Différents ensembles de protocoles de mise en œuvre de l'économie bleue (ou de pratiques recommandées) ont été élaborés pour différents contextes. Un réseau actif de chercheurs et de professionnels expérimentés dans le domaine de l'économie bleue a été mis en place | <p>UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, CEA, PNUD, PNUE, UA, AFD, GIZ, Banque mondiale, autres programmes de développement régional, gouvernements nationaux et programmes de développement</p> | 350 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | | <p>1.3.3 Élaborer des protocoles de mise en œuvre pour des contextes de développement similaires dans toute l'Afrique, auxquels il est possible de faire appel sans consultation externe.</p> <p>1.3.4 Établir un réseau de professionnels expérimentés pour guider la mise en œuvre précise des meilleures pratiques dans les contextes africains uniques.</p> <p>1.3.5 Soutenir l'établissement de rapports et la surveillance des changements mis en œuvre afin de suivre les progrès, de sorte que ceux-ci puissent être partagés et que les pratiques de travail puissent être identifiées.</p> <p>1.3.6 Institutionnaliser et intégrer le partage des connaissances dans les politiques nationales et régionales.</p> <p>1.3.7 Harmoniser les stratégies nationales actuelles et en cours d'élaboration en matière d'économie bleue avec les stratégies à plus grande échelle, telles que les stratégies régionales et continentales, en particulier la Stratégie de l'UA en matière d'économie bleue. Il s'agit notamment d'harmoniser les politiques nationales avec les objectifs de développement régionaux et continentaux.</p> | <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2025</p> | <ul style="list-style-type: none"> Initiatives d'économie bleue menées par le secteur privé dans leur zone locale Liste des sites de mise en œuvre potentiels en tant que sites d'enquête primaire pour l'application de différents traités internationaux Rapports réguliers sur les progrès et l'impact des changements mis en œuvre Politiques nationales, régionales et continentales harmonisées en matière d'économie bleue | | |
| | 1.4 Promouvoir la transparence de la pêche et le partage équitable des bénéfices. | <p>1.4.1 Intégration du cadre de l'initiative pour la transparence dans la pêche (FITI) dans les systèmes conventionnels de gestion et de données sur la pêche.</p> <p>1.4.2 Le développement de plateformes d'enregistrement et de stockage des données de pêche facilement accessibles et sécurisées pour les ressources halieutiques transfrontalières individuelles.</p> <p>1.4.3 Intégration de la participation et de l'engagement des communautés dans la gestion des stocks de pêche afin d'améliorer la transparence.</p> <p>1.4.4 Révision régulière des approches de gestion actuelles au fur et à mesure que de nouvelles données sont disponibles, afin de garantir l'utilisation de stratégies de gestion appropriées et optimales pour la santé à long terme de la pêcherie concernée.</p> | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Intégration du cadre de l'Initiative pour la transparence dans le secteur de la pêche (FITI). Développement de plateformes de stockage de données dédiées à la pêche Développement de protocoles sécurisés d'enregistrement des données de pêche Développement de programmes communautaires de cogestion de la pêche. Institutionnalisation d'un examen régulier des stratégies, approches et procédures de gestion de la pêche au niveau national (au moins deux fois par an). Augmentation du nombre de certifications internationalement reconnues en matière de durabilité des produits de la pêche et des stocks. | UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, CEA, PNUD, PNUE, AFD, GIZ, FAD, FAO, Banque mondiale, ORGP, programmes de développement régional, gouvernements nationaux et programmes de développement, communautés locales (au niveau infranational) | 350 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | | <p>1.4.5 Soutenir l'incitation à la certification des stocks de pêche et des produits de la pêche à l'aide de certifications de durabilité reconnues à l'échelle internationale.</p> <p>1.4.6 Réévaluer les APPD et les autres accords de pêche internationaux afin d'y intégrer la transparence et le partage équitable des bénéfices.</p> <p>1.4.7 Élaborer des programmes de sensibilisation et de formation sur l'importance et les avantages de la traçabilité, de la certification et de la transparence, ainsi que sur la nécessité de collecter des données sur la pêche.</p> <p>1.4.8 Intégrer la transparence, la traçabilité, la certification et la nécessité de collecter des données dans les politiques nationales et régionales de gestion de la pêche.</p> | | <ul style="list-style-type: none"> • Institutionnalisation d'un examen régulier des APPD et d'autres accords de pêche. • Augmentation du nombre de programmes de sensibilisation et de formation accessibles au public sur l'importance de la transparence, de la traçabilité et de la certification dans le secteur de la pêche. • Harmonisation des politiques nationales et régionales de la pêche. | <p>UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, CEA, PNUD, PNUE, AFD, GIZ, FAD, FAO, Banque mondiale, ORGP, programmes de développement régional, gouvernements nationaux et programmes de développement, communautés locales (au niveau infranational)</p> | 350 000 |
| | 1.5 Faciliter le dialogue sur les questions d'accès à la mer et d'ouverture des États enclavés. | <p>1.5.1 Développer des plateformes nationales dédiées au débat public qui peuvent être utilisées pour identifier les principales préoccupations.</p> <p>1.5.2 Élaborer des protocoles permettant de soumettre les principales préoccupations identifiées aux gouvernements nationaux ou aux représentants internationaux afin qu'ils les présentent aux partenaires régionaux de manière à ce qu'ils élaborent des solutions en collaboration.</p> <p>1.5.3 Développer une base de données régionale qui recense les domaines de développement prioritaires identifiés concernant l'accès aux ressources aquatiques au niveau national. Cette base de données devrait être libre d'accès et pourrait être utilisée par les secteurs public et privé pour élaborer des solutions transnationales d'accès aux ressources océaniques.</p> <p>1.5.4 Institutionnaliser une discussion et un dialogue réguliers aux niveaux régional et continental.</p> <p>1.5.5 Soutenir la surveillance des ressources océaniques, afin de permettre l'identification de leur destination.</p> | <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2030</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Ateliers nationaux réguliers ou planifiés, réunions vidéo et dialogues écrits (y compris les plateformes électroniques). • Des protocoles ont été élaborés pour communiquer les préoccupations du niveau national aux plateformes régionales et continentales. • Des bases de données régionales performantes et libres d'accès permettant d'enregistrer, de consulter et d'évaluer les préoccupations relatives à l'accès aux ressources aquatiques. • Planification de discussions régulières, telles que des conférences ou des sommets internationaux, sur l'accès aux ressources en eau douce et en eau de mer. • Développement et utilisation de programmes de surveillance (ou d'algorithmes intégrés dans les programmes de surveillance existants) pour le suivi des ressources aquatiques. | <p>UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, CEA, PNUD, CdE africains, ONG, AFD, FAD, GIZ, Banque mondiale, universités, gouvernements nationaux et autres programmes de développement internationaux</p> | 150 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | 1.6 Promouvoir l'égalité des sexes et la participation des femmes dans le secteur maritime. | <p>1.6.1 Soutenir le développement de programmes de soutien et de protection pour les femmes et les jeunes travailleurs et entrepreneurs dans différents secteurs de l'économie bleue (à tous les niveaux).</p> <p>1.6.2 Soutenir le développement de programmes d'égalité de rémunération dans tous les secteurs de l'économie bleue (aux niveaux national, régional et continental).</p> <p>1.6.3 Intégrer la dimension de genre dans les programmes de suivi de l'économie bleue de manière à ce que les progrès des femmes puissent être suivis au fur et à mesure que l'économie bleue se développe. Il s'agit notamment de combler les lacunes en matière de données sexospécifiques dans des secteurs spécifiques de l'économie bleue.</p> <p>1.6.4 Développer des plateformes et des programmes de sensibilisation visant à reconnaître les contributions des femmes dans les domaines de la science, de la technologie et dans d'autres secteurs de l'économie bleue.</p> <p>1.6.5 Intégrer l'égalité des sexes et l'égalité des chances dans les stratégies nationales d'économie bleue et les initiatives de mise en œuvre. Il s'agit notamment d'élaborer des programmes de soutien technique et financier pour les groupes précédemment marginalisés dans le secteur maritime, tels que les femmes dirigeantes d'entreprise.</p> <p>1.6.7 Intégrer l'égalité des sexes et l'égalité des chances dans les politiques nationales, régionales et continentales en matière d'économie bleue.</p> | <p>2024 – 2027</p> <p>2024 – 2027</p> <p>2024 – 2027</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2028</p> <p>2024 – 2028</p> | <ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre de programmes de soutien aux femmes dans différents secteurs de l'économie bleue. Augmentation du nombre de programmes d'égalité de rémunération dans l'ensemble de l'économie bleue. Programmes de surveillance de l'économie bleue avec une référence explicite aux données sexospécifiques dans les secteurs de l'économie bleue. Augmentation du nombre d'expositions et de plateformes visant à reconnaître les contributions des femmes au développement des sciences et technologies de l'économie bleue. Stratégies et programmes d'économie bleue avec une référence explicite et des approches de développement pour l'égalité des sexes dans les différents secteurs de l'économie bleue. Politiques d'économie bleue faisant explicitement référence à l'égalité des sexes (aux niveaux national, régional et continental). | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUD, PNUE, UNESCO, AFD, FAD, GIZ, FAO, Banque mondiale, programmes de développement régionaux, gouvernements nationaux et programmes de développement | 150 000 |
| | 1.7 Améliorer les conditions de travail et la protection sociale des marins et des dockers. | <p>1.7.1 Adoption des principales conventions de l'OIT/OMI en matière de travail et de protection sociale.</p> <p>1.7.2 Intégration des conventions de l'OIT/OMI en matière de travail et de protection sociale dans les stratégies nationales d'économie bleue. Intégration des conventions de l'OIT/OMI dans les politiques aux niveaux national, régional et continental.</p> | <p>2024 – 2027</p> <p>2024 – 2027</p> | <ul style="list-style-type: none"> Ratification des conventions de l'OIT et de l'OMI en matière de travail et de protection sociale. Référence spécifique aux conventions de l'OIT et de l'OMI en matière de travail (ou à leurs éléments ultérieurs) intégrées dans les stratégies et politiques relatives à l'économie bleue aux niveaux national, régional et continental. | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, UNESCO, PNUD, PNUE, FAO, AFD, FAD, GIZ, Banque mondiale, OIT, OMI, gouvernements nationaux, systèmes judiciaires, et programmes de développement (aux niveaux national et régional) | 250 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------------|
| | | <p>1.7.3 Soutenir le développement de mécanismes d'avantages sociaux dans les secteurs de l'économie bleue. Il s'agit notamment des prestations de soins de santé, des programmes d'éducation pour les enfants des employés, d'assurances, et de la mise en place de programmes de retraite.</p> <p>1.7.4 Soutenir le développement de programmes de sensibilisation aux droits de l'homme et aux droits du travail afin d'informer la main-d'œuvre actuelle et future de l'économie bleue.</p> <p>1.7.5 Développer des plateformes anonymes et facilement accessibles pour signaler les violations des droits de l'homme et du travail.</p> <p>1.7.6 Faciliter l'application du droit du travail dans tous les secteurs de l'économie bleue. Il s'agit notamment de donner au personnel les moyens de signaler les violations de manière anonyme (y compris une formation sur la manière de le faire, les plateformes à utiliser, etc.)</p> <p>1.7.7 Soutenir le développement de programmes de formation et de soutien pour les industries de l'économie bleue. Il s'agit notamment de développer la connaissance des océans chez les employés de l'économie bleue, en plus de la formation aux compétences et de la formation professionnelle.</p> | <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2027</p> <p>2024 – 2025</p> | <ul style="list-style-type: none"> Présence de prestations de soins de santé, de programmes d'éducation pour les enfants des employés, d'assurances, et mise en place de programmes de retraite dans tous les secteurs de l'économie bleue nationale. Mise en place de programmes ou de campagnes de sensibilisation réguliers sur les droits des travailleurs dans l'économie bleue. Des plateformes reconnues sont disponibles pour signaler les violations du droit du travail de manière anonyme. Augmentation potentielle du nombre de condamnations pour violation du droit du travail Des programmes réguliers de formation et de soutien en matière de compétences, de formation professionnelle et de connaissance des océans ont été mis en place (idéalement, au niveau national). | | |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 2. Partage des capacités | 2.1 Faciliter l'échange d'expériences sur l'élaboration des politiques en matière d'économie bleue et sur les nouvelles politiques de l'océan. | 2.1.1 Le développement d'une plateforme en ligne dédiée au partage d'expériences et de défis politiques par les États nationaux africains et européens. | 2024 – 2025 | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une plateforme en ligne de partage des connaissances accessible et transparente. Protocoles de protection contre la divulgation d'informations gouvernementales et souveraines sensibles. Réseau(x) de spécialistes et d'experts en matière d'élaboration des politiques. Cadre de suivi actif pour mesurer les progrès réalisés dans l'élaboration des politiques. Harmonisation des politiques nationales et régionales. Intégration du partage des connaissances dans les politiques nationales et régionales. | UE, UA, CER, UA-BIRA, AUDA-NEPAD, PNUE, PNUD, UNESCO, FAO, Banque mondiale, gouvernements et législateurs nationaux | 350 000 |
| | | 2.1.2 Élaborer des protocoles de conduite et des garanties pour l'utilisation de la plateforme en ligne, de manière à ce que les informations souveraines sensibles ne soient pas diffusées si cela n'est pas prévu. | 2024 – 2025 | | | |
| 2.1.3 Mettre en place un réseau de spécialistes de l'élaboration des politiques pour aider à concevoir des solutions politiques efficaces par le biais de la plateforme en ligne. | 2024 – 2025 | | | | | |
| 2.1.4 Soutenir l'établissement de rapports et le suivi des changements mis en œuvre afin de suivre les progrès accomplis, de manière à ce qu'ils puissent être partagés et à ce que les pratiques de travail puissent être identifiées. | 2024 – 2028 | | | | | |
| 2.1.5 Institutionnaliser et intégrer le partage des connaissances dans les politiques nationales et régionales. | 2024 – 2026 | | | | | |
| 2.1.6 Soutenir l'harmonisation des politiques nationales et régionales afin de faciliter les objectifs communs de développement par le biais de la plateforme en ligne. | 2024 – 2028 | | | | | |
| | 2.2 Promouvoir le suivi et la comptabilité de l'économie bleue, ainsi que la planification de l'espace maritime. | 2.2.1 L'application d'initiatives nationales et régionales de comptabilité bleue (telles que l'application de la boîte à outils d'évaluation de l'économie bleue déjà testée par la CEA, qui a déjà été expérimentée aux Seychelles, au Rwanda, à Djibouti et en Tanzanie). | 2024 – 2028 | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'installations et d'institutions de comptabilité et de surveillance de l'économie bleue. Des cadres de suivi et de comptabilité nationaux et régionaux cohérents pour l'économie bleue (en ce sens que la définition des différents secteurs de l'économie bleue devrait être la même et devrait être mesurée de la même manière). Rapports nationaux réguliers sur l'état de l'économie bleue. Plateforme(s) dédiée(s) au suivi et à la comptabilité de l'économie bleue. Des dialogues réguliers de haut niveau portent sur la PEM et la création d'AMP et d'AMGL dans le cadre du programme 30x30. Un groupe de travail commun dédié à la réalisation du programme 30x30 en Afrique et en Europe | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, UA-BIRA, PNUD, PNUE, UNESCO, AFD, FAD, FAO, Banque mondiale, ORGP, programmes de développement régional, gouvernements nationaux | 1 400 000 |
| 2.2.2 Élaborer des cadres nationaux et régionaux cohérents de suivi et de comptabilité pour l'économie bleue. | 2024 – 2026 | | | | | |
| 2.2.3 Mise en œuvre et institutionnalisation d'un calendrier de rapports réguliers aux gouvernements nationaux ou aux autorités de planification (par exemple : un minimum de deux rapports par an). | 2024 – 2026 | | | | | |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | | <p>2.2.4 Développer un réseau international d'institutions de comptabilité bleue afin de partager et de diffuser les meilleures pratiques et les nouveaux développements. Le développement d'institutions ou de plateformes continentales d'information sur la comptabilité bleue est également recommandé.</p> <p>2.2.5 Établir des dialogues réguliers de haut niveau, qui fournissent une plateforme permettant aux décideurs et aux praticiens de la conservation d'Afrique et d'Europe de se rencontrer, de reconfirmer les engagements, et de faire avancer les actions conjointes en faveur de la réalisation de l'objectif 30x30 par l'intensification des AMP et le soutien aux AMGL</p> <p>2.2.6 Aider les gouvernements à faible capacité à réaliser l'objectif 30x30 en proposant des activités de renforcement des capacités pour l'identification, le développement et la mise en œuvre des AMP, ainsi que pour le partage d'informations sur les meilleures pratiques et la résolution des problèmes.</p> <p>2.2.7 Faciliter la collaboration en matière de recherche afin d'identifier les zones biologiquement critiques, les sources terrestres de pollution et les impacts climatiques qui ont déplacé les zones biologiques et ce que cela signifie pour la création d'aires marines de conservation, et impliquer le secteur privé afin de fournir aux parties prenantes locales les outils nécessaires pour mieux gérer leurs AMP, afin de conserver 30 % des habitats marins d'ici à 2030.</p> | <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2028</p> <p>2024 – 2030</p> | <ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre d'outils pour la gestion des AMP et des AMGL | | |
| | 2.3 Renforcer et structurer un réseau Afrique-Europe d'institutions de recherche et d'éducation pour la gouvernance de l'océan et l'économie bleue | <p>2.3.1 Développer une vision commune (telle qu'un protocole d'accord) et un cadre pour guider les efforts de recherche du réseau de recherche sur la gouvernance des océans et l'économie bleue.</p> <p>2.3.2 Cartographie détaillée des centres d'excellence africains et européens en vue de leur intégration dans le réseau de recherche proposé.</p> | <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2026</p> | <ul style="list-style-type: none"> Établissement d'un manifeste sur un programme commun de recherche ou ratification d'un protocole d'accord sur un programme commun de recherche. Révision régulière de la vision commune de la recherche pour le réseau. Résultats de l'exercice de cartographie approfondie (liste) des centres d'excellence africains et européens concernés. Mise en place d'une plateforme en ligne dédiée à l'échange de connaissances. | UE, UA, CER, UNESCO, Banque mondiale, CdE-UA (par exemple : Université de Suez – Faculté des ressources halieutiques, Université de Rhodes – Département d'ichtyologie et de sciences halieutiques, Académie régionale des sciences et techniques de la mer – Côte d'Ivoire, etc.) | 350 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | | <p>2.3.3 Développer une plateforme dédiée (en ligne) pour faciliter l'échange de connaissances entre les institutions de recherche au sein du réseau.</p> <p>2.3.4 Établir un ensemble de points de contact reconnus et dédiés au sein de chaque institution afin de faciliter la correspondance primaire avec les autres membres du réseau.</p> <p>2.3.5 Élaborer un ensemble de critères de sélection ou de performance pour inclusion dans le réseau de recherche sur la base de l'impact potentiel pertinent et du potentiel de collaboration dans le cadre du partenariat Afrique-Europe pour l'océan.</p> <p>2.3.6 Élaborer des protocoles pour des échanges réguliers de personnel et de compétences entre les différentes institutions du réseau.</p> <p>2.3.7 Institutionnaliser des ateliers réguliers au sein du réseau de recherche afin d'inspirer ses membres et de faciliter les développements futurs de la recherche.</p> <p>2.3.8 Soutenir le développement de grands programmes de recherche transcontinentaux alignés sur la vision commune de la recherche.</p> <p>2.3.9 Mettre en place une base de données d'experts des océans et de l'économie bleue au sein de l'UE et de l'UA afin de favoriser des échanges de qualité.</p> | <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2027</p> <p>2024 – 2025</p> | <ul style="list-style-type: none"> Liste des personnes de contact principales pour les institutions respectives au sein du réseau. Établissement des critères de sélection pour inclusion dans le réseau de recherche. Mise en place de protocoles pour des échanges réguliers de personnel. Sommets ou ateliers annuels ou semestriels pour l'échange de recherches. Développement de programmes de recherche en collaboration. Mise en place d'une base de données de chercheurs et d'experts reconnus auxquels il est possible de faire appel pour des consultations et des formations. Un incubateur permanent pour de nouvelles propositions et initiatives stratégiques et concrètes, des pratiques innovantes, un plaidoyer commun. | Centres d'excellence de l'UE (par exemple : COST Action, SEA-UE, EOREA, Centre d'excellence Jean Monnet sur l'économie bleue durable, etc.), universités, ONG de recherche | |
| | 2.4 Accélérer la diffusion de la connaissance de l'océan. | <p>2.4.1 Développement d'une ou plusieurs plateformes de partage d'informations en ligne sur les thèmes de l'océan et de l'économie bleue.</p> <p>2.4.2 Développer des protocoles de publication des informations sur les plateformes en ligne. Cela inclut la vérification et la certification des plateformes en ligne.</p> | <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2025</p> | <ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre de plateformes vérifiées de partage d'informations sur les océans. Établissement de protocoles pour le contrôle et la vérification réguliers des informations publiées sur les océans, la certification des plateformes en ligne, ainsi que la détection et la réduction de la désinformation sur les plateformes en ligne. Mise en place de réseaux de spécialistes des océans, de l'économie bleue, des langues et de la communication. | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUD, PNUE, UNESCO, FAO, ORGP, Banque mondiale, écoles et universités (y compris en ligne), ONG, organisations gouvernementales et réglementaires nationales et régionales, centres linguistiques, centres communautaires | 350 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | | <p>2.4.3 Mise en place d'un réseau de spécialistes des océans et de l'économie bleue afin de développer une documentation pour les plateformes en ligne, en collaboration avec des experts en langues et en communication de manière à faciliter une meilleure compréhension.</p> <p>2.4.4 Élaborer des protocoles d'évaluation et d'examen des informations publiées sur la plateforme en ligne, en vue de fournir des informations pertinentes et non des informations erronées ou de la propagande.</p> <p>2.4.5 Mettre en place un réseau d'experts linguistiques afin de développer des mots pour désigner les concepts relatifs aux océans, à la gouvernance des océans et à l'économie bleue lorsqu'ils n'existent pas dans les langues autochtones.</p> <p>2.4.6 Élaborer des campagnes d'information et d'éducation sur l'océan accessibles (telles que des séries de séminaires publics) à mettre en œuvre dans les institutions locales.</p> <p>2.4.7 Soutenir l'engagement du public vis-à-vis de la gouvernance des océans et des sujets, défis et solutions liés à l'économie bleue. Il s'agit notamment de fournir des espaces permettant d'exprimer les préoccupations, de faciliter la reconnaissance des efforts locaux et d'encourager la responsabilité individuelle dans le développement de l'économie bleue.</p> | <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2030</p> | <ul style="list-style-type: none"> Liste des personnes de contact principales pour les institutions respectives au sein du réseau. Établissement des critères de sélection pour inclusion dans le réseau de recherche. Mise en place de protocoles pour des échanges réguliers de personnel. Sommets ou ateliers annuels ou semestriels pour l'échange de recherches. Développement de programmes de recherche en collaboration. Mise en place d'une base de données de chercheurs et d'experts reconnus auxquels il est possible de faire appel pour des consultations et des formations. Un incubateur permanent pour de nouvelles propositions et initiatives stratégiques et concrètes, des pratiques innovantes, un plaidoyer commun. | Centres d'excellence de l'UE (par exemple : COST Action, SEA-UE, EOREA, Centre d'excellence Jean Monnet sur l'économie bleue durable, etc.), universités, ONG de recherche | |
| | 2.5 Améliorer et renforcer les capacités partagées en matière de gouvernance de l'océan et d'économie bleue régénératrice | <p>2.5.1 Lancement d'un programme Afrique-Europe de formation et de renforcement des capacités sur la gouvernance des océans et le développement de l'économie bleue.</p> <p>2.5.2 Tirer parti des programmes et organisations de développement régional existants pour faciliter le renforcement des capacités de gouvernance des océans. Cela inclut la coordination avec les organisations régionales de gestion de la pêche.</p> <p>2.5.3 Développement de programmes d'éducation sur les pratiques de gouvernance des océans, tels qu'une université d'été ou des cours ad hoc, accessibles via Internet et présentés dans plusieurs langues.</p> | <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2026</p> | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un programme de formation et de renforcement des capacités Europe-Afrique sur la gouvernance des océans et le développement de l'économie bleue. Les ORGP facilitent le développement des capacités pour la gouvernance des océans. Augmentation du nombre de cours en ligne, de certifications ou de séminaires publics en présentiel sur les concepts et les pratiques de gouvernance des océans. Engagement actif au sein de l'université euro-africaine sur la gouvernance des océans et le développement de l'économie bleue. | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUD, PNUE, UNESCO, FAO, ORGP, Banque mondiale, écoles et universités (y compris en ligne), ONG, organisations gouvernementales et réglementaires nationales et régionales, centres linguistiques, centres communautaires | 700 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | | <p>2.5.4 Faciliter la création d'une université euro-africaine en ligne sur la gouvernance des océans et le développement de l'économie bleue.</p> <p>2.5.5 Créer une base de données d'experts des océans et de l'économie bleue au sein de l'UE et de l'UA afin de favoriser des échanges de qualité et de pouvoir former la main-d'œuvre de demain, y compris les jeunes.</p> <p>2.5.6 Encourager le développement de solutions de gouvernance communes en développant des synergies et en facilitant les relations entre les secteurs industriels des différents États membres.</p> <p>2.5.7 Intégrer le développement des capacités en matière de gouvernance des océans dans d'autres objectifs de développement. Il s'agit notamment d'intégrer le renforcement des capacités dans l'élaboration de nouvelles politiques.</p> | <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2026</p> | <ul style="list-style-type: none"> Création d'une base de données d'experts reconnus en matière de gouvernance des océans. Augmentation du nombre de solutions communes et d'accords de développement entre les secteurs de l'économie bleue des États voisins. Des politiques nationales et régionales qui intègrent le renforcement des capacités de gouvernance des océans, parallèlement à leur mandat principal. | <p>UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUF, PNUD, UNESCO, FAO, Banque mondiale, ORGP, écoles et universités (y compris en ligne), ONG, organisations gouvernementales et réglementaires nationales et régionales, centres communautaires</p> | |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| 3. Soutien financier et investissements | 3.1 Contribuer à l'élaboration conjointe d'une Feuille de route Afrique-Europe sur la finance bleue. | 3.1.1 Mise en place d'un groupe de travail pour l'accord conjoint sur la feuille de route pour la finance bleue. | 2024 – 2026 | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un groupe de travail dédié à l'élaboration de la Feuille de route Afrique-Europe sur la finance bleue. Organisation et programmation d'un certain nombre d'ateliers, de dialogues en ligne ou de sommets. Élaboration d'un plan de mise en œuvre ou d'exécution pour la ratification de la future Feuille de route sur la finance bleue. Propositions de projets faisant explicitement référence aux principes de la finance bleue. Stratégies et politiques d'économie bleue faisant explicitement référence aux principes de la finance bleue. | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUD, PNUE-FI, institutions de fonds de développement (par exemple : AFD, FAD, ADB, BEI, BOAD, GIZ, entre autres), Banque mondiale, gouvernements nationaux | 150 000 |
| | | 3.1.2 Organiser des ateliers pour faciliter le dialogue et la discussion sur la contribution des États membres à la feuille de route pour la finance bleue. | 2024 – 2025 | | | |
| 3.1.3 Faciliter les exigences logistiques liées à la ratification de la feuille de route par les États membres ou les organisations partenaires. | 2024 – 2030 | | | | | |
| 3.1.4 Soutenir le développement de projets initiaux d'économie bleue en suivant les principes de la finance bleue. | | | | | | |
| 3.1.5 Intégrer les principes de la finance bleue durable dans les stratégies et politiques nationales, régionales et continentales relatives à l'économie bleue. | 2024 – 2026 | | | | | |
| | 3.2 Promouvoir la mise en place de nouveaux mécanismes financiers pour l'économie bleue. | 3.2.1 Soutenir le développement de centres d'information et de coordination spécialisés dans la finance bleue et le financement bleu aux niveaux national et régional. | 2024 – 2028 | <ul style="list-style-type: none"> Des structures d'information et de coordination reconnues en matière de finance bleue aux niveaux national et régional. Mise en place d'un réseau de spécialistes du financement et de l'élaboration de mécanismes de financement innovants. Mise en place de protocoles détaillant les mécanismes de financement disponibles aux niveaux national et régional (y compris la révision régulière de ces protocoles). Cadres intégrés de comptabilité bleue aux niveaux national et régional. Des politiques nationales et régionales en matière d'économie bleue qui ont intégré le développement d'un environnement politique favorable au financement. Mise en place de nombreuses campagnes nationales et régionales de sensibilisation et d'information sur les mécanismes de financement disponibles. | UE, UA, CER, AUDA-NEPAD, PNUD, PNUE, UNESCO, PNUE-FI, Banque mondiale, banques et fonds de développement régionaux (AFD, FAD, BEI, BOAD, GIZ, entre autres) | 350 000 |
| | 3.2.2 Soutenir le développement de l'infrastructure nécessaire à l'opérationnalisation de mécanismes de financement innovants (tels que la blockchain et la fintech). | 2024 – 2028 | | | | |
| | 3.2.3 Faciliter le développement d'un réseau de spécialistes (ou d'organisations spécialisées) pour aider à la mise en œuvre de mécanismes de financement innovants. | 2024 – 2025 | | | | |
| | 3.2.4 Élaborer un ensemble de protocoles ou de recommandations pour l'utilisation des mécanismes de financement disponibles dans les différents contextes nationaux. | 2024 – 2026 | | | | |
| | 3.2.5 Soutenir le développement d'une comptabilité bleue efficace et fiable. | 2024 – 2026 | | | | |
| | 3.2.6 Soutenir le développement d'environnements politiques nationaux et régionaux favorables au financement. | 2024 – 2026 | | | | |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | | 3.2.7 Élaborer des programmes de sensibilisation et des campagnes d'information sur les mécanismes de financement innovants. | 2024 – 2025 | | | |
| | 3.3 Accélérer les investissements dans les grands projets nationaux et régionaux d'économie bleue régénératrice. | <p>3.3.1 Élaborer une politique fiscale spécifique pour les investissements dans le secteur de l'économie bleue au niveau national.</p> <p>3.3.2 Inciter à l'utilisation de mécanismes de financement durables par rapport aux mécanismes conventionnels.</p> <p>3.3.3 Faciliter et encourager l'utilisation des jetons bleus aux niveaux national et régional. Il s'agit notamment de développer une plateforme d'échange de jetons bleus.</p> <p>3.3.5 Faciliter le développement de rachats ou d'échanges de dettes par le secteur privé afin de mobiliser des ressources pour des projets de développement (à petite et grande échelle).</p> <p>3.3.6 Encourager l'utilisation de formes alternatives de compensation aux niveaux national et régional, telles que les crédits de nutriments au lieu de la monnaie fiduciaire, car elles incitent à la régénération et à l'entretien des environnements naturels qui les soutiennent.</p> <p>3.3.7 Collaborer avec le secteur privé pour élaborer des polices d'assurance complètes pour les projets de régénération, afin de renforcer la confiance des investisseurs et de réduire les risques.</p> <p>3.3.8 Soutenir l'utilisation des PPP en tant qu'organes de gestion des programmes de régénération. Les PPP optimisent la fourniture d'un service et peuvent susciter la confiance des investisseurs dans un projet donné.</p> <p>3.3.9 Élaborer des programmes de sensibilisation et des campagnes d'information sur les options de financement et de gestion des projets de développement de l'économie bleue régénératrice.</p> | <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2027</p> <p>2024 – 2027</p> <p>2024 – 2028</p> <p>2024 – 2027</p> <p>2024 – 2025</p> | <ul style="list-style-type: none"> Politique fiscale sectorielle visant à encourager le développement du secteur basé sur la régénération. Utilisation accrue de différents mécanismes de financement durable. Mise en place de plateformes d'échange de jetons bleus. Augmentation du nombre d'accords d'échange dette/nature ou de rachat de dette dans le secteur privé. Mise en place d'incitations fiscales qui encouragent les formes alternatives de rémunération. Mise en place d'une gamme de produits d'assurance pour les projets de régénération. Augmentation du nombre de PPP pour les projets de régénération. Augmentation du nombre de programmes de sensibilisation aux options de financement disponibles pour les projets de régénération. | UE, UA, CER, FAO, Banque mondiale, banques et fonds de développement régionaux (par exemple : AFD, FAD, BEI, BOAD, GIZ, entre autres) | 1 200 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | 3.4 Faciliter la création de banques régionales pour le développement international de l'économie bleue | <p>3.4.1 Identifier les blocs régionaux que les banques régionales concernées peuvent desservir. L'alignement sur la délimitation des CER peut être un point de départ utile.</p> <p>3.4.2 Élaborer des mandats contextuels pour chaque banque régionale afin de guider leurs opérations. Il s'agit notamment de s'assurer régulièrement que les banques régionales répondent aux besoins de leurs régions.</p> <p>3.4.3 Les banques régionales peuvent faciliter davantage encore le développement de l'économie bleue en proposant des frais bancaires et des taux de conversion de devises inférieurs à ceux des systèmes conventionnels pour les transferts liés au développement de l'économie bleue, incitant ainsi à leur utilisation.</p> <p>3.4.4 En offrant des services multidevises, les banques régionales peuvent faciliter le développement de l'économie bleue en éliminant les obstacles liés à l'utilisation de différentes monnaies nationales, accélérant ainsi les transactions commerciales et développant les économies nationales.</p> <p>3.4.5. Banques régionales servant de pôles de connexion et de coordination pour les projets de développement.</p> <p>3.4.6 Faciliter la reconnaissance des banques régionales au niveau national, ainsi que leur intégration dans les systèmes bancaires nationaux. Cela nécessiterait une cohérence avec les lois et réglementations nationales pour rendre leur utilisation opérationnelle.</p> <p>3.4.7 Faciliter l'intégration dans les organisations de développement régional, en particulier les CER.</p> <p>3.4.8 Identifier les synergies entre les banques régionales africaines et européennes pour la mise en œuvre des meilleures pratiques et des opportunités de collaboration, telles que la facilitation du financement de projets de développement à grande échelle, et le soutien aux banques publiques et privées.</p> | <p>2024 – 2025</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2030</p> <p>2024 – 2030</p> | <ul style="list-style-type: none"> Des régions désignées pour les banques régionales. Mandats établis pour chaque banque de développement respective. La présence de services multidevises et l'examen régulier du statut des banques régionales pour s'assurer que la maximisation du profit n'est pas leur objectif premier. Les banques régionales sont utilisées comme lieux d'échange sur les projets et les efforts de collaboration. Reconnaissance explicite et intégration des banques régionales par les institutions nationales. Reconnaissance et utilisation des banques régionales par d'autres organisations régionales, telles que les CER. Échange régulier entre les banques régionales africaines et européennes. | <p>UE, UA, CER, FAO, Banque mondiale, FMI, banques et fonds de développement régionaux (par exemple : AFD, AdDB, BEI, BOAD, GIZ, entre autres)</p> | 350 000 |

| DOMAINE D'ACTION | ACTIVITÉ | RÉSULTAT | CHRONOLOGIE | INDICATEURS | INSTITUTIONS PARTENAIRES PROPOSÉES | ESTIMATION DES BESOINS FINANCIERS (EUR) |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| | 3.5 Lancement de forums d'affaires annuels Afrique-Europe sur l'économie bleue, qui serviront d'expositions annuelles pour favoriser la collaboration et obtenir un soutien à l'investissement dans l'économie bleue | <p>3.5.1 Soutenir le développement d'expositions annuelles aux niveaux national, régional et continental. Il s'agit notamment d'identifier les orateurs et les présentateurs, et de contribuer aux besoins logistiques.</p> <p>3.5.2 Faciliter le développement d'une base de données en ligne où les présentations peuvent être stockées pour un accès ultérieur, de sorte que le public et les investisseurs potentiels puissent suivre les progrès réalisés.</p> <p>3.5.3 Développer des protocoles contextuels pour faciliter l'intégration de nouveaux investisseurs afin de soutenir les projets de développement en cours.</p> <p>3.5.4 Développer des plateformes en ligne pour partager le retour d'expérience et favoriser de nouveaux projets de collaboration.</p> | <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2026</p> <p>2024 – 2026</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Manifestations annuelles pour l'économie bleue et la gouvernance des océans aux niveaux national et régional. • Mise en place de bases de données en ligne dédiées aux manifestations annuelles. Il s'agit notamment de plateformes dédiées à l'enregistrement des présentations précédentes, ainsi que de plateformes permettant de partager des informations en retour et de proposer des contributions à de nouveaux projets de collaboration. • Mise en place de protocoles pour faciliter l'intégration des nouveaux investisseurs. | <p>UE, UA, CER, PNUD, PNUE, AFD, FAO, Banque mondiale, ORGP, programmes de développement régional, gouvernements nationaux, réseau des CdE, universités, entreprises du secteur privé</p> | 700 000 |



Bureau de Bruxelles
Treesquare
Square De Meeûs 5/6
1000 Bruxelles
Belgique

Bureau du Cap
Unité 803
Touchstone House
7 Bree Street
Le Cap 8001
Afrique du Sud

www.africaeuropfoundation.org